

مركز لامل

DÉBATS

Législatives

Une cohabitation nouvelle ?

par Maurice Duverger

Europe

Le bon usage de Maastricht

par Gérard Fuchs

Le « oui » français au référendum du 20 septembre permet de poursuivre heureusement le processus de Maastricht dans les pays où la ratification du traité d'union européenne n'est pas achevée. L'érotisme du score ne donne pas d'argument aux tenants du « non » dans leur défense de l'idée d'une renégociation : il est encore plus évident aujourd'hui qu'une renégociation du traité aurait toute chance de s'avérer difficile car on s'aperçoit sans surprise que les opinions publiques sont plus promptes à voir les concessions consenties par leurs gouvernements que les avantages qu'ils ont obtenus. Quant au Danemark, il lui appartient de nous dire, d'ici à décembre, si des « déclarations interprétatives » pouvant suffire à lui faire rejoindre la palatine ou si l'importance de ses réserves conduit de fait le pays à se retirer d'une Communauté dont seul il refuserait la finalité politique.

Il n'en reste pas moins que des leçons doivent être tirées et des désordres monétaires et des réticences d'opinion qui se sont manifestés à l'occasion du référendum. Les désordres monétaires ont leur explication économique : les difficultés britanniques et italiennes sont réelles ; les taux d'intérêt américains trop bas pour cause de tentative de relance pré-électorale, et les taux allemands, trop hauts pour cause de réévaluation financière par l'empirisme, ont accru les tensions. Il n'en reste pas moins que la cause déclinante des désordres a été le doute soudain sur la perspective de la monnaie unique, doute découlant de l'incertitude sur le résultat du référendum français.

Des réactions tranchées

Le doute installé appelle de la part des décideurs politiques et monétaires des réactions tranchées qui me paraissent devoir être de deux ordres : renforcer le SME afin de le restituer, ce qui peut conduire à une mise en commun de réserves de changes et/ou à une responsabilisation accrue de la monnaie la plus déviante par rapport à l'écu ; accélérer la mise en place de la monnaie unique par un nouveau droit de pays, d'ici au 1^{er} janvier 1997, les autres s'inscrivent dans des périodes de transition diversifiées.

Les réticences d'opinion me paraissent quant à elles appeler quatre réactions :

— préciser le fameux principe de subsidiarité selon lequel la Communauté ne s'occupe que de ce qu'elle peut faire mieux que ses États membres ; il faut cependant ici ne pas se tromper de cible : les décisions passées, y compris les plus critiquées, ont toujours été prises par ou avec l'aval du conseil des ministres, et c'est une pratique à émuler car c'est celle du conseil ou moins élitiste que celle de la commission ;

— mettre en œuvre de la façon la plus rapide le chapitre de Maastricht relatif à la coopération économique des Douze ; c'est cette coopération qui nous offre, et pour longtemps, le meilleur gisement de croissance et donc d'emplois ; là donc réside le meilleur démenti aux craintes de tenants du « non » plus motivés par l'envie de voir le chômage que par toute autre considération ;

— clarifier les perspectives du contrôle démocratique au sein de la future Union européenne ; grâce à la révision constitutionnelle rendue nécessaire par Maastricht, le Parlement français a enfin obtenu le droit de regard sur les décisions communautaires qu'il aurait dû avoir depuis fort longtemps ; il faut maintenant annoncer qu'en 1996 — date de la révision prévue du traité — le Parlement européen bénéficiera de la codécision avec le conseil dans tous les domaines où ce dernier tranche à la majorité ou, par conséquent, il n'est plus de contrôle parlementaire national possible ;

— enfin, c'est le plus simple mais encore faut-il le faire à temps, c'est-à-dire d'ici à juin 1994 : rapprocher les élus européens des électeurs, en remplaçant le système actuel de désignation à la proportionnelle nationale par un système de proportionnelle régionale.

Ainsi, sans remettre en cause un traité longtemps et durement négocié, mais en utilisant au mieux ses calendriers et ses souplesses, pourrions-nous utilement concilier la volonté d'approfondir la construction de l'Europe et la nécessité de faire davantage de celle-ci la chose de ses citoyens.

► Gérard Fuchs est député européen et chargé des relations internationales au secrétariat national du PS.

Si la droite gagne les élections de 1993, M. François Mitterrand aura pour devoir d'aller jusqu'au bout du mandat que le peuple français lui a confié et de ne point laisser tomber en queue de sa prérogative. Il détruirait la V^e République et ouvrirait la porte aux régimes impuissants d'aujourd'hui. S'il se conduisait alors comme Alexandre Millerand en 1924 — lequel serait d'ailleurs resté à l'Elysée s'il l'avait pu. Les propos de certains leaders de l'actuelle opposition sont plus absurdes qu'indécents. Nul ne doute qu'une défaite électorale de l'actuelle majorité parlementaire n'entraîne une nouvelle cohabitation.

Mais serait-elle une cohabitation nouvelle ? Telle est la question. Évidemment, l'ordre juridique immuable imposera des bornes à toute innovation. Rien ni personne n'obligerait le président de la République à signer les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres. Rien ni personne ne l'empêcherait de présider ce dernier et d'en fixer l'ordre du jour, de réclamer une seconde délibération d'une loi ou d'en déferler le texte au Conseil constitutionnel. De refuser une session extraordinaire du Parlement ou de bloquer toute révision de la Constitution en attendant l'indéfiniment le recours au référendum ou la convocation d'un Congrès. Mais ces bornes restent peu gênantes. Avec une majorité plus large et plus unie qu'en 1986-1988, le premier ministre les franchirait plus facilement encore que M. Jacques Chirac.

Il a été cependant le maître de la politique intérieure pendant la première cohabitation, malgré l'étrécissement et les divisions de son soutien parlementaire. Privé de la perspec-

tive d'un nouveau mandat présidentiel au terme de l'aventure, M. François Mitterrand serait moins puissant entre 1993 et 1995. L'absence d'une compétition finale déstabiliserait l'atmosphère au sommet de l'État. L'évolution respective des partis tendrait encore plus à y remplacer le duel par un duo. Moins profond qu'on le dit parfois, le développement du consensus est incontestable. Il n'est pas vrai que M. Bérégovoy fait aujourd'hui du Balladur sans M. Balladur, ni que celui-ci ferait demain du Bérégovoy sans M. Bérégovoy. Mais la gauche a montré depuis 1988 qu'elle savait gérer l'économie et les finances aussi bien que la droite, sinon mieux, laquelle a constaté dans les deux ans précédents qu'elle ne pouvait pas aller très loin dans le « moins d'État » sans trahir la sécurité sociale que les Français défendent énergiquement. Mais le rythme et l'ampleur des privatisations devraient rester très modérés si l'on ne veut pas restreindre encore l'investissement dans les entreprises privées, déjà trop faible.

Sur le plan intérieur, où les mentalités traditionnelles gardent leur emprise, une seconde cohabitation ne différerait pas radicalement de la première, à ces nuances près. Au contraire, les innovations seraient probablement très importantes sur le plan international. Problème essentiel des prochaines années, la construction de l'Europe obligera nos concitoyens à se déterminer par rapport à elle. Or, les positions révélées par le référendum du 20 septembre tendent à bouleverser la dualisme classique. Près des deux tiers des Français sont aujourd'hui décidés à voter pour la droite (UDF, RPR ou Front national), ce qui lui donnerait plus des trois quarts des députés avec le mode actuel de scrut-

tin. Réduits à la portion congrue, la gauche et les écologistes se trouveraient néanmoins en position d'arbitrage en face d'une nouvelle majorité divisée à peu près par moitié entre partisans du « oui » et partisans du « non » à Maastricht. Soutenus naturellement par les socialistes, les premiers domineraient alors l'Assemblée dans les votes concernant les affaires communautaires.

Le vote du 20 septembre

Cette superposition des clivages n'est pas limitée à notre pays. On la retrouve en Grande-Bretagne, en Allemagne et ailleurs. Certains pensent que l'opposition classique des conservateurs et des sociaux-démocrates sera remplacée un jour par celle des nationalistes et des euro-péistes. Il paraît plus probable que la première glissera progressivement du cadre national au cadre européen, au fur et à mesure de l'affermissement de ce dernier. Cependant, l'importance de l'Europe dans les années qui viennent pourrait la rendre prédominante dans beaucoup de batailles politiques, ce qui pousserait à associer les gouvernements sur des majorités fondées sur elle. Mais une alliance de ce genre resterait évidemment prématurée dans les premières années de la législature française élue en mars 1993. À peine pourrait-elle pointer dans la présidentielle de 1995, où les fameuses « primaires » de la droite risquent d'avoir un parfum rétro.

Dans l'intervalle, la superposition des deux clivages bouleverserait la structure de la cohabitation en cas de victoire de la coalition UDF-RPR. Au lieu d'un président exprimant l'opposition en face d'un premier ministre chef de la majorité parlementaire, comme en

1986-1987, on verrait collaborer un premier ministre chef d'une majorité gouvernementale de droite, et un président chef d'une majorité européenne, l'un et l'autre présents dans l'Assemblée, mais s'y croisant. Une telle division du travail au niveau de l'exécutif dépasserait celle que la Constitution suggère entre la politique intérieure et la politique extérieure : la Communauté chevauchant les deux dans le cadre de la subsidiarité qui la limite. Il s'agirait en réalité d'une sorte d'union nationale d'un type nouveau, assez bien adaptée à la situation. Rien de plus naturel qu'une association de toutes les forces démocratiques de la nation pour participer à une œuvre qui met en cause ses orientations fondamentales.

Les Français ne sont pas prêts d'oublier cet été de 1992 où ils ont pris conscience des problèmes de la construction de l'Europe parce que M. François Mitterrand leur avait donné le pouvoir de la soutenir ou de la paralyser. Radicalement divisée sur ce terrain, la droite en parlera le moins possible dans les mois qui viennent. Mais elle ne parviendra pas à écarter du débat la question fondamentale posée par nos concitoyens (très nombreux) qui ont voté les uns « oui », les autres « non » la mort dans l'âme, le 20 septembre, parce qu'ils voulaient une Europe plus proche, plus démocratique et plus humaine : les premiers se résignant à l'insuffisance d'un traité qu'ils entendaient dépasser, les seconds l'écarter pour empêcher d'être figés par un système bancal. Si la coalition de droite gagne les élections de mars 1993, seule une cohabitation nouvelle qu'elle ne pourra pas empêcher — permettra de répondre à l'attente des uns et des autres.

Le progrès et la manière de Botero

par Thierry de Beaucé

Ne nous moquons pas trop des politiques minuscules. Au lieu de le quel ? Du socialisme qui brasse les mépris ? Des partis bourgeois dont les bureaucraties excessives remplacent les militants évanouies ? Des idéologies sans raison d'être, mortes et bien mortes ? De la rue tout simplement, avec ses foules protestataires et ses surfaits de manifestants ? La politique est à refaire. Tous en conviennent sans vouloir que les données changent. Confort des routines électorales et des accords de circonstance, facilité des pensées électorales, si bien effaçées par de multiples répétitions ? Je préfère les obstinés, ceux qui creusent leur sillon malgré les modes ou les déceptions. Ils sont peu nombreux, par définition même. Lénine célébrant des avant-gardes. Elles assurément le levain. C'était alors « Le Parti ». Je n'aurais pas cette ambition de stratégie. Restons lucides, et donc modestes.

Mais, à vouloir transformer les choses, il faut d'abord sur une idée fixe. Cent fois, nous avons tenté de regrouper un peu du centre, des bourgeois, des socialistes et des modérés et qui, à leur manière, savaient prendre la responsabilité d'une action gouvernementale. Tradition de la démocratie chrétienne. Social-démocratie. Il n'y avait pas d'antagonisme profond entre ces courants de pensée. Certes on gagne les élections sur de plus vastes programmes et des réveries plus conséquentes. Autrefois, on se référait aux idéologies. Mais, quand il s'agit de gouverner, d'autres exigences s'imposent. Nous pourrions avoir la démarche inverse, dire exactement ce que nous voulons faire parce que nous mesurons les possibilités. Cela s'appelle la réforme au détriment de la révolution. Elle incarne une position du centre, prudente, réaliste et chiffrée. Point de démagogie, de rêves emportés pour un calcul plus minutieux, vérifiable, des changements à accomplir. Cela n'exclut pas le courage. Au contraire.

En fondant le Mouvement des réformateurs, nous avons voulu retrouver ce tempérament. Les ironiques se moqueront des groupuscules. Qu'ont-ils à proposer d'autre et pourquoi ne pas respecter le fait que des hommes se rassemblent pour qu'avance la politique ? Aujourd'hui, le mode est aux désillusions, à l'auto-flagellation, au masochisme idéologique. La classe politique se délite sous les coups de boutoir des populismes de tous bords. Les siens surtout. Elle n'ose rien avancer mais préfère les séductions d'image, une forme élémentaire de méditation, les refus purs

et simples, la dénonciation de boucs émissaires aux consonances étrangères, que ce soient les technocrates de Bruxelles, version soft ou futuriste, version hard. Nous voulons proclamer le contraire. On parle de recomposition politique comme s'il s'agissait du pareil au même avec en prime la négociation ardue de compromis d'intérêts majeurs. On parle de la droite, en réalisant des partis à l'identique, sinon des courants tacticiens pour mieux les dénoncer avec des méthodes qui se ressemblent. Les problèmes sont pourtant d'un ordre différent. Question de nature dorénavant plutôt que de degré.

La politique répond mal aux questions posées. Les clivages qui la sous-tendent ne traduisent plus des priorités vécues. Les mots dont elle use sont trop usés. « Il n'y a plus de lien dans la grande aux idées », disait Jacques Delors. Il nous appartient de reprendre à la base ce travail de réflexion, de retisser le trame du politique, auprès des associations, des clubs, des syndicats qui approchent au plus près la vie quotidienne. Pour cette action politique en minuscules, je préfère le concept de Mouvement à celui de parti. Il indique mieux un effort, un progrès, une direction plutôt que la délimitation d'un clan. La reconstruction démocratique, ne l'oublions pas, François Mitterrand l'a commencée, en rassemblant sur un programme plus clair des forces politiques qui ne se reconnaissaient pas, des clubs, des minorités.

Gauche ancienne, droite routinière

C'est lui aussi qui, patiemment, propose l'ouverture. Il faut encore du temps. Peu à peu, les lignes se déplacent. Une autre époque se dessine.

La IV^e République est morte d'indigence. Les clivages politiques ne correspondaient plus aux réalités. La SFIO était colonialiste. La gauche se trouvait atlantiste, la droite européenne. Voter ne signifiait pas grand-chose. Vous pouviez vous battre en Algérie avec Guy Mollet et soutenir l'indépendance du Maroc, avec Antoine Pinay. Ces confusions mentales finissent dans les antichambres de partis entre accords de cohabitation, soutiens sans participation et bouleversements de majorités éphémères.

De Gaulle et les institutions de la V^e République ont changé les catégories. Au risque de manichisme, l'électeur saurait pour quoi, pour qui voter, en fonction de ses préférences et de ses priorités. Parler clair et parler vrai. Aujourd'hui, il s'agit de redéfinitions. Que signifie la priorité

sociale ? Comment corriger les excès du libéralisme devenu le mode exclusif de la gestion économique ? Comment assurer les réformes en profondeur du système éducatif, de la fiscalité ? Comment restaurer un partenariat social, c'est-à-dire un dialogue véritable ? Comment mettre en œuvre une politique d'environnement qui contribue aussi à la modification des priorités économiques ? Comment dépasser les rentabilités immédiates et intégrer le plus long terme dans l'évaluation des effets ? Comment réorienter une politique des villes ? Comment envisager le devenir du monde rural en dépassant les seules exigences du métier agricole ? Et comment prendre en compte des systèmes de valeurs quand il s'agit d'immigration, de biologie, d'ouverture culturelle ?

L'Europe esquisse un clivage neuf. Veut-on imaginer que se rapprochent des partis et des hommes qui ont de l'avenir une vision si opposée ? Qu'ils refusent une certaine idée de l'économie, des échanges, de l'aventure nationale, et qu'ils puissent se retrouver quand même pour proposer à l'électeur les mêmes voies — lesquelles ? — d'un avenir à faire. La démocratie se fourvoie dans ces aberrations. Bien sûr tous les partisans de l'Europe ne sont pas prêts à gouverner ensemble. Des perspectives les séparent et ce n'est pas plus mal. Mais admettons que leur rapprochement potentiel est plus fort et plus crédible que les alliances à contraires avec ceux qui les récusent.

À faire le compte des questions posées, on mesure mal entre les réponses, celles qui seraient plus de droite ou plus de gauche. Il paraît facile de prétendre que ces clivages ne correspondent à rien, mais c'est plutôt la division entre une gauche ancienne et une droite routinière figée sur des concepts hors de saison qui a perdu sa signification. Les lignes se sont déplacées. Réformateurs, nous pouvons rechercher les idées neuves et les transformer en programme de gouvernement. Réformateurs, nous pouvons aussi dépasser les attachements traditionnels et rassembler ceux qui accepteront de considérer le progrès et d'en accepter le prix de changement. On nous soupçonne de franchir les Rubicon de partis pris. Faux problème. La dignité de l'élection ne consiste-elle pas à convaincre et à comprendre, à ajuster peu à peu des points de vue qui se rejettent ?

Travail à la marge, mais travail nécessaire et travail infatigablement respectable. Plus démocratique en somme que cet enfermement dans des clans qu'on maintiendrait l'uo-

contre l'autre. En remonçant les Champs-Élysées, j'ai eu la vision claire des comportements qui nous détruisaient. L'avenue triomphale était bordée de personnages à l'ancienne, grossis aux hormones et déformés de satisfaction. Pour en être peut-être, mais pour en célébrer aussi la démission. Devrions-nous nous donner à ces politiques bouillies, dodues et rododromes, gloires de bronze aux torsos avantageux ? Quand il s'agit d'un monde à faire et de lumières à inventer, l'opposition rend de nouveaux les armes aux deux héros de son antiquité, Castor et Pollux, version pléiun, vont se battre une fois encore pour savoir qui donnera son visage au buste du Rond-Point. On connaît le suite. C'est un remake. Ces politiques, à la manière de Botero, conviennent bien mal au progrès. Je préfère nos avancées minuscules. Elles valent mieux pour la démocratie.

► Thierry de Beaucé, ancien ministre, est chargé de mission à l'Elysée.

CARREFOUR
DES
LITTÉRATURES EUROPÉENNES
Strasbourg,
6-11 novembre 1992

FRANCE Culture
Le Monde

Pour la deuxième année, et cette fois avec *Le Monde*, France-Culture s'est associée au Carrefour des littératures européennes afin de témoigner des nécessaires confrontations induites par la « fabrique » de l'Europe. Trois émissions vont diffuser l'actualité de l'édition 92 du Carrefour.

- **Culture matin**
Lundi 9 novembre, 7 heures-8 h 15
en direct de Strasbourg, Jean Lebrun recevra Patrick Chamoiseau.
- **Le Club de la presse**
Pascale Casanova réalisera deux enregistrements publics de l'émission :
lundi 9 et mardi 10 novembre
19 heures, Aubette, place Kléber
1^{re} diffusion, mardi 10 novembre, 12 h 45-13 h 30
- **D'autres émissions de France-Culture couvriront les temps forts de cette manifestation.**

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Anselme
Thomas Bernicot
Philippe Bernanet
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40.85.25.25
Télécopieur : 40.85.25.99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40.85.25.25
Télécopieur : 40.80.30.10

ÉTRANGER

A l'issue d'une deuxième mission dans l'ex-Yougoslavie

Le rapporteur de l'ONU, M. Tadeusz Mazowiecki, estime que « la purification ethnique a déjà largement atteint ses objectifs »

A l'issue d'une deuxième mission dans l'ex-Yougoslavie, du 12 au 22 octobre - après un premier séjour en août - le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki, a dressé un bilan de plusieurs mois de guerre en Bosnie-Herzégovine, cette République ex-yougoslave aujourd'hui reconnue internationalement mais déchirée entre les trois communautés qui la composent - Musulmans, Serbes et Croates.

« La purification ethnique apparaît non pas comme la conséquence de la guerre [en Bosnie-Herzégovine] mais plutôt comme son objectif. Ce but a, dans une large mesure, déjà été atteint par meurtres, passages à tabac, viols, destructions de maisons et menaces. De telles pratiques se sont multipliées au cours des dernières semaines, et l'on constate de moins en moins de résistance de la part de la population non serbe, une part croissante de cette dernière étant prête à tout abandonner et fuir sa terre », écrit M. Tadeusz Mazowiecki dans son rapport. Des trois peuples de cette République, le musulman est la principale victime du conflit et est « menacé d'extermination ».

« Les événements récents observés dans la région de Prijedor, Doboj et Kotor-Varos [bord de la Bosnie] prouvent que les dirigeants serbes de Bosnie-Herzégovine ne sont pas prêts à renoncer à leurs projets. Les musulmans et les Croates vivent, dans les régions contrôlées par les autorités serbes, sous d'énormes pressions et dans la terreur. Des

centaines de milliers de gens sont forcés de quitter leur maison et d'abandonner tous leurs biens afin de sauver leur vie », explique M. Mazowiecki dans son rapport, rendu public mercredi 28 octobre. A la suite de ces constatations, M. Mazowiecki donne deux exemples de « résistances à cette politique - toutes deux vainues ». « Les habitants du village musulman de Mahovliani ont cherché à échapper à la déportation en démontrant leur loyauté aux autorités locales serbes, y compris en livrant leurs armes et en acceptant d'effectuer un service militaire s'ils y étaient requis. En dépit de cela, ils sont l'objet d'attaques perpétuelles de la part d'« inconnus ». Les habitants de Vesici, dans la région de Kotor-Varos, ont opté pour la résistance armée. Le rapporteur spécial [M. Mazowiecki] est intervenu personnellement auprès de M. Radovan Karadzic, leader des Serbes de Bosnie, pour tenter de prévenir le massacre de quelque soixante-dix familles vivant à Vesici ».

« Mauvais traitements »

Autre exemple des conséquences de la purification ethnique pratiquée par les Serbes : « On a pu constater une situation dramatique dans la région de Travnik (au nord-ouest de Sarajevo), où un grand nombre de musulmans déplacés vivent dans des conditions extrêmement difficiles. La ville de Travnik, avec une population de 19 000 personnes, doit héberger plus de 14 000 réfugiés. Nombre d'entre eux ont confié au rapporteur spécial [M. Mazowiecki] que tant les autorités locales [serbes] qu'une « agence d'émigration » à Banja-Luka [ville du nord-ouest de la Bosnie sous contrôle serbe] avaient

organisé leur déportation et que certains d'entre eux avaient payé jusqu'à 300 deutschemarks pour rejoindre une région contrôlée par les musulmans. Ils ont été conduits vers la ligne de front mais ont été forcés de descendre des autocars quelques kilomètres avant de l'atteindre et de traverser les zones de combats comme ils pouvaient ».

Sur la route, dit encore le rapport, ces déportés ont régulièrement fait l'objet de mauvais traitements.

Après avoir souligné que les combats dans la région de Travnik menaçaient la sécurité des personnes déplacées ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire, M. Mazowiecki déclare avoir été « particulièrement choqué par les conditions de vie dans le camp de Trnopolje, où des gens se sont rassemblés dans l'espoir de fuir la purification ethnique pratiquée par les Serbes. Plus de 3 000 personnes se sont entassées dans trois bâtiments et quelques petites maisons, où elles vivent dans une saleté indescriptible, dormant sur de minces couvertures et des paillasses infectées de poux, bûches de paille crouille et survivant avec de maigres rations de pain. Certaines sont restées dans ce camp pendant plus de quatre mois ».

Le rapporteur spécial de l'ONU précise que Trnopolje est décrit par les autorités locales serbes comme étant un « camp ouvert » mais que les conditions y sont « très mauvaises ». « On a pu constater toutes les maisons appartenant aux musulmans et aux Croates ont été détruites », sont-elles les prisonnières ou peuvent se déplacer qu'en risquant leur vie : « Même à l'intérieur du camp, ils se sentent menacés par les miliciens de garde ».

Et le rapporteur spécial d'évoquer le sort de ces personnes dépla-

cées qui ne pourraient survivre qu'en trouvant refuge hors de la Bosnie-Herzégovine mais qui sont refoulées aux frontières, tant par les Croates - qui hébergent déjà chez eux quelque 700 000 réfugiés - que par les « casques bleus » de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), qui limitent les entrées à l'intérieur des zones placées sous leur protection et refoulent nombre de réfugiés.

Sarajevo à l'agonie

Quant à Sarajevo, M. Mazowiecki la décrit comme une ville à l'agonie, dont la population désemparée perd toute confiance dans l'efficacité de l'aide étrangère. « Seul un cessez-le-feu immédiat peut sauver la population de Sarajevo, comme celle d'autres villes assiégées de l'ex-Yougoslavie ».

M. Mazowiecki juge, d'autre part, la situation au Kosovo (province méridionale de Serbie à population majoritairement albanaise) comme « dangereuse ». « Les leaders albanais, comme les représentants des communautés musulmane et catholique du Kosovo, ont fourni au rapporteur spécial la preuve de discriminations contre les Albanais de souche ainsi que de violations des droits de l'homme », indique le rapport, qui fait notamment état d'une manifestation réprimée par la police alors qu'elle avait été autorisée et de brutalités policières contre des manifestants. M. Mazowiecki évoque également une discrimination certaine dans les domaines de l'éducation, de la justice et de la santé.

Le rapport cite le cas de la Voïvodine (province septentrionale serbe à population partiellement hongroise), où l'on peut constater des pratiques proches de la purifi-

cation ethnique, bien que dans de moindres proportions qu'en Bosnie-Herzégovine. Les non-Serbes ont notamment été chassés d'emplois publics, comme la police, la justice et l'administration, assure le rapport, qui écite le chiffre de 90 000 Croates et Hongrois ayant fui la région tandis que le nombre de réfugiés serbes s'installant dans la province se montait à 150 000. « Hongrois, Croates, Slovaques, Sloènes, Ukrainiens et autres minorités croient que les réfugiés [serbes] ne soient installés [sur place] de façon permanente, confisquant les propriétés des autres groupes ethniques et diminuant l'autonomie politique et culturelle de ces derniers ».

« Zones de sécurité »

Autre source potentielle de conflit : le Sandjak, cette région de Serbie limitrophe de la Bosnie-Herzégovine et peuplée de musulmans, dont le rapport dit que « des incidents contre des membres de la communauté musulmane ont été rapportés », mentionnant le cas de maisons brûlées et de mosquées détruites « lors d'attaques terroristes ». « Quelque 70 000 musulmans auraient quitté la région depuis le début du conflit » en Bosnie-Herzégovine voisine.

En conclusion de son rapport, M. Mazowiecki demande que « la priorité soit donnée à la protection du droit à la vie » et que en conséquence, refuge soit accordé à ceux dont la vie est en danger. Quant à l'argument selon lequel accorder asile aux personnes déplacées reviendrait à « aligner sur la politique de purification ethnique », M. Mazowiecki, qui rappelle que les pays européens n'ont accepté, jusqu'à présent, d'accorder asile

qu'à un petit nombre de personnes dont la vie est en danger, estime qu'un tel raisonnement ne peut prévaloir sur la nécessité de sauver des vies humaines. Le rapporteur préconise, en outre, la création de « zones de sécurité » et estime que « les efforts en vue d'ouvrir des corridors humanitaires pour toutes les régions assiégées de Bosnie-Herzégovine » devraient être prioritaires.

Le rapport de M. Mazowiecki mentionne, enfin, la découverte, près de Vukovar (région orientale de la Croatie conquise par les Serbes), du site d'un possible charnier et la collecte d'informations sur l'existence d'autres fosses communes à propos desquelles il estime urgent qu'une enquête internationale plus poussée soit menée (Le Monde du 29 octobre).

Y. H.

Les Serbes refusent que soient exhumés les corps du charnier de Vukovar. Les dirigeants serbes de Vukovar (dans l'est de la Croatie, occupé par les forces serbes) ont annoncé, mercredi 28 octobre, qu'ils refusaient « pour l'instant » qu'ils soient exhumés les corps du charnier récemment découvert près de Vukovar, selon un communiqué diffusé par l'Agence Tanjug de Belgrade. Ces dirigeants ont indiqué avoir été contactés à cet effet par la FORPRONU, après la découverte de restes humains sur un site gardé par les « casques bleus » (Le Monde du 29 octobre). Selon le communiqué serbe, l'exhumation annoncée est entreprise « avec des motifs douteux, et la tendance à sauter les Serbes et les intérêts serbes auprès d'une opinion publique internationale déjà suffisamment portée ». - (AFP)

ion nouvelle?

Le vote du 28 septembre

Le vote du 28 septembre

Un bataillon français en Bosnie

Ces réfugiés sont à la merci des mortiers ou des canons serbes, terriblement actifs depuis les hauts lieux.

« On n'est pas des tueurs de femmes ou d'enfants, dit le colonel Bresse. Mais, si nous sommes pris à partie par des irréguliers, je ne risquerai pas la vie d'un seul de mes hommes. Ils auront une riposte sûre. » Dans le convoi dont il a pris la tête, depuis Rijeka, sur la côte croate, où il a débarqué, et en route vers Velika-Kladusa, qui sera sa base logistique en Bosnie, on distingue, bien en évidence de son dispositif, dix-huit chars légers Sagaie, avec leur canon de 90, mais aussi des blindés VAB, avec leur canon de 20, et, dans deux autres caisses, des postes de missiles anti-chars Milan et des mortiers de 81.

Ce bataillon d'escorte, aux frais du contribuable français et non pas à la charge de l'ONU, ne reçoit ses ordres que du seul général Philippe Morillon, qui commande, depuis son PC proche de Sarajevo, une force - dite FORPRONU-2 - de 4 500 hommes venus protéger les convois humanitaires tout au long de la Croix-Rouge en Bosnie-Herzégovine, telle qu'elle est définie dans ses frontières internationales.

Suite de la première page

Cette force est indépendante des « casques bleus » et des observateurs des Nations unies ou de la Communauté européenne répartis dans l'ex-Yougoslavie. Elle rassemble aussi 1 300 Français (à Vitez), autant de Canadiens (à Banja-Luka) et 500 Espagnols (à Mostar).

Soldats de métier ou volontaires, à vingt-trois ans d'âge moyen, ils sont venus de Brive, Clermont-Ferrand, Sathonay, Périgueux, Poitiers, Angoulême, Limoges, Castelsarrasin, Spire, Besançon, Dijon ou Wittlich découvrir la complexité yougoslave. Maisons éventrées ou mitraillées dans le no man's land après Karlovac et la Krajina (République serbe autoproclamée du Nord; barrières de soldats et de policiers croates, hongrois ou serbes; frises anti chars; échaepets de mines étalés sur la route; contrôles déboussolés de « casques bleus » polonais ou kazakhs, les 1 350 hommes du colonel Bresse ont eu droit à tout, y compris, sur le bord de la route, avant d'entrer en Bosnie, à un mannequin ridiculisant l'ONU et portant, sur son casque bleu, l'inscription « La paix, c'est une affaire de pigeon ». Ils ont mis toute une journée pour rallier leur base de Velika-Kladusa, en Bosnie, où - drapeaux français brandis fièrement par des enfants, « Bonjour » fusant de la foule agglutinée sur les trottoirs - ils ont reçu un accueil comme du temps

de la Libération. Là, dans d'anciennes usines de poulets et de médicaments, spécialement remises en état par la population pour l'arrivée des Français, les hommes du colonel Bresse devront s'organiser pour tenir durant tout l'hiver. 500 d'entre eux y resteront pour préparer le soutien logistique de la force : le bataillon dispose de quatre-vingt-dix jours d'autonomie pour tous ses approvisionnements, et la suite viendra directement de la base de Vitebsk. 500 autres hommes devraient s'installer, plus loin, au nord de Cazim, d'où rayonneront le PC principal et la base opérationnelle n° 1. Les 350 derniers, qui forment la base opérationnelle numéro 2, avec les blindés, doivent dresser leur campement à Vitebsk, au nord de Bosanski-Petrovac, en République autoproclamée serbe de Bosnie. Le bataillon français a cette particularité, en effet, d'avoir un pied dans chaque camp, au risque, s'il déplaçait à l'un ou à l'autre, d'être pris entre deux feux croisés.



« Trade corridor »

« Les réguliers des deux bords, explique le colonel Bresse, ne sont pas nos adversaires, mais je crains les « mafieux » qui s'agitent tout autour. Mon ennemi principal est sans doute la Sifrovica [alcool local]. Nous sommes dans un pays où les symboles sont importants, le pays des Rambo où on ne respecte que les armes et l'uniforme, où toute escorte qui ouvre un corridor humanitaire, est en ambiance d'insécurité ».

M. Jacques Franquin, le responsable du bureau du HCR en Bosnie, ne parle pas différemment, qui renchérit à sa manière : « Il faut avoir des hommes dans son panier, et le contingent français nous fournit ces hommes. » Sans l'armée française, dit-il, la poche de Bihać est condamnée à mourir de faim. Car la mission des 1 350 hommes

Le projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine est jugé « inacceptable » par les Serbes

Le projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine préparé par la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (Le Monde du 29 octobre) est « inacceptable » pour les Serbes bosniaques, a déclaré, mercredi 28 octobre, le chef adjoint de leur délégation à la conférence, M. Nikola Koljevic. La déclaration de M. Koljevic vient confirmer les prises de position du leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui avait, dès mardi 27, implicitement rejeté le projet, à l'unanimité des médias de Serbie, dont l'Agence Tanjug qui reflète habituellement les vœux officiels serbes.

Le projet constitutionnel, qui exclut tout découpage ethnique de la République, propose que la Bosnie-Herzégovine soit dotée d'un pouvoir central et soit composée de sept à dix provinces très autonomes et souveraines en matière d'économie, de police, d'éducation et d'impôt,

notamment. Les représentants des trois communautés constitutives de la Bosnie (Musulmans : 44 % de la population, Serbes : 32 % et Croates : 18 %), ce conflit sur l'avenir de l'Etat, ont soumis leurs premières réactions à l'un des responsables de la conférence, M. Marti Ahtissari.

Seule, jusqu'à présent, la délégation serbe bosniaque a fait connaître publiquement son désaccord avec ce projet. « Tous ses aspects non fondamentaux sont bons, mais tous les aspects fondamentaux sont très mauvais », a déclaré M. Koljevic en insistant sur la nécessité d'un partage de la Bosnie en trois Etats ethniques. M. Koljevic a estimé que les Croates rejettent également ce texte, car ils veulent aussi des « unités constitutives ethniques ». Les Serbes et les Croates devraient décider entre eux quels territoires ils acceptent de rendre aux musulmans, une fois les hostilités terminées, a-t-il dit. - (AFP)



l'histoire d'une intox...

LA NUIT DES LONGS COUTEAUX

Comment Hitler a décidé en quelques heures d'éliminer les S.A. après avoir été bluffé par une incroyable machination de Goering et Himmler... 20 ans d'enquête explosive qui détruisent la version traditionnelle.

Jean Philippon

340 pages, 175 F

ARMAND COLIN

مركزا من راصل

EUROPE

ALLEMAGNE : la fin du congrès du Parti chrétien-démocrate

La CDU serre les rangs autour de M. Kohl

Le Parti chrétien démocrate allemand (CDU), réuni en congrès à Düsseldorf (le Monde du 28 octobre) jusqu'au mercredi 28 octobre, a serré les rangs autour du chancelier Helmut Kohl et de sa coalition gouvernementale. Le chancelier a fait approuver à une très large majorité son nouveau discours sur « le parler vrai » et a obtenu le libéralisme pour augmenter les impôts à partir de 1995. Les débats, qui avaient été consacrés, mardi, à l'Europe, ont été dominés par les conséquences économiques de la réunification.

DÜSSELDORF

de notre envoyé spécial

Les rumeurs qui avaient couru sur une éventuelle grande coalition avec le Parti social-démocrate (SPD) sont bel et bien enterrées. Réélu avec 91 % des voix à la présidence de la CDU, M. Kohl a fait le prêtre qu'il tenait toujours son parti bien en main. Les deux autres partis de la coalition, les chrétiens sociaux de Bavière (CSU) et les libéraux (FDP), se sont, en outre, résignés à envisager de nouveaux impôts à partir de 1995, au moment où seront épuisés les fonds

spéciaux mis en place pour régler le passif de l'ex-RDA.

Le président de la CDU, M. Theo Waigel, ministre fédéral des finances, qui s'était élevé contre une discussion prématurée sur un changement de politique fiscale, est venu, mercredi devant le congrès, apporter son appui au chancelier. Il avait, il est vrai, obtenu en échange que M. Kohl revienne publiquement sur le doute qu'il avait laissé planer dans son discours d'ouverture autour de la possibilité d'un relèvement des impôts avant 1995.

Derrière cet accord, qui met définitivement un terme à deux ans de discours euphorisants sur la possibilité d'une unification au moindre coût, continuent pourtant de se profiler beaucoup d'incertitudes sur les moyens de gérer la réunification. Le ralentissement de la croissance à l'Ouest va rendre plus douloureux encore les sacrifices demandés aux Allemands de l'Ouest. La course de vitesse entre l'effondrement de ce qui reste d'industrie à l'Est et la reconstitution d'un nouveau tissu économique est loin d'être gagnée d'avance.

Le chômage à l'Est continue de s'accroître et les investissements sont bien trop insuffisants pour y remédier dans un avenir prévisible. Partisans et adversaires d'une intervention, plus ou moins grande, de l'Etat se sont affrontés mercredi matin, d'une façon très théorique. Tous réclament des économies dras-

tiques dans les budgets du gouvernement fédéral, des Länder et des communes, mais personne ne sait comment y parvenir. Les négociations à venir avec les gouvernements des Länder, dominés par le SPD, et les syndicats seront difficiles.

Les délégués de l'est de l'Allemagne, venus à Düsseldorf chercher un réconfort pour affronter chez eux un mouvement de désaffection à l'encontre de la CDU, ne sont pas repartis les mains vides. Ils n'ont pas obtenu, comme ils le souhaitent, un emprunt obligatoire pour financer davantage d'investissements, mais ils peuvent au moins se prévaloir du fait que leur parti a pris conscience de la nécessité d'un nouvel effort national. L'élection de deux personnalités de l'Est parmi les quatre vice-présidents, le minis-

tre de l'intérieur de Saxe, M. Heinz Eggert, au franc-parler, et le ministre de la jeunesse, M^{me} Angela Merkel, a eu valeur de réconfort.

Deux ans après la réunification, le congrès voulait marquer, comme l'a souligné le chancelier lui-même, que les problèmes de l'Allemagne unie exigeaient davantage que la simple poursuite de politiques classiques. Mais les débats ont aussi montré qu'il était tentant de limiter la leçon à la dimension économique de l'intégration. On a pudiquement jeté un voile sur beaucoup d'autres questions, telles que la montée de l'extrémisme de droite et l'afflux des demandeurs d'asile, posées par la réunification.

HENRI DE BRESSON

Libération des trois manifestants français de Rostock. — Les trois militants juifs français, arrêtés le 19 octobre à Rostock, dans l'ex-RDA, après les incidents survenus à l'issue d'une manifestation organisée par les avocats Serge et Beate Klarsfeld, (le Monde des 21 et 23 octobre), ont été remis en liberté, mercredi 28 octobre, a annoncé le tribunal local. Le parquet de Rostock a demandé à la justice française de reprendre à son compte les poursuites engagées contre les trois hommes. — (AFP, Reuters)

TURKMENISTAN

Le culte de la personnalité se porte comme un charme...

MOSCOU

de notre correspondant

Des jeunes gens qui défilent sous la tribune présidentielle en Tadjikistan ont porté du président le Turkménistan à côté, mardi 27 octobre, l'anniversaire de son indépendance dans les meilleures traditions. Le culte de la personnalité s'y porte comme un charme, la presse tresse sans relâche des couronnes au président Saparmurat Niyazov, l'ancien premier secrétaire du PC local, réélu chef de l'Etat en juin dernier avec 99,5 % des voix. Depuis, M. Niyazov a créé un nouveau titre de « Héros du Turkménistan », dont il est devenu le premier titulaire, et un nouveau prix littéraire, qui lui a immédiatement été attribué. Le chef de son propre service de presse publie un livre à sa gloire, sous un titre sans équivoque : Le Guide. L'événement a été rebaptisé avenue Saparmurat Turkmenbachi — c'est-à-dire avenue « du Chef-des-Turkmènes-Saparmurat » (Niyazov).

Tout cela a commencé à faire un peu jaser, mais pour couper court à d'éventuelles critiques, M. Niyazov a lui-même donné récemment une justification théorique à tous ces honneurs. « Quel que soit le dirigeant, s'il a expliqué dans une récente inter-

vention devant le personnel du ministère de l'intérieur, il convient de le respecter » et de « reconnaître ses mérites » ; c'est « pour le bien de l'Etat » et c'est une manière de manifester « l'unité du pays », son « harmonie », et par là, « d'attirer les compagnies occidentales et les hommes d'affaires » (le Turkménistan est par ailleurs un très important producteur de gaz naturel).

En revanche, a-t-il déclaré — cette fois lors d'une conférence de presse donnée le jour de l'anniversaire de l'indépendance — « il faudrait être idiot pour laisser se constituer une opposition pour la simple raison que cela correspondrait à l'idée que certains se font de la démocratie ». Dans la même veine, deux représentants d'Amnesty International ont été invités à quitter le pays, ce qui a conduit l'ambassadeur des Etats-Unis à Achikhabad à bouter les cérémonies de la fête de l'indépendance.

L'ambassadeur s'est ainsi privé du spectacle d'un défilé militaire original, puisque les « forces armées turkmenes » sont en fait placées sous la juridiction conjointe des autorités d'Achikhabad et de celles de Moscou, une situation unique dans les pays de l'ex-URSS.

JAN KRAUZE

TADJIKISTAN : assassinat d'un dirigeant du Kullab. — Le chef de l'exécutif de la région de Kullab, un des fiefs de l'opposition qui avait tenté de reprendre le pouvoir dans la capitale Douchanbe le week-end dernier, a été assassiné, a-t-on appris mercredi 28 octobre. Les troupes russes restent déployées aux abords de Douchanbe, alors que les députés de l'opposition ont interrompu une réunion tenue à Khodjent. — (AFP, Reuters, UPI)

POLOGNE : fin du retrait des unités russes de combat. — La dernière unité de combat ex-soviétique stationnée en Pologne, une unité de vedettes lance-torpilles basée à Swinoujcie dans le Nord-Ouest, a quitté le territoire polonais mercredi 28 octobre. Mais six mille soldats russes (transport et de liaison) restent en Pologne pour le transit des troupes retirées d'Allemagne, qui doit s'achever fin 1993.

Le Parlement de Strasbourg a approuvé le traité sur l'Espace économique européen

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Parlements nationaux des Etats membres de la Communauté peuvent désormais entamer les procédures de ratification du traité sur l'Espace économique européen (EEE), signé le 2 mai dernier à Porto avec les sept pays (1) de l'association européenne de libre-échange (AELE). L'Assemblée des Douze a en effet donné, mercredi 28 octobre, son « avis conforme », qui, selon les procédures prévues par l'Acte unique, requiert une majorité de 260 voix pour que les accords internationaux conclus par la Communauté puissent être appliqués. Le traité, s'il est ratifié, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

L'objectif de l'EEE est quelque peu changé depuis le lancement des négociations en janvier 1989. A l'époque, il s'agissait essentiellement d'élargir le marché unique des Douze aux Etats membres de l'AELE. Aujourd'hui, l'accord est considéré le plus souvent comme une étape sur la voie de l'intégration, et le traité est bien plus contraignant qu'on ne pouvait l'imaginer au départ.

Il est ainsi créé un espace uniforme de coopération commerciale qui fait que les chefs d'entreprise, les travailleurs et les consommateurs bénéficient d'une égalité de traitement, écartant toute discrimination fondée sur la nationalité. Les pays de l'AELE sont tenus de respecter les règles communautaires en matière de concurrence, d'aides

d'Etat, de contrôle des concentrations et d'ouverture des marchés publics. L'EEE ne prévoit cependant pas de politique commerciale commune à l'égard des pays tiers. Les secteurs de la pêche et de l'agriculture sont également exclus du champ d'application du traité. Il n'ouvre pas non plus la possibilité d'abolir les contrôles aux frontières entre la Communauté et l'AELE.

MARCEL SCOTTO

(1) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse, Liechtenstein.

Polémique au Liechtenstein. — Une crise politique a été évitée dans la principauté du Liechtenstein, où le prince régnant, Hans-Adam II, menaçait de dissoudre le Parlement et de renvoyer le gouvernement, en raison d'un différend sur la date du référendum d'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Contrairement au Parlement et au gouvernement, le prince voulait que ce référendum soit organisé avant celui qui doit avoir lieu en Suisse, afin que les électeurs n'en soient pas influencés. Mercredi 28 octobre, pour la première fois dans l'histoire de la principauté, le prince a été tué par un millier de ses sujets, devant le Parlement. Le référendum sera finalement organisé les 11 et 13 décembre, une semaine après celui des Suisses, mais une déclaration officielle mentionnera explicitement que l'appartenance à l'EEE revêt une signification propre, indépendamment de la position de la Suisse. — (AFP, AP, Reuters)

L'Assemblée des Douze lève son opposition à l'aide au Maroc

Le Parlement européen a finalement accepté, mercredi 28 octobre, de débiter l'aide financière — 463 millions d'euros ou 3,2 milliards de francs pour la période 1992/1996 — en faveur du Maroc au titre de la politique méditerranéenne de la CEE. En janvier dernier, l'Assemblée des Douze avait refusé de donner son « avis conforme » à l'engagement des crédits, en raison des manquements au respect des droits de l'homme dans ce pays. Le Parlement européen

a également pris une décision en ce qui concerne la Syrie. Dans ce cas, il s'agissait de se prononcer en fait sur deux « protocoles financiers » : 146 millions d'euros (1 milliard de francs) pour les années 1987/1991 et 158 millions d'euros (1,1 milliard de francs) pour la période quinquennale en cours. A l'issue de deux votes contradictoires, le Parlement a donné son feu vert pour le premier mais pas pour le second. — (Corresp.)

Bruxelles va préciser les conditions d'intégration à la Communauté des pays d'Europe centrale

Les premiers ministres polonais, hongrois, tchèque et slovaque, qui se réunissent, mercredi 28 octobre, à Londres, M^{me} Jacques Delors et John Major, ont obtenu la promesse qu'une liste de critères concrets auxquels ils devront répondre pour intégrer la CEE leur serait rapidement fournie. Lors d'une conférence de presse conjointe, M^{me} Major et M^{me} Delors ont convenus qu'il était « impossible de fixer un calendrier précis » pour l'entrée de ces pays dans la Communauté, celle-ci devant régler les problèmes liés à la ratification du traité de Maastricht et à l'intégration de pays comme l'Australie et la Suisse.

M^{me} Delors a assuré que la Commission présenterait lors du sommet européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre, à la demande de la présidence britannique, « un rapport sur les critères d'adhésion des pays d'Europe de l'Est ». M^{me} Major a insisté sur le fait que les candidats « doivent être économiquement prêts à s'exposer aux forces d'un marché entièrement libre ». Des accords d'association économique, permettant l'abaisssement de certaines barrières douanières, doivent entrer en vigueur début 1993 avec la Hongrie et la Pologne, la signature avec la Tchécoslovaquie ayant été retardée par la partition en cours du pays. — (AFP)

M. Delors contrôlé pendant 40 minutes par des douaniers belges

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a été contrôlé, mardi 27 octobre, pendant près de quarante minutes par des douaniers belges de l'aéroport de Charleroi (Belgique) alors qu'il revenait de Strasbourg. La société gérante de l'aéroport a exprimé son « indignation » mercredi, en qualifiant ce contrôle de « tatillon et excessif ».

Il existe « sans doute peu d'endroits au monde où le président Delors, qui a un statut de chef d'Etat, voit son passeport passé au crible par un gendarme, même très consciencieux », déplore l'un des responsables.

Jacques Delors avait déjà été retardé à son départ de Bruxelles le matin même par une grève de la compagnie aérienne belge Sabena. Certains vols au retour vers la Belgique avaient été déviés vers Charleroi pour éviter un nouveau retard. La Commission n'a pas commenté l'incident. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : les travaillistes refusant de voter la motion sur Maastricht

La marge de manœuvre de M. Major s'amenuise

Les travaillistes ont annoncé, mercredi 28 octobre, qu'ils voteraient contre la motion gouvernementale — quel que soit le texte de celle-ci — concernant la ratification du traité de Maastricht, qui doit être soumise à la chambre des Communes le 4 novembre. Dès lors, le sort du gouvernement de M. John Major dépend de l'ampleur de la rébellion des « eurosceptiques » au sein de son propre parti.

LONDRES

de notre correspondant

Les grandes manœuvres politiques avant le débat d'orientation sur le traité de Maastricht aux Communes sont dorénavant entrées dans une phase cruciale. M. Major, avec l'aide de ses principaux ministres et des « whips » (le chef du groupe parlementaire et ses adjoints) va tenter de convaincre les « backbenchers » (les parlementaires conservateurs de faire le « bon choix », c'est-à-dire de soutenir, par leur vote, le gouvernement. Les « whips » sont plutôt chargés de rappeler aux uns et aux autres ce qu'ils doivent à M. Major — l'artisan de la victoire aux élections d'avril dernier — tout en laissant planer la menace de sanctions, alors que le premier ministre se réserve l'offensive de charme, pour amadouer les « récalcitrants », du moins ceux qui hésitent encore entre leurs convictions « eurosceptiques » et leur souci de ne pas provoquer la chute du gouvernement.

De leur côté, les vingt parlementaires démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown ont annoncé qu'ils voteront le texte gouvernemental, à condition que celui-ci fasse explicitement référence au traité de Maastricht. Cela signifie que M. Major dispose d'une majorité théorique d'une quarantaine de voix, une marge de manœuvre incertaine, puisque les « eurosceptiques »

conservateurs — vivement encouragés par M^{me} Margaret Thatcher — seraient une cinquantaine.

Tout dépend donc du texte de la motion. S'il s'agit d'un argumentaire en faveur de l'« Europe de Maastricht », M. Major conserve le soutien des démocrates-libéraux mais court le risque de s'aliéner celui des « eurosceptiques ». S'il la vide de sa substance pour en faire une simple motion « technique », il transforme le texte en motion de confiance pour lui-même et son gouvernement : il perd alors l'appui du parti de M. Ashdown et rallie à sa cause les « eurosceptiques ».

Coup de pouce danois

Dès maintenant, la menace — prêtée à M. Major — de dissoudre le Parlement en cas de vote négatif s'est estompée, bien qu'elle n'ait pas été éliminée. Cette bête noire avait provoqué la colère des « barons » torques. M. Major espère, d'autre part, tirer profit de l'annonce des propositions du gouvernement de Copenhague destinées à permettre une relance du processus de ratification au Danemark (le Monde du 29 octobre).

L'un des arguments du Labour et des « eurosceptiques » pour s'opposer à la reprise de ce même processus à la chambre des Communes était, en effet, l'absence d'initiatives de Copenhague. M. Major avait assuré que le Parlement ne reprendrait pas l'examen du texte « avant que nous sachions clairement ce que sont les intentions danoises ». Mais ce « coup de pouce » indirect du gouvernement de M. Poul Schlüter perd beaucoup de son effet avec la fuite quasi-simultanée, dans la presse britannique, d'une note interne du Foreign Office, selon laquelle les exigences danoises en matière de clauses d'exemption, en particulier pour la monnaie unique et la politique de défense, « ont peu de chances d'être acceptables » pour les autres Etats-membres de la Communauté.

LAURENT ZECCHINI

BULGARIE : au terme d'une crise politique

M. Dimitrov a présenté la démission de son gouvernement

Le premier gouvernement non communiste de Bulgarie, dirigé par M. Filip Dimitrov, est tombé, mercredi soir 28 octobre, à la suite d'un vote de censure du Parlement.

La motion de censure a été votée par 120 députés, c'est-à-dire ceux du Parti socialiste bulgare (ex-communistes) et ceux de la minorité turque (MDL), contre 111. Le parti de M. Dimitrov, l'Union des forces démocratiques (UFD), ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement, et avait donc formé un gouvernement avec le soutien du MDL après les élections d'octo-

bre 1991. Le président de la République, M. Jelinu Jeleu, lui-même un des fondateurs de l'UFD, doit à présent demander à une personnalité proposée par l'UFD de former un nouveau gouvernement.

Ce vote est l'aboutissement d'une crise politique de plusieurs mois en Bulgarie, dans laquelle s'entremêlent les problèmes dus à la transition vers l'économie de marché, les effets des privatisations et des restitutions de terre sur la minorité turque (10 % de la population), et une affaire de livraisons d'armes à la République de Macé-

doine. Au fil des mois, le gouvernement a fini par entrer en conflit avec le MDL, les syndicats, l'Eglise orthodoxe, la presse et même le chef de l'Etat.

La chute du gouvernement bulgare intervient à un moment délicat dans la réforme économique bulgare, d'autant plus que des négociations sont en cours sur la restructuration de la dette extérieure de Bulgarie, qui s'élève à 10 milliards de dollars. — (AFP, Reuters, UPI)

Plus vite, moins cher !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

PROCHE-ORIENT

Le processus des négociations

Quarante-quatre délégations discutent à Paris du développement économique régional

C'est presque le « tout Proche-Orient » qui a assisté, jeudi 29 octobre, à Paris, à l'ouverture de la deuxième session des négociations multilatérales sur le développement économique régional. Lors de la première, qui avait eu lieu, les 11 et 12 mai, à Bruxelles, Israël avait choisi la politique de la chaise vide, refusant alors de côtoyer des Palestiniens de la diaspora.

Avant réalisé un « grand effort », selon les termes de M. Uri Savir, directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, pour aboutir à un compromis, que le porte-parole du Quai d'Orsay a jugé « convenable » et auquel l'Égypte a activement travaillé, les représentants de l'État juif se retrouvent, aujourd'hui, autour de la table, entourés de quarante-quatre délégations, parmi lesquelles on ne compte pas moins de douze délégations arabes — mais la Syrie et, dans son sillage, le Liban, ont une fois encore, déclaré forfait.

L'OLP a démenti que les Palestiniens aient, en quoi que ce soit, modifié la composition de leur délégation pour satisfaire aux conditions posées par Israël : pas de membres du Conseil national palestinien (« Parlement ») de l'OLP ou de résidents de Jérusalem-Est. Or il se trouve qu'au moins deux membres de la délégation palestinienne, dont M. Yous-

sef Sayegh, son président, ne correspondent pas à ces exigences.

Finalement, les parties en cause ont déployé des trésors de diplomatie pour faire en sorte que ces personnes, sans être rayées des listes officielles, évitent de paraître sur le devant de la scène. Ce qui permettrait, a commenté le porte-parole du Quai d'Orsay, d'éviter aux uns et aux autres de renouer aux principes auxquels ils sont attachés. Une étude de la Banque mondiale sur la situation économique au Proche-Orient servira de food à des discussions multilatérales, auxquelles participera à part entière, pour la première fois, un représentant du secrétaire général de l'ONU. Le Japon, les États-Unis, la France et la Communauté européenne présenteront les conclusions de leurs travaux, respectivement sur le tourisme, la formation, les transports et les communications, la coopération entre universités, villes et entreprises.

A l'ordre du jour de cette session est aussi inscrite une réflexion sur les moyens de financer un vaste effort de développement, une fois la paix revenue. « Tout le monde a compris », a souligné M. Savir, que négocier sur des sujets d'une telle importance sans Israël n'aurait aucun sens politique et économique. »

J. de B.

Un nouveau « front du refus » palestinien

Suite de la première page

« Nous sentons que ce qui risque d'arriver est dangereux, que le peuple palestinien peut y perdre son identité, et c'est cette peur qui nous rassemble malgré nos différences idéologiques ou stratégiques », affirme M. Ibrahim Ghosché, porte-parole d'Hammas. « Ce regroupement n'est pas une nouvelle alliance et ce n'est surtout pas une alternative à l'OLP », réchiffre M. Daoud Tahami, membre du FDLP (1).

« Nous n'avons aucune structure commune et refusons d'en avoir, car l'OLP est la seule organisation du peuple palestinien, ajoute-t-il. Nous inclinons, au contraire, les autres factions à rejoindre l'OLP et son programme en faveur d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, avec un règlement correct — droit au retour ou compensation — du problème des réfugiés. » Sans le dire ouvertement, certains se rendent compte que c'est la seule alternative réaliste. « Ce programme des organisations contestataires de l'OLP est, aujourd'hui, que la direction palestinienne, c'est-à-dire M. Arafat, le met en danger par des concessions gratuites. »

d'autres conditions — trouve aussi un large écho dans les camps de réfugiés, où la population, qui se voit bien, de plus en plus le sentiment d'être abandonnée à son sort et laisse à l'écart d'un éventuel règlement. Ce sentiment est d'autant plus fort que, faute de moyens financiers, l'OLP, et surtout, le Fath ont moins de possibilités de venir en aide aux réfugiés. Cela est particulièrement vrai au Liban, où les Palestiniens se trouvent, aujourd'hui, dans une situation économique et sociale critique, sans espoir immédiat de la voir s'améliorer.

Travail de sape

Le nouveau « front du refus », dont la quasi-totalité des organisations membres ont leur siège à Damas, se défend d'être inféodé à la Syrie. Jusqu'à maintenant, cello-ci l'a, en effet, laissé faire plus qu'encouragé, même si le renouveau d'une opposition palestinienne, unie dans son seul rejet des accords de paix, peut représenter pour Damas un utile moyen de pression.

ON COMPTAIT SUR VOUS POUR LE GÂTEAU!



Parmi ces dix organisations, trois seulement — le FPLP, le FDLP et Hammas — ont une véritable représentativité, mais leur poids ne peut pas être totalement oublié, et certains dirigeants du Fath de M. Yasser Arafat dans les territoires occupés reconnaissent que, la lutte politique devenant de plus en plus âpre, la question se pose de savoir si l'OLP aurait les moyens de faire appliquer un éventuel accord. « Pour que les choses marchent, nous, selon les circonstances, d'une opinion à l'autre. C'est sur cette majorité-là que le Fath et nous-mêmes travaillons pour obtenir son adhésion, et j'espère que cela se fera quoi qu'il arrive sans combat. »

Ce regroupement hétérogène de dix organisations, laïques ou islamiques, hostiles aux négociations de paix ou bien favorables — mais à

Selon l'évolution du processus de paix, la Syrie peut tenter de jouer de cette opposition à la fois contre le chef de l'OLP et contre les Israéliens, ou même pour justifier certains de ses prises de position. Le « front du refus » se garde, pour sa part, de toute critique ou de tout commentaire à l'égard des négociations israélo-syriennes.

La faiblesse de cette opposition tient au fait qu'elle ne propose pas véritablement de solution alternative, dans la mesure où l'isolement des Palestiniens dans les négociations ne leur laisse pas une grande marge de manœuvre. On voit mal qui accepterait, aujourd'hui, de revoir les conditions de participation de la délégation palestinienne à ces discussions, comme le réclame, par exemple, le FDLP.

En revanche, il n'est pas douteux que son travail de sape des positions de la délégation palestinienne, accusée de trop céder sans rien obtenir en retour et de saborder l'unité des Palestiniens en acceptant de distinguer ceux « de l'intérieur » (des territoires occupés) et ceux de la diaspora, est suffisamment efficace pour inquiéter sérieusement certains dirigeants de l'OLP.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Front démocratique pour la libération de la Palestine. Le mouvement de M. Hachache est le Front populaire pour la libération de la Palestine. Dans les années 70, ces deux organisations avaient déjà formé un « front du refus » pour s'opposer aux concessions de la majorité plus modérée de l'OLP.

une fois encore, accusé l'Irak d'en être responsable. Il a précisé que « sept agents irakiens avaient été arrêtés et qu'ils seraient montrés à la télévision dans un proche avenir ». — (AFP).

LIBAN : retour au calme dans le sud du pays. — Après trois jours d'affrontements dans le sud du pays, Israéliens et militants du Hezbollah ont apparemment respecté, mercredi 28 octobre, les appels à la retenue venant de Washington, de Paris et de Londres, où l'on était inquiet de l'impact de cette flambée de violence — qui a causé la mort de douze personnes dans les deux camps — sur les négociations de paix. De son côté, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a rejeté toute la responsabilité de ces combats sur l'Irak, estimant que « la Syrie ne peut s'opposer totalement » à l'influence de Téhéran sur le Hezbollah. — (AFP).



«ESPOIR: ce qui justifie la réforme et lui gagne des partisans, c'est l'espoir de changement, la conviction que l'humanité n'est pas condamnée à l'éternelle répétition du présent, qu'autre chose est possible. (...) La réforme doit susciter l'espoir, mais veiller aussi bien à ne pas le décevoir, ce qui est difficile et rare.»

Edouard Balladur

Dictionnaire de la réforme

Fayard

306 p. 115 F

Fayard

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

L'état d'urgence a provoqué un mouvement de panique

La «radio-télévision nationale» a annoncé, mercredi 28 octobre, que les habitants de Bamenda, dans le nord-ouest du pays, fuient la ville, où l'armée et la police usent des pouvoirs qui leur sont conférés par l'état d'urgence pour réprimer les manifestations (la «Monda» du 29 octobre). La panique s'est emparée de la population, après l'arrestation de deux juristes et d'un homme d'affaires, selon des témoins. Le gouvernement français a «regreté» la proclamation de l'état d'urgence dans cette région. «La France regrette cette situation, qui retarde la poursuite du processus démocratique, et réitère son appel à tous les responsables camerounais pour qu'ils respectent les règles démocratiques et s'engagent dans le dialogue», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay.

Dans un communiqué publié mercredi, le principal dirigeant d'opposition, M. John Fru Ndi, a annoncé avoir introduit une action auprès de la Cour suprême, lui demandant d'annuler les résultats de l'élection du 11 octobre, et à appelé ses partisans à participer «à une semaine de manifestations massives, soutenues par des opérations de grève générale, de désobéissance civile, de «villes mortes» et de «pays morts». A Paris, quelque vingt-cinq partisans de M. Fru Ndi ont pénétré dans l'ambassade du Cameroun, qu'ils ont occupée sans violence pendant une heure et demie, criant des slogans pour réclamer le départ du président Biya. — (AFP, Reuters).

CENTRAFRIQUE

Les élections ont été annulées

La Cour suprême a annoncé, jeudi 29 octobre, qu'elle avait annulé les élections présidentielle et législatives de dimanche sur l'ensemble du territoire et dans les chanceries à l'étranger. La veille, le président André Kolingba, candidat à la première élection présidentielle organisée dans le pays depuis onze ans, avait déposé une requête en annulation.

Dimanche, toutes les opérations électorales avaient été suspendues à Bangui et à Paris. Trois des cinq candidats à l'élection présidentielle avaient demandé l'annulation totale des élections. Aucun résultat n'a été rendu public mis, selon des informations non officielles, le score du président sortant était médiocre dans certaines régions. — (AFP, Reuters).

COLOMBIE

Le chef des hommes de main de Pablo Escobar a été tué par la police

La police a abattu le chef de l'organisation militaire du cartel de Medellín, Brancos Muñoz Mosquera, qui était considéré comme le bras droit de Pablo Escobar, le trafiquant de drogue toujours en fuite. Surnommé Tyson à cause de sa ressemblance avec le boxeur américain, Brancos Muñoz Mosquera a, d'après la police, été tué dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 octobre dans le quartier de Fatima à Medellín, alors qu'il s'opposait par les armes à son arrestation.

Il avait trente-trois ans et était recherché pour de nombreux assassinats ainsi que pour des actions terroristes. Les autorités pensent qu'il avait organisé en 1989 l'explosion en vol d'un Boeing de la compagnie Avianca et aussi l'attentat contre la siège de la police politique à Bogotá, deux actions qui avaient fait des dizaines de morts. Il était en fuite depuis son éviction spectaculaire de la prison Bella Vista de Medellín en 1988. — (Reuters).

SÉNÉGAL

Habitants et touristes ont fui le Cap-Skiring

La totalité des touristes étrangers et la grande majorité des habitants ont fui le Cap-Skiring, le plus grand centre touristique du Sénégal, au lendemain du message qui a fait, selon un dernier bilan, trente-deux morts, sept blessés et trois disparus, tués par des indépendantistes casamançais (le Monde du 29 octobre).

Les hôtels et les magasins ont fermé. Les premiers à partir ont été les huit cents habitants du village de pêcheurs où a eu lieu la tuerie, entre les deux principaux bâtiments du Cap-Skiring, le Club Méditerranée et l'hôtel Savana. La moitié du village a été rasée par les assaillants. Les habitants insistent sur le fait qu'aucun touriste étranger n'a été menacé. Les Français qui habitent Cap-Skiring depuis plusieurs années affirment cependant que, pour la première fois, les indépendantistes n'ont pas hésité à frapper les Européens qui s'opposent à leurs tentatives de s'emparer de leurs biens. «La France condamne ces événements et leurs auteurs et réitère son appui aux efforts de dialogue que le président Diouf a constamment poursuivis», a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères. — (AFP).

Le Parlement de Strasbourg a approuvé le traité sur l'Espace économique européen.

Le Parlement de Strasbourg a approuvé le traité sur l'Espace économique européen. Le traité sur l'Espace économique européen a été adopté par le Parlement européen à Strasbourg le 29 octobre 1992. Le traité vise à créer un espace économique européen entre les pays membres de l'Union européenne et les pays méditerranéens. Le traité est entré en vigueur le 1er janvier 1994.

L'Assemblée des Douze lève son opposition à l'aide au Mali.

L'Assemblée des Douze lève son opposition à l'aide au Mali. L'Assemblée des Douze a décidé de lever son opposition à l'aide au Mali. L'aide au Mali est destinée à soutenir le processus démocratique et à aider le gouvernement malien à lutter contre la corruption et le terrorisme.

Les élections au parlement de la Communauté des pays d'Afrique centrale.

Les élections au parlement de la Communauté des pays d'Afrique centrale. Les élections au parlement de la Communauté des pays d'Afrique centrale ont eu lieu le 28 octobre 1992. Les élections ont été organisées par l'Union africaine pour promouvoir la démocratie et le développement en Afrique.

Le président de la République de la République centrafricaine a été élu.

Le président de la République de la République centrafricaine a été élu. Le président de la République de la République centrafricaine a été élu le 28 octobre 1992. Le président élu est Ange-Félix Patassé.

Neubaule. Le cher de 1000 voitures au jour rendu visite!



ENQUÊTE

Désarrois américains

IX. — Histoire : du melting-pot au « saladier »

Les articles précédents portaient sur les symptômes du déclin américain, la crise économique, les classes moyennes et l'éducation, la misère des centres-villes, la criminalité, la poussée du fondamentalisme religieux, la recherche et la santé (le Monde des 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28 et 29 octobre).

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Les visiteurs du Musée national d'histoire naturelle de Washington ont eu la surprise, à l'automne 1991, de constater que l'exposition d'anthropologie du deuxième étage était fermée au public. Le motif, tenu secret, semblait insupportable : l'Australopithecus était en train de changer de tête. Désormais, et conformément à l'opinion prévalant chez les scientifiques, on lui donnerait les traits d'un homme noir.

Ce changement, affirmait *Newsweek*, n'était nullement motivé par une découverte récente, mais la conséquence d'une plume formulée par un groupe d'étudiants africains du district de Columbia en une énième « manipulation » de l'histoire. C'est qu'il ne fait pas bon, ces temps-ci, plaisanter avec ces choses-là. « Les peuples d'origine africaine veulent simplement rétablir les faits et leur place dans l'histoire de l'humanité », explique un universitaire new-yorkais. Car l'entreprise d'« intoxication mentale par l'intelligence blanche a été telle qu'elle a presque gommé l'existence des Noirs ».

On ne compte plus les interventions ou plaintes des minorités ethniques pour corriger leur image, dénoncer les stéréotypes, contester une exclusion, revendiquer leur différence, proclamer leur légitimité et exiger la comptabilité de leurs apports. En cette année anniversaire de sa « découverte » — terme jugé offensant pour les Indiens et donc prohibé dans les écoles américaines —, jamais peut-être l'Amérique n'avait-elle fait montre d'une telle vigilance dans la gestion de ses composantes, d'une telle prudence dans l'esquisse de son portrait.

Comment ne pas voir en effet que l'image officielle s'est par trop décalée par rapport à la réalité ? Que l'Amérique peinte si longtemps dans les livres d'école, héritière directe des fondateurs venus d'Europe et gardienne de l'orthodoxie, ne devienne qu'une vision poreuse de la nation ? Que le mythe du melting-pot — formule empruntée au titre d'une pièce écrite en 1908 par Israel Zangwill — qui symbolisait l'étrange opération transformant en Américain tout immigrant débarquant à Ellis Island, avait fait faillite ? Et que l'esclavage, le refus d'accorder la nationalité à l'immigré asiatique, la guerre mondiale (à la différence des immigrants italiens ou allemands), avaient montré les limites de la formule, si ce n'est son hypocrisie ?

Mosaïque de races et d'ethnies

L'Amérique d'aujourd'hui a balayé ses références au melting-pot pour endosser la théorie du pluralisme culturel et adopter une autre image culturelle : celle du *salad bowl* (« le saladier »). « Comme une salade, les États-Unis sont faits de différents ingrédients de peuples et de cultures, explique un nouveau livre d'histoire pour les classes de troisième. Bien qu'ils soient mélangés, ces ingrédients restent distincts. Et, comme chaque composante, dans un saladier comporte une saveur particulière, chaque contributeur culturel ajoute à la variété et à la diversité de la vie américaine ».

C'est clair : mosaïque de races et d'ethnies qui ont fait son histoire, l'Amérique revendique sa pluralité et brandit son « multiculturalisme » avec une vigueur d'allégresse tapageuse pour vider pas un brin suspect. Comment croire que les différentes cultures cohabitent sur un pied d'égalité ?

Mais qu'importe ! Le « multiculturalisme » est bel et bien une obsession. Il s'impose aux politi-

ques, aux journalistes, aux historiens, aux cinéastes ou aux conservateurs de musée, tous appelés à surveiller leur langage, proscrire les clichés réputés offensants pour certaines catégories de la population et faire preuve d'ouverture sur les cultures minoritaires. Il s'impose plus encore aux enseignants, parmi lesquels il provoque un débat volcanique. Cela commence avec la conception des livres d'école et s'achève avec des thèses sur la couleur de la peau de Cléopâtre.

Le mouvement est parti de Californie, il y a cinq ans, lorsque le conseil d'éducation de l'État adopta un nouveau canevas d'enseignement de l'histoire et de la sociologie pour les classes primaires et secondaires. Le programme était ambitieux puisqu'il étendait ces matières aux plus jeunes classes, présentait l'étude des religions comme facteur-clé de l'histoire du monde et y intégrait économie, géographie, science politique et anthropologie.

Une révolution dans un pays où l'étude de l'histoire est généralement réduite à la portion congrue (une année pour l'Amérique, une autre pour le reste du monde). Surtout, il exigeait l'adoption d'une perspective « multiculturelle », posant comme principe que « l'identité, l'héritage, le credo nationaux sont pluralistes » et affirmant que « l'histoire, qu'il s'agisse de celle de la communauté, de l'État, de la nation ou du monde, doit refléter les expériences des hommes et des femmes, et de différents groupes raciaux, ethniques ou religieux ». Cela, à chaque niveau et dans chaque classe. La collection révisée (Houghton Mifflin) après un appel d'offres aux éditeurs mit en émoi le monde de l'enseignement tant était brutale la rupture avec les éditions précédentes : on en avait fini de l'Europe centre du monde et berceau des civilisations.

De l'influence du modèle iroquois

« Il était temps que l'an corrigé ce décalage inouï entre les livres d'histoire et la démographie de ce pays », se réjouit Thomas Sammons à la direction des écoles publiques de San Francisco. « Sur les 63 000 élèves de nos écoles, on recense 55 langues maternelles ! Nos élèves s'appellent Carmen, Binah, Su-Chin. Leurs parents viennent du Mexique, d'Inde, du Laos ou des Philippines et ils n'ont rien en commun avec la culture anglo-saxonne qui imprègne les vieux livres. Il faut qu'on exalte leurs racines si on veut les rendre acteurs de la société qui se construit ».

Conquis en Californie, puis largement commentés dans l'ensemble du pays, les livres ont convaincu de nombreux enseignants — et des parents d'élèves — convaincus que le séric d'ouvrages en cause constitue peut-être l'ultime espoir, dans une Amérique-mosaïque, de pouvoir enseigner l'histoire dans un livre commun. Car, à New-York, le débat n'est guère plus serein. La commission qui, sous la pression de différentes communautés ethniques, a été chargée de concevoir elle aussi un nouveau programme d'histoire, a provoqué dans la corporation des professeurs un véritable ouragan. Son rapport, loin d'être un brûlot, se borne à des recommandations générales sur les bienfaits de « l'interdépendance culturelle ».

Entre autres suggestions, il propose de ne plus parler d'esclaves mais de personnes « en esclavage », de ne plus concevoir la géographie d'un point de vue européen en remplaçant par

exemple « Extrême-Orient » par « Asie orientale » et d'éviter de parler de « minorités », puisqu'elles font partie des « majorités du monde ».

La réforme n'est pas en application, mais les indices prouvant la bonne volonté des écoles en matière de multiculturalisme se sont multipliés. N'enseigne-t-on pas déjà — sous la pression, il est vrai, des leaders indiens — l'influence du modèle politique iroquois sur la Constitution américaine ?

« C'est une révolution qui ne dit pas son nom », estime, à Washington, Albert Shanker, président de l'Association américaine des professeurs, qui compte 775 000 adhérents. La plupart d'entre eux n'auraient pas reconnu qu'elle était justifiée. L'histoire enseignée s'est trop longtemps confondue avec celle de l'Europe ; et la saga des États-Unis, destinée à exalter les sentiments patriotiques, ne laissait place à aucun doute sur la justesse de son action. Mais méfions-nous des dévies politiques ou racistes du mouvement. Certains théorèmes afrocentristes n'en sont pas très loin.

Pour rabattre le caquet des descendants d'Européens convaincus d'incarner la civilisation et pour redonner confiance aux descendants des esclaves noirs, certains intellectuels, comme Molefi Asante, auteur du livre *Afrocentricity*, recommandent de replacer l'Afrique et ses grands personnages au centre de l'histoire du monde.

Cette lecture de l'histoire fait chaque jour de nouveaux émules dans la communauté noire et a été adoptée avec enthousiasme par de nombreuses écoles, qui proposent un cursus « africain ». Les professeurs y portent des vêtements inspirés de costumes traditionnels, les chants enseignés rejettent évidemment les comptines enfantines de la vieille Europe, et l'histoire attribue aux Africains — via les égyptiens — l'invent d'une véritable OPA — l'invention des grands principes de base en mathématiques, en sciences, en médecine et en architecture.

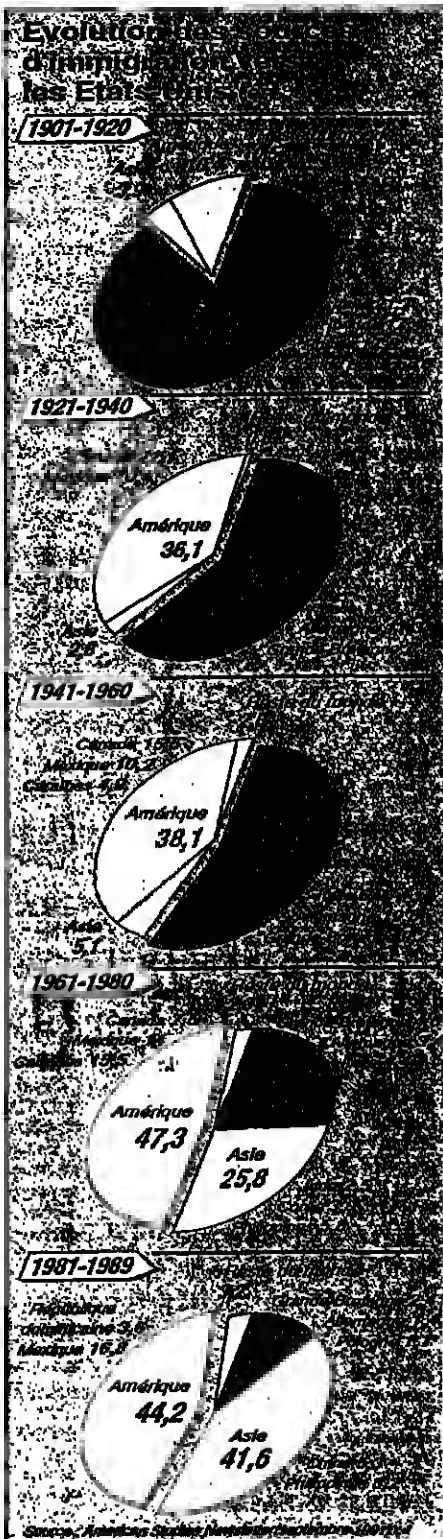
Jackson, la capitale du Mississippi, garde l'emprunte d'un passé imprégné de racisme et de réflexes ségrégationnistes. « C'était hier », dit le Révérend Louis Brown, pasteur de l'Eglise presbytérienne Faith, installée dans le quartier pauvre. Les Blancs veulent oublier et aucun livre d'école n'osera évoquer le Ku Klux Klan, les lynchages, les exclusions sauvages. Mais les Noirs doivent se rappeler. Le passé récent dont ils continuent de subir les outrages mais qui leur a donné des héros, comme Martin Luther King, et le passé lointain, c'est-à-dire l'histoire de l'Afrique ».

Le général Schwarzkopf à l'école d'Hannibal

Dans les classes primaires de sa paroisse, les grandes figures de l'histoire noire ont pour nom Cléopâtre, reine d'Égypte, Hannibal, « dont même le général Schwarzkopf a dû étudier les théories à l'école de guerre », Pouchkine et même Beethoven, dont les Blancs se seraient « empressés d'oublier l'ascendance africaine, pourtant visible à ses traits »... « Cela ouvre », déclare le Révérend, « de nouvelles perspectives aux jeunes Noirs des quartiers sans espoir » et leur donne « des racines pour tenir debout ».

Tongalo College n'est qu'à quelques kilomètres du centre de Jackson. Installée depuis 1869 sur une ancienne plantation de coton — « un symbole » auquel tient son président, qui habite la maison du maître, c'est l'une des plus anciennes universités noires du

pays. Elle a formé 50 % des médecins noirs du Mississippi, 40 % de ses avocats, et veut promouvoir « des leaders ». « Pour être bien dans sa tête, estime Adib Shakir, son président, il faut bien connaître son histoire et avoir réglé ses problèmes d'identité. Mettre un peu moins d'emphase sur Shakespeare et un peu plus sur



« Imagine que tu sois un Indien »

LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale

Comme les perspectives sur l'histoire ont changé ! Voici comment un livre scolaire publié en 1947 (*My Country*), en vigueur jusqu'à nos années 80, abordait la période de la guerre civile et la question de l'esclavage : « Les nègres étaient apportés d'Afrique et vendus au peuple de notre pays dès les premières heures (...). La plupart se trouvaient dans les États du Sud. Ils travaillaient tout à fait joyeusement dans des plantations où se cultivaient le tabac, le coton et le riz. Un jour, de nombreuses personnes en sont venues à penser que c'était mal de posséder des esclaves. Certaines ont dit qu'il faudrait tous les libérer. Celles qui en possédaient furent irritées. Elles déclaraient que les Noirs étaient mieux comme esclaves en Amérique que comme sauvages en Afrique. Peut-être cela était-il vrai, puisque beaucoup d'entre eux avaient des cabanes douillettes, beaucoup de nourriture, et du travail qui, pour eux, n'était pas trop dur. La plupart s'aimaient très bien et contents de leur sort... »

La collection d'ouvrages adoptée en 1980 par l'État de Californie — « *America will be* » — prend la contre-pied de cette vision et consacre à l'esclavage des chap-

James Baldwin ; un peu moins sur Wagner, un peu plus sur le jazz... » est la tendance que, dans le sillage de prestigieuses universités comme Stanford, Penn, Duke ou Chicago, de nombreux établissements sont en train d'adopter. Des enseignements nouveaux toutent le dos à la culture occidentale ou minimisent systématiquement les « grands auteurs classiques » que certains qualifient de *dead white males* (hommes blancs et morts). Le bouleversement des cursus est propre à tous les échels, et le phénomène politiquement correct (politiquement correct) prend parfois, sur les campus, des allures de terrorisme idéologique.

« Nos mythes se sont usés, la belle unité s'est fracturée, le tribalisme est de retour. L'Amérique plonge dans une grave crise d'identité », observe le sociologue Neil Postman, qui partage l'incertitude de l'historien Arthur Schlesinger — auteur de *The Declining of America* — devant cette nouvelle fragmentation, cette « ghettoïsation » de la culture américaine. Méfions-nous, insiste l'historien, de l'effet « désintégrateur » du nouveau culte des ethnies. « Il fut un temps où l'idéal national était « *E pluribus unum* » (« De plusieurs, un seul »). Alors nous désormaîmes minimiser l'union et exalter la diversité ».

Sa. Wise n'entend pas le latin. « Cela s'apprend encore ? », s'étonne-t-il au volant du break qui nous conduit à sa ferme, à une trentaine de kilomètres de Des Moines (Iowa). Le mot « multiculturalisme » le met hors de lui. « C'est du sabotage ! On veut casser l'Amérique, miner sa cohésion. On cherche à séparer les enfants du melting-pot ! Entrer dans ce pays, comme l'ont fait ses grands-parents venus d'Allemagne, impliquait, dit-il, d'abandonner à la frontière « des coutumes, des préjugés, une langue maternelle... » « Apprendre l'anglais était le gage d'une volonté de devenir américain. Aujourd'hui, le bilinguisme est de plus en plus répandu. S'en étonner est devenu « politiquement incorrect » et il y a même des États où les bulletins de vote sont rédigés en japonais. Ce n'est plus l'Amérique ».

Certaines manifestations du multiculturalisme ont pris une tonalité inquiétante et pourraient produire l'effet inverse de ce qu'elles visaient. « Un membre du Ku Klux Klan souhaitant marginaliser les jeunes Noirs ne pourrait trouver outil plus efficace qu'un programme afrocentriste », assure Arthur Schlesinger. Pourtant, le mouvement témoigne d'une réalité propre à bouleverser la donne, dont les Américains n'ont pas encore pris la mesure : d'ici un demi-siècle, l'Amérique blanche sera devenue minoritaire. Les régions urbaines rebâtissent déjà l'Amérique de demain. Dans l'État de New-York, 40 % des élèves des classes primaires et secondaires appartiennent à des minorités ethniques. Dans dix

ans, la proportion sera de 50 %. C'est déjà le cas en Californie, où la population de souche européenne ne représente plus, tous âges confondus, que 58 %, face aux Latino-Américains et aux Asiatiques, de plus en plus nombreux.

De quoi perdre quelques repères. Et perdre son âme, redoutent certains esprits, convaincus plus que jamais du rôle « fédérateur », « intégrateur » de la langue unique, de l'enseignement et des médias. « Il faut « *a-mé-r-i-ca-n-i-ser* ! », propose Albert Shanker. Comment ? En rejetant dos à dos l'idée de fragmenter le programme pour concéder à chaque culture son petit espace en marge de la grande Histoire et la démarche ségrégationniste qui aboutirait à construire deux programmes distincts : l'un pour les minorités, l'autre pour les Blancs.

« Refusons tous ces excès, et attelons-nous vite à la rédaction d'ouvrages qui démontrent, avec rigueur, la nature profondément multiculturelle des États-Unis, modèles, construits, inspirés par des peuples de races et religions différentes. Joignons l'unité, en aucun cas l'éclatement. » Un discours proche de celui tenu par l'historien Paul Gagnon, à qui le décalage des ouvrages d'histoire traditionnels par rapport à la société américaine rappelle le fameux « nos ancêtres les Gaulois » des colonies françaises. Mais l'urgence consiste pour lui à élaborer des « standards nationaux » en matière d'histoire. Une première dans ce pays dont les 16 000 districts scolaires organisent programmes, diplômes et enseignements à leur gré. « Une priorité, dit-il, pour la cohérence de la nation, l'égalité des étudiants et l'veil à la démocratie ».

La célébration de l'arrivée de Christophe Colomb aura été l'occasion, le 12 octobre, de parades colorées sur la 5^e Avenue à New-York. Elle a aussi donné lieu, à Washington, à des manifestations d'Indiens pleines de colère et d'amertume, 1992 ayant été déclarée, par certaines tribus, année de deuil national. Leur démarche n'a cependant pu surprendre aucun écolier. Le « génocide » indien est désormais évoqué largement dans les écoles. Le rêve meurtri n'est plus tabou.

ANNICK COJEAN

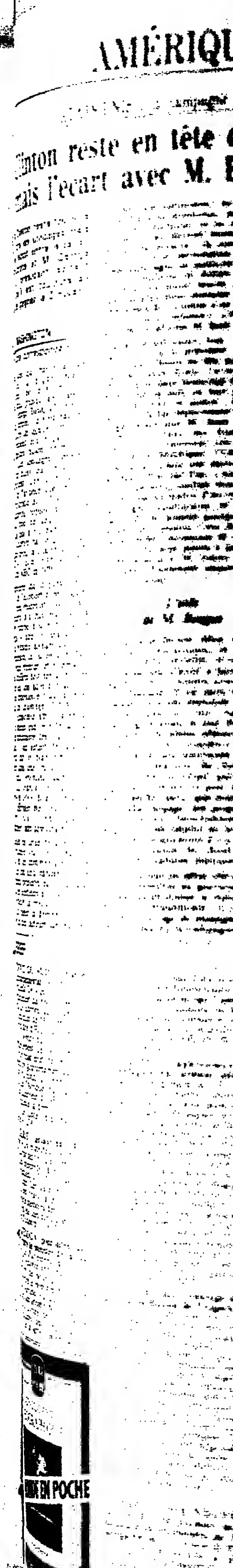
PROCHAIN ARTICLE

Diplomatie : discrétion oblige par Alain Frachon

leur nouvelle localisation. De nouvelles familles, venant de différents pays, continuent de venir dans nos communautés. Que pourrions-nous faire à ton tour, toi et ta classe, pour mieux les aider à s'établir et à s'intégrer ? Ou encore : « Imagine que tu sois un Indien à la tête d'un groupe de chasseurs de bisons et que tu découvres un jour une caravane de colons traversant ton terrain de chasse. Décris tes sentiments ».

C'est une petite fille « de langue espagnole », immigrée du Guatemala, « pays connu pour son art du tissage », que l'on a choisie pour illustrer la fête nationale du 4 juillet. Enfin, les livres destinés aux écoliers de six-douze ans proposant un voyage à travers les siècles et les continents. Plus question d'oublier l'Afrique ou de négliger l'Asie. Cinquante et une pages sont dévolues à l'Afrique noire ; évoquant les empires du Ghana et du Mali, les migrations bantoues, la création de l'État du Zimbabwe, le royaume du Congo. L'histoire européenne, de la Renaissance aux guerres coloniales, n'est pas oubliée, glissée entre les chapitres sur les civilisations asiatiques, sud-américaines et indiennes (époque précolombienne).

A. Co.



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

M. Clinton reste en tête dans les sondages mais l'écart avec M. Bush se réduit

M. Bill Clinton reste toujours en tête dans les sondages mais l'écart se réduit entre le candidat démocrate et M. George Bush. Le président sortant affirme qu'il est toujours en mesure de gagner le 3 novembre.

WASHINGTON
de notre correspondant

Chaque jour qui passe, à l'approche du fatidique mardi 3 novembre, voit le moins bieu placé des deux grands candidats, le président George Bush, afficher un moral plus serein. Ce n'est pas seulement affaire de façade : les républicains veulent croire qu'ils ont quelques solides raisons de pouvoir l'emporter. Les sondages commencent à aller dans leur sens, qui, tous, donnent une diminution constante de l'avance dont bénéficie le démocrate Bill Clinton sur son concurrent républicain. Elle n'est plus que de deux points, selon celui qui a été publié mercredi 28 octobre par le quotidien USA Today avec la chaîne de télévision CNN. Elle reste de sept points selon ABC et NBC.

Les dernières statistiques sur la situation de l'économie ont également un peu réconforté M. Bush. Le président n'a pas manqué la première bonne nouvelle depuis longtemps : une croissance de 2,7 % et rythme annuel au troisième trimestre, là où on attendait 1,5 % pour répéter cette semaine quelques chiffres destinés à redorer le blason de son administration : avec une croissance plus forte et un taux de chômage (7,5 %) en baisse, l'économie américaine se porterait mieux que celle de la plupart des partenaires des États-Unis. M. Bush y voit autant de raisons d'espérer sur le plan électoral. « Comme dans une course hippique serrée, nous revenons dans sept jours, nous franchissons la ligne d'arrivée en tête », disait-il mardi, avant d'affirmer mercredi que la victoire était en passe d'échapper aux démocrates.

M. Bush ne cesse de dénoncer « les sondages faux, les sondages truqués » et les commentateurs de presse qui ont déjà tranché. Un de ses slogans préférés est celui qui exhorte les électeurs à « voter Bush pour empêcher la presse » - autrement dit, pour la démentir. Il a rappelé un des facteurs sur lesquels

il fonde son optimisme : les « indicateurs ». Ils sont nombreux, peut-être 20 % de l'électorat, il ne se décident qu'au dernier moment, le mardi du scrutin ; ils sont sans doute les plus perméables à l'intense campagne de publicité télévisée (17 millions de dollars depuis le début du mois) lancée par les républicains pour marteler que le démocrate Bill Clinton n'est pas un homme de « confiance ». « Ils iront avec moi », affirme M. Bush.

Les républicains font encore valoir que, si le président sortant n'est pour l'heure en tête que dans huit à douze États, l'avance de M. Clinton dans beaucoup d'autres n'est que de sept ou huit points, voire de trois ou quatre : il suffirait d'un faible déplacement de suffrages pour que M. Bush puisse l'emporter dans des États qui pèsent électoralement très lourd, comme le Michigan, l'Ohio, le New-Jersey. Dans une élection qui se décide État par État, « nous pouvons y arriver », confiait récemment le très discret maître d'œuvre de la campagne républicaine, M. James Baker. Et de rappeler les précédents intéressants. Celui de 1976, par exemple : devant M. Gerald Ford de dix-sept points à quelques jours du scrutin, M. Jimmy Carter ne l'avait finalement emporté que de trois points.

L'aide
de M. Reagan

Depuis le dernier débat télévisé avec ses concurrents, M. Bush paraît s'être réveillé. Il semble moins atterré d'avoir à faire campagne ou s'y résoudre avec meilleure humeur. Il est parti en une épuisante tournée électorale qui ne devrait pas le voir regagner Washington avant le jour du vote. Il poursuit la même offensive, sur deux fronts : le « caractère » de son opposant et ses mauvaises intentions en matière de fiscalité. M. Clinton ne serait pas assez digne de « confiance » pour la Maison Blanche, parce qu'il a trop porté sa double langue ; son programme le conduirait inévitablement à augmenter les impôts de la classe moyenne. « Attention à vos portefeuilles », lance M. Bush dans toutes ses réunions publiques.

Il n'y a plus de débat télévisé qui puisse remettre au gouverneur de l'Arkansas de donner la réplique au président républicain. Il y a un puissant barrage de messages radio et télévisés de la campagne Bush

qui commence à sérieusement ébranler une partie de l'électorat. Même si le décompte des mandats, État par État, continue de donner l'avantage à son concurrent, M. Bush pouvait, d'école en école, marteler qu'il était « convaincu d'être réélu » dans une semaine sans que la formule paraisse uniquement relever de la méthode Coué. Le président était d'autant plus satisfait que son prédécesseur, M. Ronald Reagan, a annoncé qu'il allait lui aussi prendre la route et faire activement campagne pour son ancien vice-président. M. Reagan ira défendre les couleurs du candidat républicain en Caroline du Nord, en Géorgie, notamment, c'est-à-dire dans des États du Sud sur lesquels M. Clinton voudrait pouvoir compter.

ALAIN FRACHON

Les industriels européens plutôt favorables au candidat républicain

40 % des 1 450 chefs d'entreprises de la CEE, interrogés par l'institut de sondage britannique Harris, souhaitent la réélection de M. George Bush et 35 % l'élection du candidat démocrate, M. Bill Clinton.

Les hommes d'affaires britanniques sont de très loin les plus favorables à la réélection du président républicain, 70 % d'entre eux souhaitent voir M. Bush reconduire à son poste. Selon un communiqué de la firme comptable Touche Ross, les projets fiscaux de M. Clinton concernent les compagnies étrangères implantées aux États-Unis inquiètent le patronat du Royaume-Uni. Si les Allemands sont plus mitigés (46 % pour la réélection, contre 32 % au démocrate), tout comme les Espagnols (50 % - 50 %), les patrons français, italiens, belges et néerlandais se prononcent majoritairement en faveur de M. Clinton.

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : renouveau gouvernement. - Le président Frederik De Klerk a annoncé un remaniement du gouvernement, mercredi 29 octobre, au lendemain de la démission de M. Gerrit Viljoen, ministre d'État sans portefeuille (le Monde du 28 octobre). Ce remaniement devrait notamment avoir pour effet de renforcer la délégation gouvernementale aux négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud. Le oon du successeur de M. Viljoen, qui a présenté sa démission pour raisons de santé, n'a pas été annoncé. - (AFP)

ALGÉRIE : assassinat d'un policier. - Un inspecteur de police a été tué par des tireurs d'armes automatiques, mercredi 28 octobre, à Bordj-Ménaiel, à 70 kilomètres à l'est d'Alger. Les auteurs de cet attentat ont réussi à prendre la fuite. Treize membres des forces de l'ordre ont été tués depuis le début du mois d'octobre. - (AFP)

GUATEMALA : poursuites judiciaires contre le ministre de la justice. - Le Parlement a donné mardi 27 octobre son feu vert à l'ouverture de poursuites judiciaires contre le ministre de la justice, M. Acasio Valladares, une procédure qui aboutit de fait à une démission forcée de l'intéressé. M. Valladares, qui s'était fait le chantre de la lutte contre la cor-

ruption, est accusé d'avoir couvert des manœuvres frauduleuses de son frère, M. Luis Domingo Valladares, portant sur 10 millions de dollars, mercredi 29 octobre, au lendemain de la conclusion de l'actio judiciaire, le ministre sera remplacé par son adjoint, M. Edgar Tuna. - (Reuters)

HAÏTI : rapatriement de 77 réfugiés qui avaient abordé à Cuba. - Un groupe de 77 réfugiés haïtiens, qui avaient abordé les côtes de Cuba en août dernier alors qu'ils tentaient de gagner la Floride sur des embarcations de fortune, ont été rapatriés mercredi 28 octobre à Port-au-Prince à bord de deux avions cubains, rapporte un correspondant de l'AFP. Des femmes et des enfants faisaient partie de ce groupe de réfugiés, qui ont reçu à leur arrivée un vivier de 75 gourdes (7 dollars) et une assistance alimentaire, accordés par la Croix-Rouge. 3 818 réfugiés ont déjà été ainsi rapatriés en Haïti sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) depuis un an, à partir de Cuba et de différents autres pays des Caraïbes. - (AFP)

NIGER : les Touaregs demandent la médiation de l'Algérie. - Le Front de libération de l'Azawak (FLAA), mouvement rebelle touareg, a demandé la médiation de l'Algérie dans le conflit qui l'oppose au gouvernement nigérien, a annoncé mercredi 28 octobre, l'agence algérienne APS. Dans un communiqué, le FLAA a recommandé que « tous les pays sensibles à cette question » soient associés à cette médiation, une allusion à la France. Le mouvement pose cependant comme « préalable » à toute négociation la libération de tous les civils arrêtés depuis le 27 août dernier et « la cessation immédiate des massacres des populations civiles ». - (AFP, Reuters)

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : le premier ministre annonce la reconnaissance de l'île de Bougainville. - L'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée a pris le contrôle de Bougainville et s'est emparée du dernier bastion des rebelles, la capitale provinciale d'Arawa, a annoncé, jeudi 29 octobre, le premier ministre, M. Pasi Wingu (le Monde du 28 octobre).

L'autorité du gouvernement est maintenant installée dans le centre de Bougainville et je vais m'y rendre pour demander aux rebelles de se rendre », a-t-il ajouté. Depuis le début de la rébellion séparatiste en 1989, plus de 150 personnes ont été tuées dans les combats et beaucoup d'autres sont mortes de maladies. - (Reuters)

RWANDA : les négociations de paix échouent de nouveau. - Les négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), dont des délégations sont réunies en Tanzanie depuis des mois pour mettre en place un Parlement et un gouvernement d'union nationale de transition, ont de nouveau échoué, mercredi 28 octobre. Bien que les deux parties se soient entendues, lundi, sur une répartition équitable des postes gouvernementaux, aucun accord n'a pu être trouvé sur un calendrier ni sur la question de la représentation parlementaire. - (AFP)

SALVADOR : la guérilla « pré-occupée » par la réaction du président Cristiani à la proposition de l'ONU. - La direction de la guérilla salvadorienne s'est déclarée « préoccupée », mercredi 28 octobre, par la réponse ambiguë du président Alfredo Cristiani à la proposition des Nations unies d'accorder un nouveau délai de quarante-cinq jours aux accords de paix, mais a réaffirmé l'intention du Front Farabundo Martí de respecter ses engagements. - (AFP)

Prochaine sommet de l'Union du Maghreb arabe en Mauritanie. - Le prochain sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) - le précédent avait eu lieu au mois de septembre 1991, à Casablanca - se réunira les 10 et 11 novembre, à Nouakchott, a-t-on appris, mercredi 28 octobre, de source officielle auprès de la présidence de la République mauritanienne. La Mauritanie, qui assure jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'UMA, table au moins sur la présence des chefs d'État algérien et tunisien, celle du roi du Maroc et de M. Kadhafi lui paraissant plus aléatoire.

GILLES PERRAULT



L'action et le destin de personnages remarquables par le courage, l'intelligence et le dévouement, qui tentèrent, en s'y brisant le plus souvent, de modifier le cours de l'Histoire.

FAYARD

600 p.
148 F

que tu sois un Indien

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE
LE MONDE EN POCHES
La Bibliothèque
1120 pages 155 F

MM. Pasqua et Séguin recommandent une réévaluation du mark

**L'opposition accuse le pouvoir
la situation**

Rien de semblable en revanche avec les crédits, pourtant considérables, de la justice. Fort de 20 milliards de francs bien gonflants, M. Michel Vauzelle s'est efforcé de persuader les députés que son ministère constitue bien une des

M. Juppé et Sarkozy réservent l'allocution aux banquiers de toutes les recettes de privatisations. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, mercredi 28 octobre, qu'il n'avait « rien contre l'idée, défendue par M. Pasqua et Seguin, d'affecter les recettes des privatisations à un plan pour la banquette, et c'est condition que nous sommes pour ». Pour sa part, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, a estimé, au « Grand Débat » de Radio-Shalom, que « l'argent des privatisations doit servir à rembourser la dette », ce qui permettra de dégager chaque année 15 milliards de francs d'économie. « Après avoir remboursé la dette, nous pourrions alors nous consacrer à l'économie », qu'il a cité ainsi disponible au début des banquiers, pourquoi pas ?, a-t-il toutefois ajouté.



Un projet social. — Alors que certains réduisent l'action politique à la seule gestion des équilibres économiques, d'autres souhaitent, à juste titre, que les efforts demandés appuient sur la mise en œuvre d'un projet social véritable. Gouverner ne peut se limiter au simple jeu des intérêts économiques. L'urgence est de créer les conditions favorables au renforcement de la cohésion sociale et à l'épanouissement de chacun. En évitant toute dérive populiste, l'opposition doit offrir une ambition sociale et engager les mesures nécessaires à la participation des entreprises, à la lutte contre l'exclusion... Bref, l'opposition doit engager une démarche populaire en renforçant la démocratie

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Avant même de peser sur nos procédures pour acquiescer le pouvoir — première pour l'élection présidentielle, candidature unique pour les législatives, — il nous paraît donc de devoir l'interroger sur les questions auxquelles, quoi servirait-il de triompher ensemble si, au lendemain de la victoire, nous devions nous quereller sur les moyens à utiliser ou sur les buts à poursuivre? Et si nous nous sommes engagés à défendre des objectifs — beaues du thème, équilibre du territoire, garantie de protection sociale, — n'est-il pas craint que, comme pour la construction européenne, nous différencions sans nous même à utiliser, en particulier sur le rôle à donner à l'Etat?

Certes, nous voulons un Etat fort, qui assume ses fonctions régaliennes, notamment dans les domaines de la justice et de le

La réforme du système éducatif. — Chacun a constaté le lien étroit qui existe entre emploi et formation, et personne ne nie plus l'urgence d'une réforme du système éducatif. Certains, parmi les responsables politiques, soulignent l'absence d'indépendance financière et l'absence de la nécessaire solidarité nationale — de se diriger vers l'autonomie des établissements scolaires et universitaires, de mettre en œuvre à la fois une décentralisation financière et une déconcentration administrative. Mais d'autres, plus personnels. D'autres, s'inspirant de la grande tradition napoléonnienne et craignant pour l'égalité des chances, refusent cette démarche et souhaitent que l'Etat organise lui-même une réforme globale. C'est là un débat majeur où intéressent les familles, les éducateurs, les entreprises. Il mérite une attention particulière. C'est pourquoi l'opposition s'est jusqu'au bout tenue à sa rétention à la veille de l'abstention.

La décentralisation. — Enfin, s'il s'agit d'un dossier fondamental, car il réside dans la philosophie politique de la référence à la décentralisation, l'actuel on ne peut que décentralisation. Vê-t-on pour poursuivre le mouvement, l'améliorer par une réforme fiscale, le renforcer par une nouvelle répartition des compétences, ou vêt-on au contraire le mouvement, l'atténuer, le rendre essentiellement. De la réponse, il y aura la réponse. La décentralisation dépend toute la valeur reconnue aux principes de subsidiarité et de responsabilité.

Les Français méritant que l'opposition clarifie très vite ses positions, qu'elle aboutisse à des conclusions nettes, qu'elle les fasse connaître sans ambiguïté, et qu'elle puisse ainsi leur offrir un grand dessin politique. C'est sur ce socle de convictions et de projets que se jouera l'union pour l'alternance.

M. Charles Millon est président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

ne se laisse pas dégrader
à justice

BANGKOK
3580 F
ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES
Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois

POLITIQUE

nationale

d'avoir laissé se dégrader de la justice

priorités du gouvernement. Les socialistes se sont laissés convaincre, non sans distribuer, en et là, quelques mauvais points. L'opposition et le Parti communiste, quant à eux, sont restés inflexibles.

Si M. Gilbert Millet (PC, Gard) a été le seul à voir dans ces crédits «insuffisants et inadéquats» la trace de l'Europe, «maastrichtienne», «supralégislative et policière», M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur spécial de la commission des finances, a choisi de critiquer l'écart croissant entre le nombre de magistrats et les charges nouvelles créées par la loi sur le surendettement des ménages ou par celle, en cours d'examen, sur la procédure pénale. «N'est-ce pas jeter de la poudre aux yeux que de prétendre mettre en œuvre une réforme sans en avoir les moyens?», s'est-il interrogé. «Pourquoi ne pas faire d'études d'impact avant toute réforme législative?», a renchérit M. Jean-Jacques Hystel (UDC, Seine-et-Marne).

En manque d'inspiration, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) s'est contenté de redire à M. Vauzelle ce qu'il avait lancé l'an passé à son prédécesseur, M. Henri Nallet, à savoir qu'il est «le ministre des illusions perdues». Plus mordant, M. Pascal Clément (UDF, Loire) a assuré que ce budget est «un peu celui du sapeur Camembert». «Vous faites des trous et vous les rebouchez ensuite. (...) Vous avez laissé la situation se dégrader et c'est en raison de la crise de Clairvaux, non d'une volonté politique affirmée, que le budget augmente», a-t-il déclaré.

Piqué au vif, le ministre de la justice a sorti ses chiffres. A quel reconnaît-on un ministère «prioritaire»? Mais au taux de progression de son budget et au nombre de

créations de postes, bien sûr. «L'augmentation pour 1993 est de 6,9 % en francs constants et huit cent dix-neuf emplois nouveaux sont prévus. Il y a donc bien un redéploiement des dépenses de l'Etat au profit de la justice, a-t-il affirmé. Mais l'effort a débuté depuis plusieurs années. Quarante mille emplois ont été créés en dix ans dont 5 140 entre 1988 et 1992. La part du budget de la justice dans le budget de l'Etat est de 1,49 % pour 1993 alors qu'elle n'était que de 1,05 % en 1981. On ne peut donc pas dire que l'Etat n'a rien fait. Nous n'avons pas découvert les problèmes de l'administration pénitentiaire avec les événements de cet été».

Le ministre a agréé son propos statistique de «trois axes d'action»: la mise en œuvre des réformes législatives accompagnée de moyens supplémentaires pour les juridictions; la lutte contre la délinquance urbaine grâce à une justice «de proximité»; et le renforcement de la sécurité pénitentiaire. Répondant à M. Denise Cacheux (PS, Nord), qui s'inquiétait de la levée de la procédure d'urgence décidée par le gouvernement sur le projet de loi de réforme de la procédure pénale, M. Vauzelle a enfin assuré que le gouvernement a «la ferme intention» de voir ce texte adopté avant la fin de la session budgétaire.

A la fin de la discussion, après un rapide tour de France des juridictions «sinistrées», M. Vauzelle n'en a pas moins constaté la vanité de ses efforts. Sans plus insister, il a donc demandé la réserve du vote de son budget.

GILLES PARIS

La réunion du bureau exécutif du Parti socialiste

Le PS dénonce l'«amoralisme politique» de certains de ses détracteurs

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 28 octobre en fin d'après-midi, a dénoncé comme «une forme d'amoralisme politique» la «critique permanente» à laquelle certains se livrent à l'encontre du PS. Cette accusation vise principalement, même s'ils ne sont pas nommément désignés, M. Liemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, et ses amis de la Gauche socialiste, qui n'en sont pas pris sévèrement, à plusieurs reprises, au PS et à sa direction.

Les socialistes n'en finissent pas de condamner M. Mario-Noëlle Liemann. Depuis que le ministre du logement a estimé que «le PS a fait son temps» (le Monde du 22 octobre), les réactions des différents courants sont très vives, et plusieurs voix se sont fait entendre, tant parmi les responsables du PS que parmi les députés, pour demander son départ du gouvernement. A l'Assemblée nationale, mercredi après-midi, la plupart des membres socialistes de la commission de la production et des échanges ont boycotté l'audition du ministre délégué au logement, qui venait leur présenter son budget pour 1992, afin de protester contre ses «propos inconséquents» à l'égard du PS. «On ne dépose pas de mines sous le siège sur lequel on est assis», a observé M. René Dronin, député de la Moselle. «A force de cracher dans la soupe, a-t-il ajouté, on conforte des oppositions extérieures et l'on accentue un manque de confiance dans l'action gouvernementale».

De son côté, en dépit de la volonté d'apaisement exprimée mardi par le premier ministre,

M. Pierre Bérégovoy, qui n'entend pas «ouvrir une crise gouvernementale» à propos des déclarations de M. Liemann, le bureau exécutif du PS a renouvelé, mercredi 28 octobre, ses avertissements tant à l'égard du ministre du logement que de ses amis de la Gauche socialiste. M. Liemann, respectivement député et sénateur de l'Essonne. Dans un communiqué diffusé à l'issue de cette réunion, le PS qualifie d'«irresponsable» l'attitude de ceux qui «confondent le débat d'idées (...) et la critique permanente des personnes et de l'organisation qui touche à l'existence même du parti». Sans citer explicitement le nom de M. Liemann, le communiqué indique que ces critiques constituent «une forme d'amoralisme politique», d'autant qu'elles émanent de ceux qui «souvent de personnalités en quête d'un statut individuel et qui doivent l'essentiel de leurs responsabilités au combat commun des socialistes».

Estimant qu'il est urgent d'en finir avec des débats stériles et des phrases inutiles, le communiqué du bureau exécutif appelle à la «cohésion» de tous les socialistes autour de M. Fabius. Ce texte a été adopté à l'unanimité des courants, en l'absence de M. Liemann, représentant de la Gauche socialiste au bureau exécutif. Le délégué du courant de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Jean-Luc Laurent, a refusé pour sa part de participer au vote, en expliquant qu'il ne se sentait «pas concerné».

Pendant la réunion, la plupart des dirigeants de courants avaient intervenus pour dénoncer M. Liemann et ses amis. M. Pierre Mauroy avait notamment jugé «scandaleux» les «mises en cause personnelles» de M. Liemann en ironisant sur «ceux qui veulent refonder la gauche avec des poussières de PSU» tandis que M. Lionel Jospin rappelait que «si le PS est un parti de débat, la chronologie politique veut que l'axe soit celui de la solidarité».

Les responsables socialistes ont également évoqué l'attitude des écologistes, en déplorant les récentes alliances passées par les Verts et par Génération Ecologie avec la majorité de droite de certains conseils régionaux (la Lotraine et l'île-de-France). Alors que le PS s'efforce de conclure des accords électoraux avec les écologistes en vue des prochaines élections législatives, la majorité des membres du bureau a souhaité les «interpeller» sur leur «cohérence politique».

P. R.-D.

M. Bérégovoy estime que le PS «a été tué» par le congrès de Rennes. Dans un entretien publié par l'Express (daté 29 octobre-4 novembre), M. Pierre Bérégovoy, qui fut longtemps le financier de SOS-Racisme, estime, comme M. Mario-Noëlle Liemann, que «le PS a fait son temps». «Le congrès de Rennes lui a été fatal, précise-t-il. Il a été tué là-bas, victime de combinaisons d'appareils auxquelles Lionel Jospin n'est pas étranger... Le cycle du PS s'achève sous nos yeux». Le PDG d'Yves Saint Laurent regrette qu'un «gouvernement de gauche» n'ait pas «comme priorité absolue la réduction des inégalités» et «ne songe qu'à la bonne gestion».

M. Jean-Marc Ayrault est élu président de la FNESR

Le bureau de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) a élu à la présidence de cette organisation, à l'unanimité, mercredi 28 octobre, M. Jean-Marc Ayrault, député socialiste et maire de Nantes, qui était présent par le bureau exécutif du PS. Il succède à M. Jean-Pierre Joseph, député socialiste (rocardien). Celui-ci avait accédé à cette fonction en mai 1990, au lendemain du congrès de Rennes, grâce à une alliance, alors surprenante, entre fabiusiens et rocardiens qui s'étaient opposés au candidat des jospinistes, M. André Laignel.

Les dirigeants du PS ont estimé qu'après avoir perdu, en mars, la présidence du conseil général du Gers, M. Joseph n'avait plus l'autorité nécessaire pour faire face à la situation difficile que connaît la FNESR; il avait d'ailleurs lui-même souhaité abandonner cette présidence. Une fois qu'il a été admis que la FNESR ne devait pas être plus intégrée qu'elle ne l'est au PS, comme l'avait un temps envisagé M. Fabius, l'accord s'est fait facilement sur le nom de M. Ayrault, ancien poperciste, qui, s'il n'est membre d'aucun courant, est proche de M. Rocard.

EN BREF

M. Delors meilleur candidat de la gauche selon un sondage de l'IFOP. — Selon un sondage de l'IFOP publié dans l'Express (daté 29 octobre-4 novembre) et réalisé du 22 au 24 octobre auprès de neuf cent quarante-quatre personnes, M. Jacques Delors l'emporterait au second tour de l'élection présidentielle sur M. Jacques Chirac comme sur M. Valéry Giscard d'Estaing par 51 % contre 49 %. En revanche, M. Michel Rocard serait battu par M. Giscard d'Estaing (37 % contre 43 %) et par M. Chirac (32 % contre 48 %). En cas de primaires dans l'opposition, M. Chirac (32 %) devancerait M. Giscard d'Estaing (26 %), Pasqua (19 %) et Lottard (15 %).

M. Pierre Médecin annonce sa candidature à Nice. — M. Pierre Médecin, frère de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médecin, a annoncé, mercredi 28 octobre, qu'il serait candidat aux élections législatives dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes (Nice IV, V, VI et VII), dont M. Jacques Médecin fut le député de 1967 à 1988. Directeur artistique de l'Opéra de Nice, M. Pierre Médecin, membre du RPR, pourrait trouver en face de lui non

seulement M. Martine Daugreilh, députée sortante (ex-RPR), et M. Jacques Peyrat (FN), mais aussi MM. Didier Linotte (PR) et Christian Estrosi (RPR), qui envisagent de se présenter dans cette circonscription (le Monde du 28 octobre).

M. Cambadélis (PS) se réjouit de constater une «stagnation» du Front national. — M. Jean-Christophe Cambadélis, député PS de Paris et président du Manifeste contre le Front national, s'est félicité, mercredi 28 octobre, lors d'une conférence de presse, de constater une «stagnation» du Front national. «Trois facteurs sont révélateurs, a-t-il dit: une baisse d'adhésion au FN, une baisse de présence sur le terrain et une baisse d'agressivité». «Dire que le Front national a disparu serait une grave erreur», a-t-il toutefois ajouté, en estimant que ses idées sont en train de se propager dans l'espace public français, notamment à travers certains thèmes développés par M. Philippe de Villiers et Charles Pasqua. Il a annoncé enfin que la coordination contre le FN appelait à un rassemblement, dimanche 8 novembre au Trocadéro, à Paris, pour protester contre la fête annuelle du parti d'extrême droite.

BANGKOK
3 580 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les marchés flottants
ou les rivières à dos d'éléphant,
poser vos bagages
dans une chambre calme
ne vous coûtera pas plus cher
qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 5 990 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

PHILIPPE SÉGUIN
Louis Napoléon le Grand

Le LIVRE de POCHE

LAWRENCE DURRELL
Le Quartier d'Alexandrie
Justine, Rutilius, Mithridate, Clea

Littérature générale

SCOTT SABATIER
La Soirée verte

STEFAN ZWEIG
La Contention des sentiments

ERNEST D'ORTOLI
L'Ecole avec Françoise Dolto

MICHEL AMRAM
Le Rite du désir dans l'éducation

PATRICIA HIGHSMITH
Le Journal d'Edith

PHILIPPE SÉGUIN
Louis Napoléon le Grand

PANETTE STEEL
Kaleidoscope

VALÉRIE VALÈRE
Obsession blanche

REGINE PÉRONOUD
La Femme au temps des Croisades

DONATIE DESANTI
La Femme au temps des années folles

ALAN BOSQUET
La Mémoire au l'oubli

ROBERT BRASILLACH
Notre avant-guerre

FRANÇOIS CAVANNA
Coups de sang

ANDRÉ GOMEZ-ARCOIS
L'Éveil du lion

MARIE-CLAIRE BANCOURT
Elise en automobile

LOUISE NORA
L'Étreinte du samouraï

JEAN PICO
Les Ailes de l'Europe

Classique

MONTAIGNE
Journal de voyage en Italie

Biblioromans

ROBERT ROTH
Le Poids de la grâce

FRANZ WERFEL
La Passé ressuscité

Bibliessais

DOMINIQUE FERNANDEZ
L'Arbre jusqu'aux racines

BERNARD-HENRI LEVY
Idées reçues - Questions de principe, quatre

Poches Références

JEAN FAVIER
Les Grandes Découvertes

JEAN DELUMEAU
L'Avant et l'Après

Thrillers

ROBERT LUDLUM
L'Agenda noir

LAURENCE ORIOL
Le Domaine du Prince

Poésies

AGATHA CHRISTIE
Les Enquêtes d'Hercule Poirot

MICHAEL DIBDIN
Vendetta

Science-fiction

LUCAS SHEPARD
Les Veux électroniques

Les langues modernes

FATIMA CARVALHO LOPES
Grammaire active du portugais

BELMIRA DE ATAÍDE
Flower

XXX
The American Press of Today

JUSTICE

Demandant des peines de prison avec sursis pour trois des quatre prévenus

Le parquet écarte la responsabilité de la SNCF dans la catastrophe de la gare de Lyon

Le substitut du procureur de la République, M^{me} Marie-Odile Person, a requis, mercredi 28 octobre, une peine de trois ans de prison avec sursis contre M. Daniel Saulin, quarante-sept ans, conducteur de train, qualifié « d'auteur principal » de la catastrophe ferroviaire qui a fait 56 morts et autant de blessés le 26 juin 1988, gare de Lyon. Contre l'agent d'accompagnement du train percuté, M. André Fouquet, trente-deux ans, et M. André Tholence, cinquante ans, régulateur, le magistrat a demandé une peine de dix mois de prison avec sursis. Enfin, contre M^{me} Odile Mirroir, vingt-cinq ans, qui avait tiré le signal d'alarme, M^{me} Person a demandé une « peine de principe ». La 14^e chambre correctionnelle de Paris rendra son jugement le 14 décembre.

« La hiérarchie de la SNCF et le matériel ne sont pas en cause, et le supplément d'information réclamé par les parties civiles et la défense n'apporterait aucun élément nouveau. » En une phrase, le substitut balaye près de deux jours de plaidoiries des avocats des familles des victimes. Certes, M^{me} Person comprend la colère de la SNCF; elle comprend aussi l'émotion partagée par les banlieusards et par ceux qui ont relaté les débats en constatant : « C'est une explosion de colère qui submerge la foule. Mais tout en précisant qu'elle est, elle-même, « banlieusarde », M^{me} Person ajoute : « Le respect de la loi m'interdit de suivre cette démarche ».

Lors de son témoignage spontané, le président du conseil d'administration de la SNCF, M. Jacques Fournier, avait énuméré toutes les améliorations apportées pour renforcer la sécurité après l'accident, comme la suppression du robinet de conduite générale, l'installation d'un système automatique de déviation d'un train en dérive gare de Lyon et la mise en place d'un nouveau système d'alarme. « Certains ont cru pouvoir

trouver dans ces modifications l'aveu d'une situation fautive antérieure », relève le substitut qui estime, pour sa part, « que cela s'appelle tout simplement le progrès ».

Il ne reste donc plus que les quatre prévenus. En termes sévères, elle tance le comportement de M^{me} Mirroir qui s'est tiré le signal d'alarme pour faire arrêter un train qu'elle croyait amarré à Vert-de-Maison. « Naïve », selon le mot du magistrat, elle avait cru que si elle n'arrivait pas à l'heure pour chercher ses enfants à l'école, on les emmènerait au commissariat. « Elle a mis en place le premier élément de l'enchaînement fatal », souligne M^{me} Person, tout en reconnaissant le caractère « surréaliste » de ses réquisitions. Est-il donc vraiment nécessaire de dire à cette jeune femme qu'elle assumerait « jusqu'à la fin de ses jours » la responsabilité de l'accident ?

M. Fouquet, agent d'accompagnement, a pris son service en retard, et c'est pour cela que son train est resté à quai. Sans ce retard, le convoi sans freins serait arrivé sur une voie libre. « Vous n'avez pas d'excuses, s'indigne le substitut, vous avez perdu du temps à renseigner des voyageurs. Ce n'était pas votre tâche à ce moment-là. » M. Tholence, le régulateur, subit aussi sa colère pour n'avoir pas donné l'ordre d'évacuation des quais. « Vous avez manqué d'intuition et de présence d'esprit. »

« Jusqu'à l'humiliation »

A propos de M. Saulin, le conducteur du train sans freins, le substitut développe méthodiquement chacune des erreurs commises après le signal d'alarme : fermeture du robinet de conduite générale d'air comprimé, vidage du circuit, inobservation des textes réglementaires mis à sa disposition et absence d'essai des freins. « Vous n'êtes pas un homme de sang-froid. Vous n'avez pas l'étoffe d'un conducteur de train. C'est uniquement par votre incompetence que vous avez transformé un train sage, obéissant, en un train fou et meurtrier. » Et M^{me} Person ajoute : « Vous êtes un homme bête qui semble n'avoir toujours pas compris

le fonctionnement du système de freinage que plusieurs jours de débats ont suffi à rendre familier. »

« Il n'était point besoin d'aller jusqu'à l'humiliation... », rétorque son défenseur, M^{me} Yves Lachaud, qui admet que son client ait pu commettre des erreurs. Mais il reprend chaque élément de l'accusation pour montrer que, dans tous les cas, la SNCF porte une part de responsabilité. Ainsi, sort-il de sa serviette un manomètre et le porte-t-il au tribunal en lançant : « Ce type d'appareil ne permet pas de distinguer entre une purge et une vidange ! » Et c'est la reprise de tous les arguments sauteux la veille par les avocats des familles des victimes, qui souhaitent un complément d'information pour que la responsabilité des cadres de la SNCF soit examinée. L'avocat plaide aussi pour M. Fouquet, co-déclarant de la relaxe de l'agent d'accompagnement, compte tenu de « la pagaille » qui régnait ce jour-là et qui rend le retard du train « légitime ».

De son côté, M^{me} Michèle Bertin, défenseur de M. Tholence, s'étonne que le substitut ait modifié la loi sur l'homicide involontaire en rajoutant « le manque de présence d'esprit », qui n'est pas un délit, et demande la relaxe.

L'avocat de la SNCF, civilement responsable, poursuit pour limiter sa plaidoirie aux seuls intérêts civils. Mais M^{me} Philippe Chautel défend la SNCF comme si elle figurait déjà sur le banc des prévenus. Non, le mystère n'est pas en cause. Non, la conception de la gare souterraine ne présente pas de danger. Oui, la formation des agents de conduite est bonne. Et pour conclure, il se retranche derrière une attitude que les avocats de la défense et ceux des victimes ont pourtant dénoncée tout au long de l'audience. Car M^{me} Chautel invoque l'irresponsabilité tant contestée pendant les débats : « Les reproches faits contre la SNCF l'ont été de manière générale et jamais ils n'ont pu être imputés à tel ou tel service. Alors, on conduirait un supplément d'information ? On n'aboutirait qu'à des situations totalement imprécises, totalement générales. »

MAURICE PEYROT

L'affaire du sang contaminé et le débat à l'Assemblée nationale

Polémique entre les avocats de M. Garretta et la chancellerie

Parmi la foule de journalistes et de policiers qui attendaient le docteur Michel Garretta au palais de justice de Bobigny, mercredi 28 octobre, M^{me} François Morette et M^{me} Christian Gardel, les avocats de l'ancien directeur du CNTS, souhaitent recueillir leur client avant son incarcération, afin de lui manifester leur « soutien ». « Nous avions contacté la chancellerie dimanche », raconte M^{me} Gardel. « Il ne s'agissait pas de négociations, mais de la mise au point des modalités techniques afin de garantir la sécurité de M. Garretta lors de son arrivée sur le sol français. Dans le cadre de ces discussions, qui n'étaient pas des négociations, le cabinet du garde des sceaux nous a donné l'assurance que nous pourrions rencontrer M. Garretta au cours d'un entretien de dix minutes, au tribunal de Bobigny, avant son incarcération. »

Lors de l'arrivée mouvementée de M. Garretta à Bobigny, le procureur de la République, M. Marc Mainard, estimait cependant que ces conditions de sécurité d'autorité n'étaient pas un tel entretien. « Les accords que nous avions passés avec le ministère de la justice ont été violés », protestent les avocats. C'est la première fois qu'on voit un procu-

reur donner des instructions à la chancellerie. C'est pousser la sécurité un peu loin que de vouloir protéger Michel Garretta de ses propres avocats. M^{me} Moirand précisait pour sa part : « J'ai appliqué la procédure, rien que la procédure. Les choses se sont passées avec M. Garretta comme elles se passent pour tout le monde. Cela m'empêcherait qu'on puisse prendre des engagements avec la procédure. Les avocats ne sont jamais présents lors des interrogatoires d'identité. »

Le ministère de la justice précise que M^{me} Gardel s'est contacté, dimanche, la chancellerie afin de rencontrer un collaborateur du cabinet, ce qui lui a été refusé. Des discussions téléphoniques ont cependant eu lieu, non sur la procédure, mais sur les mesures de sécurité mises en œuvre lors de l'arrivée et du transfert de M. Garretta vers la maison d'arrêt de la Santé. « M^{me} Gardel nous a demandé s'il pouvait rencontrer M. Garretta lors de son arrivée, notent-on à la chancellerie. Nous lui avons dit de demander cette autorisation au commissaire de la police de l'air et des frontières, et au procureur de la République de Bobigny, ce qu'il a fait. »

A. C.

Les réactions dans la presse parisienne

Dans le *Figaro* de jeudi 29 octobre, André Frossard remarque que l'ancien patron du CNTS « ne ressemble pas du tout au docteur Garretta que l'on nous dépeint depuis des mois : il ne fut pas devant sa condamnation ni même devant sa culpabilité, tout le contraire. Il eut le degré de la prière. C'est est plutôt rare dans une affaire où les responsabilités sont particulièrement volatiles. Le docteur Garretta n'est certainement pas seul à être impliqué dans le désastre des transfusions, mais comme il est, pour le moment, seul à se mettre en règle avec la justice, il finira par être exemplaire. On n'aboutirait qu'à des situations totalement imprécises, totalement générales. »

MAURICE PEYROT

cause ». Sous le titre « Le terrible bon élève », le directeur de *Libération*, Serge July, écrit que le docteur Garretta « candide avec une force indéfectible la face noire des années 80. Il aura, avec une énergie sans faille, traduit la lettre certaine des valeurs qui auront guidé ces dix dernières années ». « Bon élève », écrit-il, le docteur Garretta le sera également en ce qui concerne la manière très particulière qu'il aura d'assumer ses responsabilités. Il ne fera en ce domaine qu'appliquer les préceptes à l'œuvre dans l'appareil d'Etat, dans l'exercice du pouvoir : les politiques et, singulièrement, les gouvernants, sont devenus des spectateurs privilégiés de leurs propres actes publics. Ils peuvent les commenter inlassablement, prendre des mines contrites, ils ne sauraient assumer la moindre conséquence d'une action entreprise sous leur responsabilité. »

« Le ministre est-il responsable bien qu'ignorant ou parce qu'ignorant ? », demande M. Kouchner

En réponse à une question grave mais mesurée de M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, c'est le plus médiatique des membres du gouvernement, M. Bernard Kouchner, qui, mercredi 28 octobre à l'Assemblée nationale, s'est placé l'affaire du sang contaminé très loin des querelles habituelles. Evoquant la responsabilité des maires, que le RPR et l'UDF auraient voulu traduire devant le Haut Cour, M. Kouchner s'est interrogé : « Le ministre est-il responsable bien qu'ignorant ou est-il responsable parce qu'ignorant ? »

« Le drame terrible des malades contaminés et des familles qui les pleurent exige de l'ensemble du pays, mais d'abord de ses dirigeants, un effort accru de responsabilité et de rigueur. Ce drame constitue un vrai signal d'alarme quant au fonctionnement de l'Etat », avait estimé M. Barrot. Le ministre de la santé et de l'action humanitaire lui a répondu qu'il trop valait réduire le rôle de l'Etat, ou aboutir à « méconnaître certaines aspirations nouvelles, comme celles de nos concitoyens pour la sécurité sanitaire et la santé publique ».

Le député centriste s'était aussi interrogé, dans sa question au gouvernement, sur « le sentiment d'impunité des hommes politiques » qui pourrait se répandre dans l'opinion. M. Kouchner a affirmé à ce propos que « la responsabilité politique s'exprime soit par la démission, personnelle ou collective, soit par le suffrage universel ». Si des informations importantes remontaient pas jusqu'à lui et si cette carence devait se révéler « dommageable », a-t-il précisé, lui-même en tirerait les conséquences.

« Quant à la responsabilité morale individuelle, la plus haute à nos yeux, elle ne s'exprime qu'en face de sa conscience, dans un face-à-face personnel, de soi à soi, a ajouté M. Kouchner. Lorsque les choses seront un peu apaisées, les douleurs des victimes, si cela est possible, seront un peu moins vives, je vous convie, M. Barrot, au nécessaire débat entre nous et la société, entre nous et la médecine, et sur la responsabilité politique. Nous en avons besoin. »

J.-L. S.

PRESSE

La disparition de « Gai Pied Hebdo »

L'itinéraire de l'hebdomadaire est le reflet des évolutions du militantisme homosexuel

Gai Pied Hebdo disparaît. Sous les verrières de la rue Sedaine où se prépare le dernier numéro, la 541, pour le vendredi 30 octobre, plus de l'essence que de la révolte, et un soupçon de tristesse pour l'aventure vécue en commun, qui s'interrompt pour deux raisons étonnantes : directes, par épuisement aussi du militantisme « gay ». Car l'histoire du journal accompagne celle d'une communauté rarement soudée, souvent manscée, une minorité déclinée par la médiocratie des ghettos de l'ordre moral. L'idée de ce lieu d'expression avait germé parmi des militants du Groupe de libération homosexuelle (GLH), et plus précisément d'une des ailes tendances, Pahliaque et quotidien. Animé par Jean Labitoux et Gérard Vappereau, baptisé par Michel Foucault, *Gai Pied* fut d'abord un mensuel, lancé le 1^{er} avril 1979 par des bénévoles, grâce à 30 000 F et à des souscriptions publiques. Mais il s'assura comme une entreprise, en rupture avec le militantisme de l'époque. Le journal s'étoffe vite, attire les signatures célèbres, publie en 1980 la dernière interview de Sarama. En 1981, il soutient le candidat de la vague rose, ce Mitterrand, pour qui « l'homosexualité doit cesser d'être un délit ».

Politiques et érotisme, pethes enroulées et journalisme inventif, tentatives et culture, l'éclectisme de la formule rassemble des publics divers. Elle donne face à la presse gaie d'élite, cantonnée soit dans la photo, soit dans l'intellect. Fin novembre 1982 le succès

permet à *Gai Pied* de se transformer en hebdomadaire — an l'y oblige, « *GPH*, seul « magazine homosexuel d'information politique et générale ». Ce choix de périodicité impose la professionnalisation, le système des NMPP autorise une diffusion nationale enviable par ses confrères étrangers.

Malgré les crises intimes, les ruptures, les déseccards, les inflexions de ligne et les changements de rédaction, l'influence et l'audience croissent, pour culminer en 1985 avec 27 000 exemplaires vendus chaque semaine. Cette première moitié de la décennie voit l'éclatement des bars gays, l'abolition des lois discriminatoires, la création de Fréquence gaie. C'est l'époque des manifestations, des fêtes, de ce « cama zut » que *GPH* accompagne en interviewant artistes et politiques : de Raymond Barre à Madanne, de Gainsbourg à Mgr Gallot, de Laurent Fabius à Michèle Bszach, ses colonnes interpellent toutes les opinions sur l'homosexualité.

C'est aussi l'époque du virus. De la première interview d'un malade du sida, en juillet 1982, à l'ancrage d'un préservatif dans le magazine en novembre 1985, en passant par des dossiers et la promotion active de la prévention, *GPH* chronique pas à pas la progression de la maladie. Le journal lui consacre une large place ; sa rédaction lui paie un lourd tribut.

« Le sida a fidèlement parlé du facteur », et repoussé les sursis », analyse le gérant et principal actionnaire du titre,

Gérard Vappereau, « mais le problème de fond, c'est celui d'une communauté homosexuelle. Ceux qui vivent bien leur homosexualité assistent à voir plus basculer les planqués n'ont pas à acheter ».

Après 1985, les mouvements homos s'épuisent, l'énergie se consume dans les associations de lutte contre le sida qui n'ont jamais renvoyé l'ascenseur, parce qu'elles ne veulent pas être assimilées aux gays. L'érosion des ventes est continue. Au printemps 1987, M. Charles Pasqua veut protéger la jeunesse et la morale en s'attaquant à la presse gaie. La manœuvre échoue, mais effleure partiellement *GPH*, car, dans la brèche, s'engouffrent une série de titres érotiques, copiés des publications américaines et parfois édités à Manaco. Les ventes tombent à 10 000 exemplaires fin 1988. En mars 1992, une nouvelle formule, conçue pour rattraper le journal, double son format mais lui fait perdre un quart des lecteurs qui restent. A 8 000 exemplaires et 70 000 F de pertes hebdomadaires, le titre s'effondre, sans qu'on de publicité, seule la télématique permet d'afficher des comptes équilibrés en 1991, et probablement en 1992.

Le minitel contre l'érosion du lectorat

C'est le minitel est venu en secours de *GPH*. Premier service en 1984, relancé en 1986 : malgré les copies, les piratages, les faillites de serveurs, le même des messages va masquer les difficultés de *GPH*. A raison de quarante mille heures par mois, la

télématique contribue largement aux 30 millions de chiffres d'affaires de LFM et des Editions du triangle rose, deux sociétés imbriquées dont Gérard Vappereau est le gérant. Mais les menaces sur la télématique se précisent, avec une taxation alourdie, et la déconnexion récente d'autres serveurs gays.

Début septembre, le gérant jette l'éponge, préférant licencier dans de bonnes conditions la paratextuelle plutôt que jurer l'acharnement thérapeutique. Il n'a pas trouvé l'argent nécessaire au lancement du magazine mensuel qui devait accompagner le nouveau format. Il veut remettre tout à plat et reconstruire une nouvelle entreprise dont l'objet premier serait d'éditer un journal pour homosexuels, mais refuse « de manière définitive » d'assurer la direction de ce projet. La courne des lecteurs afflue : les gays isolés de province, les associations de lutte contre le sida regrettent l'annexion de ce carrefour d'information. Mais la sympathie s'effrite.

Aucune solution envisagée par le personnel immortel à travers des sociétés de rédacteurs et de fabricants n'a pu prendre corps. Les salariés veulent leurs indemnités de licenciement. L'équipe aspire pourtant une renaissance d'ici un an et lance une lettre mensuelle en attendant. Gérard Vappereau jette un regard en arrière sur treize ans de liberté : « L'homosexualité passe mieux dans la société française ; mais pas chez les homosexuels, qui ne s'en sont pas encore aperçus. »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Rejet du pourvoi en cassation de cinq policiers, dont l'inspecteur Dominique Loiseau, condamnés pour vols. — La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Paul Mahébert, a rejeté, mercredi 28 octobre, le pourvoi en cassation de cinq policiers condamnés le 16 octobre 1991 à des peines de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris pour avoir participé à des vols à main armée entre 1982 et 1985. Ayant toujours clamé son innocence, Dominique Loiseau, inspecteur à la brigade de recherches et d'intervention (BRI), avait été condamné à douze ans de réclusion ; Jean-Louis Naud, gardien de la paix à Marseille, à quatorze ans ; Alain Rossi, inspecteur à la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSPP), et Michel Mandouze, inspecteur à la brigade de répression du banditisme (BRB), à quinze ans, et enfin Pascal Jumez, enquêteur à la BRB, à dix-sept ans.

DÉFENSE

Dans le bimestriel l'Armement

L'amiral Coatanea constate « la modicité des moyens » de la marine nationale

« L'avenir de la marine est encore entaché de nombreuses incertitudes », écrit, dans le bimestriel *l'Armement* édité par la délégation générale pour l'armement (DGA), l'amiral Alain Coatanea, le chef d'état-major de la marine nationale qui a récemment exprimé des divergences avec le ministre de la défense (le Monde du 15 octobre). « Aujourd'hui, estime-t-il, nous avons à modeler un nouveau visage de la marine nationale qui sera certes plus restreinte, mais aussi plus technique, plus concentrée et servie par des équipages plus sereins. »

« Il est d'ores et déjà établi qu'à moyen terme seuls une trentaine d'avions de patrouille maritime, six sous-marins nucléaires d'attaque et quinze grands bâtiments de combat seront susceptibles d'assurer la sûreté de la force océanique stratégique (il s'agit des cinq sous-marins

nucléaires lance-missiles balistiques) et d'accompagner ou de soutenir nos deux porte-avions et nos trois grands bâtiments amphibies, tandis que nos forces de lutte contre les mines seront réduites. La modicité de ces moyens d'action, constate l'amiral, dont le renouvellement en temps utile devient tous les jours plus épineux, menace l'équilibre et la cohérence du dispositif. » « Constituer un outil naval adapté à toutes les situations d'une action d'envergure n'est plus à la portée de notre pays seul. La voie d'avenir qui semble la plus raisonnable est donc de développer autant que faire se peut, conclut le « patron » de la marine française — qui s'en remet à des nations européennes, — une coopération industrielle qui accroisse la complémentarité et l'interopérabilité de nos forces, tout en définissant les pôles d'excellence dont nous voulons conserver la maîtrise. »

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Devant l'assemblée plénière des évêques à Lourdes

Le pasteur Stewart critique un texte du cardinal Ratzinger sur la primauté du pape

Pour la première fois depuis quarante ans, les évêques français réunis en assemblée plénière ont débattu, mercredi 28 octobre à Lourdes (Hautes-Pyrénées), des questions oecuméniques. Un incident s'est produit à la suite d'un commentaire critique du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, sur une récente déclaration du cardinal Ratzinger.

jusqu'à son plus haut niveau - le Vatican - en lui imputant la responsabilité d'une partie au moins des blocages actuels.

«Une vision réductrice de l'unité»

Courtoisement, mais fermement, il a fait part de l'émotion suscitée dans la communauté protestante par la récente publication d'une Lettre aux évêques catholiques du cardinal Ratzinger. Dans ce texte (*Le Monde* du 17 juin), le pape, le prélat de la Congrégation romaine pour le dialogue oecuménique, a la reconnaissance de la permanence du primat de Pierre dans ses successeurs, les évêques de Rome. Et il définit cette primauté du pape comme un service universel présent à l'intérieur de toutes les Églises.

Faiblement, il «se range derrière cette doctrine catholique très centralisée de l'ecclésiologie de communion». S'est interrogé le président de la Fédération protestante de France, ajoutant devant les évêques: «Je ne peux retenir autre chose qu'une vision réductrice de l'unité. Je crois l'unité voulue par le Christ infiniment plus large, plus accueillante, plus surprenante et plus riche de promesses pour le monde que celle exprimée par la logique de cette lettre».

Dans les coulisses, certains évêques ont reproché à l'invité protestant une part d'indélicatesse. Venu du Vatican, Mgr Pierre Duprey, secrétaire du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, a dit qu'il ne fallait pas exagérer l'importance de la lettre du cardinal Ratzinger, tout en admettant qu'il se trouvait souvent dans la situation de «pompier universel». D'autre part, un évêque des avancées du dialogue oecuménique, a surtout tenté de remobiliser les évêques en faveur d'une cause qui semble largement leur échapper.

HENRI TINCQ

LOURDES

de notre envoyé spécial

L'œcuménisme ne va plus de soi. Ce constat a été dressé par les évêques catholiques à leur tour. Ils sont inquiets des accords du dialogue entre catholiques et anglicans ou orthodoxes, de la désaffection pour les recherches théologiques communes, de la «rationalisation», comme dit Mgr Decourty, de pratiques comme la semaine de prière pour l'unité, par la remontée, dans les crises politiques européennes, des réflexes confessionnels.

Cette journée de discussion à Lourdes a permis de mesurer les progrès réalisés, notamment depuis la création en 1987 du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF), qui a produit nombre de déclarations communes sur la montée du racisme, de la xénophobie, sur le commerce des armes ou la peine de mort. Mais elle a montré aussi les ambiguïtés et les limites de ce processus de rapprochement oecuménique.

Fait sans précédent, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et Mgr Jérôme, président du Comité interconfessionnel orthodoxe, avaient été invités à s'exprimer devant les évêques au grand complet. «L'œcuménisme n'est pas en panne», a affirmé le pasteur Stewart, mais il a mis en cause la hiérarchie catholique

Après deux semaines de vifs débats à Saint-Domingue

La conférence épiscopale latino-américaine a adopté un texte de compromis

La quatrième assemblée du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), réunie depuis le 12 octobre à Saint-Domingue, a terminé ses travaux mercredi 28 octobre. Le document final qu'elle a adopté avant de se séparer peut être considéré comme le fruit d'un compromis, acceptable tant par les cardinaux de la Curie romaine que par les représentants progressistes de l'épiscopat sud-américain.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dans une ville déshéritée de Saint-Domingue, une trentaine de théologues parmi les plus brillants d'Amérique latine ne cachent pas leur soulagement. Après deux semaines d'âpres débats, le document final de la conférence du CELAM reprend tous les amendements qu'ils avaient envoyés la veille aux évêques progressistes. Ni vainqueurs ni vaincus, à la vérité. La «nouvelle évangélisation» voulue par Jean-Paul II cinq siècles après l'apparition de la Croix en terre américaine figure en bonne place. La théologie de la libération n'est pas citée une seule fois. Mais le texte se situe explicitement dans la lignée des conférences antérieures de Medellín et de Puebla: le message prophétique de l'Église latino-américaine est préservé grâce à l'élargissement et à l'approfondissement de «l'option préférentielle pour les pauvres».

«On aurait pu faire mieux, mais au moins on a tenu compte du travail des commissions», commentait l'évêque brésilien José Ivo Lencastre, peu après le vote final à la Casa San Pablo où l'assemblée débattait à huis clos. La tentative de reprise en main de l'Église latino-américaine par Rome s'est largement échouée, grâce à la ténacité du président de la commission de rédaction, l'évêque brés-

lien Luciano Mendes. Les tensions de la dernière journée témoignent de la résistance de l'assemblée. La cinquième version du document final, élaborée par une commission où les conservateurs pro-romains étaient majoritaires, a été accueillie par un déluge d'amendements, plus de cinq mille.

Les modifications discrètement rédigées par l'équipe de théologues progressistes ont profondément renouvelé le deuxième chapitre consacré à «la promotion humaine», chapitre considéré par le cardinal Paulo Evaristo Arns, l'archevêque de São Paulo, comme «la partie centrale» du document de Saint-Domingue. Tout en conservant le «schéma» voulu par le Vatican qui, à l'inverse de la tradition latino-américaine, part de l'illumination théologique pour arriver à l'analyse de la réalité, le nouveau texte de «la promotion humaine» dresse un constat sans concession de la «réalité perdue» en Amérique latine. «L'appauvrissement croissant dans son immense majorité de nos frères plongés dans une misère extrême et intolérable est le fléau le plus dévastateur et le plus humiliant qui frappe l'Amérique latine», s'exclament les évêques, avant de mettre en cause les «politiques néolibérales qui dominent aujourd'hui en Amérique latine et dans la Caraïbe».

La propriété et l'utilisation de la terre sont «l'une des revendications les plus urgentes en Amérique latine», ajoute le document de Saint-Domingue qui se prononce en faveur de «l'appui solidaire aux organisations de paysans et d'indigènes qui luttent pour conserver ou récupérer leurs terres». Pour faire face à la crise écologique, les évêques lancent un appel au dialogue avec le Nord et incitent les chrétiens à imiter «la sagesse des peuples indigènes concernant la préservation de la nature». Le document se prononce pour une «inculturation (1) de la liturgie intégrant les symboles, les rites et les

expressions religieuses» des Indiens et la défense des «usages et coutumes afro-américains compatibles avec la doctrine chrétienne».

Les évêques dénoncent les violences particulièrement contre les enfants, les femmes, les paysans, les indigènes et les Afro-Américains. La corruption, les excès de l'économie de marché et le fardeau de la dette extérieure sont dénoncés. Mais le document manque d'imagination à l'heure des propositions. Les renvois répétés à la «doctrine sociale de l'Église» et le vague énoncé d'une «économie de solidarité et de participation» déçoivent ceux qui attendaient des orientations plus novatrices après «l'effondrement du socialisme réel et la crise du modèle néolibéral», selon l'expression de l'économiste péruvien Javier Iguinez.

Le «prosélytisme croissant» des sectes

Le document est plus faible encore sur deux sujets présentés à juste titre comme deux des principaux défis que l'Église catholique doit affronter en Amérique latine: les sectes et la famille. Pour faire face au «prosélytisme croissant» des sectes fondamentalistes «qui disposent de puissants appuis financiers venant de l'étranger», les évêques se prononcent en faveur d'une «Église plus communautaire et participative». Une revendication souvent exprimée par les catholiques latino-américains et qui a donné naissance dans les années 70 aux «communautés ecclésiales de base». Mais dans le chapitre consacré à la «nouvelle évangélisation», le document de Saint-Domingue manifeste une nette méfiance à l'égard de ces communautés de base «qui peuvent être victimes de manipulation idéologique ou politique» et sont appelées à se soumettre à l'autorité des curés et des évêques.

Largement influencée par les groupes conservateurs hostiles à toute forme de plurielisme familial qui ne

soit pas «naturelle», la partie consacrée à la famille est sans doute celle qui s'éloigne le plus des réalités latino-américaines. A la tête d'un véritable lobby équipé de frémis en plastique et d'une abondante documentation, M^{me} Christine de Voltaire, l'une des rares femmes de l'assemblée, déléguée par le Vatican, a tenté sans succès contre les politiques de contrôle des naissances «imposées par les organismes financiers internationaux» et dénoncé «les millions de victimes du génocide que constitue l'avortement». Le document reprend largement ces thèses, esquissant toute réflexion sur le lien entre la croissance démographique incontrôlée et l'accroissement de la pauvreté, ou sur la relation entre l'absence de moyens contraceptifs et l'augmentation du nombre des évangélisateurs. «Comment faire de Voltaire peut-elle s'exprimer au nom des millions de femmes latino-américaines alors qu'elle appartient à l'une des familles les plus riches du Venezuela?» s'interroge la théologienne brésilienne Ana Maria Tepedino.

En dépit des déclarations lénifiantes, rituellement répétées lors des conférences de presse officielles, sur l'unitarisme et le fraternalisme des débats, les clivages politiques ont marqué l'assemblée. Exclue de l'enceinte de la Casa San Pablo sur ordre du Vatican, les théologues de la libération n'ont cessé de participer aux discussions grâce aux micro-ordinateurs, aux fax et aux modems qu'ils maintiennent avec dextérité. La droite radicale pouvait en revanche diffuser sa propagande sans restriction. «Le totalitarisme est-il mort? Attention à la nouvelle gauche»: sous ce titre, un opuscule rédigé par un certain Paul Johnson était abondamment distribué dans l'enceinte soigneusement contrôlée où se réunissaient les évêques.

JEAN-MICHEL CAROIT

(1) NDLR. - Une adaptation de la liturgie à la culture locale.

REPÈRES

ENSEIGNEMENT

Début de la réforme des statuts du Muséum

Un décret adopté au conseil des ministres du 28 octobre modifie le statut des quelque 230 enseignants-chercheurs du Muséum national d'histoire naturelle. Dans l'ancien statut, ces personnels étaient répartis en quatre corps: les 28 professeurs-directeurs de laboratoires, les 74 sous-directeurs, les maîtres de conférences, les assistants. Dans le nouveau statut, il n'y a plus que deux corps. Le premier regroupe 28 professeurs de 1^{re} classe (les anciens professeurs-directeurs de laboratoires) et 74 professeurs de 2^e classe (les anciens sous-directeurs), qui, les uns et les autres, peuvent diriger un laboratoire pendant une période de quatre ans à déterminer. Le second est celui des maîtres de conférences, puis des assistants. Les anciens assistants deviennent maîtres de conférences, s'ils remplissent les conditions requises (doctorat, inscription sur la liste d'habilitation à ces postes).

Ces premières mesures sont la préface à une réforme des statuts du Muséum, dont la nouvelle version, rédigée par la direction de la programmation universitaire du ministère de l'éducation nationale, approuvée le 19 octobre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (du même ministère), devrait être soumise très prochainement au Conseil d'État.

INSTITUT

Deux nouveaux membres à l'Académie des sciences

L'Académie des sciences et élu, au cours de sa séance du 28 octobre, deux nouveaux membres dans ses sections «transport et nutrition dans la plante» et «endocrinologie et immunologie des invertébrés», en la personne de MM. Jean-Louis Bonnemaisin et Jules Hoffmann.

M. Jean-Louis Bonnemaisin, cinquante-huit ans, est actuellement professeur à l'université de Poitiers, où il dirige le laboratoire de physiologie et de biochimie végétales. Ses travaux l'ont conduit à étudier notamment les propriétés de l'appareil conducteur des plantes ainsi que les modèles de transport et des produits de la

photosynthèse, les propriétés des membranes végétales, les mécanismes des échanges membranaires et de la compartimentation des molécules organiques naturelles et non naturelles à l'échelle de la cellule et de la plante.

M. Jules Hoffmann, cinquante et un ans, est directeur de recherche au CNRS, où il dirige le laboratoire de biologie générale de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, ainsi que l'unité associée «endocrinologie et immunologie des insectes». Ses travaux l'ont amené à s'engager dans deux voies: l'étude et le rôle exact d'une hormone de la mue chez certaines larves d'insectes (orthoptères) et celle de certains peptides bactériocides participant au système de défenses immunitaires des insectes.

GRAND STADE

La décision devrait être prise avant fin novembre

M. Pierre Bérégovoy choisira avant la fin du mois de novembre le lieu d'implantation définitive du

Grand Stade, s'indiqua le ministre de la jeunesse et des sports, M. Frédéric Bredin, mercredi 28 octobre, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Jean-Claude Mignion, député RPR de Seine-et-Marne.

Le premier ministre prendra en considération les conclusions d'une étude menée actuellement par l'inspection générale des finances sur les deux dossiers en compétition: ceux de Melun-Sénart et de Nanterre (*Le Monde* du 1^{er} octobre). Depuis la désignation de Sénart par Michel Rocard, le 8 février 1991, «de nouveaux éléments sont apparus», a expliqué M^{me} Bredin. La présidence du conseil général de Seine-et-Marne est apparue moins déterminée (...). La crise de l'immobilier a modifié l'équilibre général de cette opération, et la candidature de Nanterre s'est trouvée confortée par le volonte de nombreux élus, dont Michel Sapin (PS), de soutenir cet investissement et par celle du conseil général des Hauts-de-Seine de s'y associer financièrement.

FAITS DIVERS

Incident au cours de la descente d'un Airbus A-320 d'Air Inter

L'équipage d'un Airbus A-320 qui effectuait son mois de septembre un vol entre Clermont-Ferrand et Paris-Orly a eu la surprise de constater une aberration dans la vitesse de descente verticale de l'appareil. Ayant choisi un mode de descente de 550 mètres par minute, ils se sont aperçus que l'avion perdait 750 mètres/minute et qu'en tentant de corriger cette allure - à 450 mètres/minute, ils l'aggravaient à 650 mètres/minute. Les pilotes ont alors changé de procédure et choisi un angle (et non une vitesse) de descente et tout est rentré dans l'ordre.

La cause de l'incident est imputable à un composant défectueux dans l'unité de contrôle en vol du pilote automatique, tous deux développés par le français Sextant-Avionique et par l'allemand BGT et qui

équipent d'autres types d'avions comme les Airbus A-300 et A-310. Ce genre de panne n'est pas fréquent, mais il fait partie des anomalies que les équipages sont formés à corriger.

Cet incident serait passé inaperçu si certains pilotes ne l'avaient rendu public pour esquisser un rapprochement avec la catastrophe aérienne du mont Saint-Odile survenue en mois de janvier où quatre-vingt-sept personnes avaient été tuées dans la chute d'un Airbus A-320 d'Air Inter. Les premières constatations de la commission d'enquête avaient pourtant fait apparaître que l'équipage s'était trompé dans le choix du mode de descente vers l'aéroport de Strasbourg et qu'il n'avait pas surveillé sa trajectoire.

A. F.

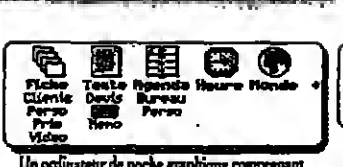
SERIES 3 NE VAUT QUE 2 490 F. ET SI VOUS AVEZ UNE VIEILLE CALCULATRICE, VOUS POUVEZ L'AVOIR POUR 1 690 F*.

C'est le moment de faire évoluer votre calculatrice.

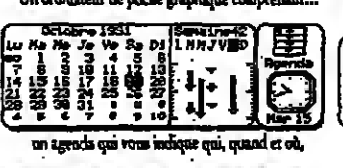
Regardez bien Series 3. C'est l'agoda électronique la plus puissante du monde. Mais aussi la plus simple. Il s'utilise intuitivement, sans lire le manuel. Sa mémoire peut s'augmenter jusqu'à des millions



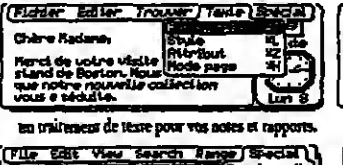
de caractères et son procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran reste lisible, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi: une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, une formidable calculatrice...



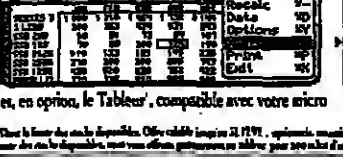
Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter Tableau, Gestion de comptes bancaires. Traducteur multi-



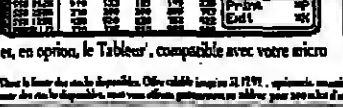
lingues, Echecs, Finance... Ou vous connecter à une imprimante ou à un micro (Mac ou PC) pour échanger toutes vos données. Dans les deux sens.



Mais la meilleure nouvelle, c'est que vous pouvez avoir un Series 3 128 Ko pour 1 690 F* (au lieu de 2 490 F) en apportant votre vieille calculatrice.



Pour une documentation gratuite et la liste des points de vente, appelez le 46 36 46 47.



ou Chess, ou le traducteur Berlin...
PISON AWARE

CULTURE

CINÉMA

Le Palais de Tokyo, enfin

Le nouveau « palais de l'image » devra être prêt pour les fêtes célébrant le premier centenaire du cinéma.

M. Jack Lang répond à nos questions

M. Jack Lang a annoncé, au cours d'une conférence de presse, le 27 octobre, la nature des travaux qui vont enfin commencer au Palais de Tokyo. Et, à cette occasion, défini et précisé ce que ce bâtiment porte en lui d'ambitions.

Depuis son arrivée rue de Valois, le ministre de la culture et de l'éducation voulait que ce reliquat de l'Exposition universelle de 1937, édifice siamois du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, soit voué aux arts de l'image pour y faire cohabiter la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), une partie de la Cinéma-thèque française, et le Centre national de la photographie (en place depuis 1984), rejoint par la Mission du patrimoine photographique et les bureaux du Periphéria de Jean-Luc Godard. M. Jack Lang s'explique ici.

« Le projet Tokyo » est déjà ancien, pourquoi ne s'épanouit-il que maintenant ?

« C'est vrai, beaucoup d'éléments ont retardé la mise en chantier de la dernière phase d'aménagement, qui a été confiée à l'architecte Franck Hammoutène. Le transfert des collections de peinture du Musée national d'art moderne, notamment à Beaubourg, ne s'est pas fait sans mal. Il a fallu revoir le budget des travaux, qui était excessif, et aussi s'interroger sur certains partis pris architecturaux pour ne pas dénaturer la personnalité initiale du bâtiment, ses volumes

immenses, son caractère monumental. Cette phase de recherche qui a révélé toutes les difficultés de restauration d'une construction élevée avant guerre un peu à la va-vite, a tout de même occasionné une heureuse surprise : la découverte « archéologique » d'une salle de projection inconnue. Baptisée « 1937 », elle a été inaugurée, en effet, le jour de l'ouverture de Tokyo par Léon Blum et murée aussitôt, parce qu'elle ne satisfaisait pas aux normes de sécurité... Elle sera, évidemment, réhabilitée.

« Quel est donc désormais le calendrier de « Tokyo » ?

« Le palais ouvrira fin 1994, après dix-huit mois de travaux, d'un coût total de 170 millions de francs, dont 80 millions sont inscrits au budget 1993. Avant tout, et ce n'est pas un détail, il va changer de nom. « Tokyo » ne signifie rien, pour personne. Ce sera donc, très probablement, et sous réserve de l'accord de ses héritiers, le Palais Jean-Renoir. Nous avons songé aussi – tout aussi légitimement – le baptiser Palais Henri- Langlois, mais nous avons craint qu'il ne s'établisse une confusion avec le Musée Henri-Langlois, qui demeure pour l'instant à Chaillot.

« Que contiendra-t-il, que deviendra-t-il ? Le Palais... Jean-Renoir se veut la concrétisation, le symbole d'un renouveau de la cinéphilie, d'un appétit pour l'histoire du cinéma qui France, en élan et un essor

remarquables. Et ce n'est pas un hasard – ni seulement une nécessité – si son ouverture coïncide avec la célébration du premier centenaire. Le Palais sera à la fois l'aboutissement d'une politique constante de sauvegarde, de conservation, de mise en valeur et de diffusion de notre patrimoine cinématographique, et le point de départ d'une aventure nouvelle.

« Si on peut dater des années 70 la prise de conscience de l'état de danger mortel où se trouvait le patrimoine (la création des Archives du film date de 1969), les efforts entrepris depuis dix ans sont tous allés dans le même sens, et sans cesse en augmentant. Un exemple : le « plan nitré », visant à transférer des millions de mètres de pellicule auto-inflammable sur un support moderne. En 1991, 26 millions de francs ont été affectés à cette mission de survie. Le budget du « plan nitré » a doublé en 1992, et pour 1993 la dotation de 52 millions de francs a été reconduite. Dès la mise en place du plan, en un an, le Centre national du cinéma a restauré 626 000 mètres de pellicule et la Cinéma-thèque française, 305 000 mètres... »

« Autre chose : après la première année d'exercice de sa nouvelle équipe, présidée par Jean Saint-Gourens et animée par Dominique Paini, la recouverte et la fidélisation de son public par la Cinéma-thèque se confirment. Et c'est très réconfortant de voir actuellement le

cycle Satyajit Ray – trente et un films, dont treize inédits – remplir chaque soir la salle de Tokyo.

« Autre chose encore, le succès de Ciné-Mémoire. Initiée l'année dernière avec une énergie formidable par Costa Gavras, cette manifestation, consacrée cette année à soixante-dix ans de cinéma français, va mobiliser toutes les forces, celles de la Cinéma-thèque, des Archives du film, du CNC, de la Cinéma-thèque de Toulouse et de la Mission pour l'aménagement du Palais de Tokyo.

« Une puissante synergie »

« Et toujours dans ce même élan de réappropriation du passé, de remémoration du cinéma d'hier pour mieux aimer et connaître celui d'aujourd'hui, je vous rappelle la création de l'association Premier siècle du cinéma, le mois dernier. Chargée de coordonner les manifestations du centenaire, elle a pris la suite de la mission préparatoire dirigée par Michel Piccoli et a pour délégués généraux Alain Crombecq et Serge Toubiana.

« Le Palais Jean-Renoir sera donc celui de la « remémoration » ?

« Oui, le palais de l'amour du cinéma, le lieu privilégié d'une puissante synergie, où toutes les

activités – dont certaines sont encore à inventer – se marieront, se complèteront. Imaginons. Michael Cimino est à Paris, il se rend à « Renoir », qu'il ne quitte pas de la journée ! Le matin, il donne une conférence à la FEMIS, l'après-midi, la Cinéma-thèque présente une rétrospective de son œuvre, le soir, il offre son dernier film en avant-première, tandis que l'exposition du moment est consacrée à John Ford, l'un de ses grands inspirateurs... »

« En effet à « Renoir », il y aura, ce qui n'existe pas pour le moment en France, un lieu d'exposition régulier consacré au cinéma, on y pratiquera une forme neuve d'accès aux œuvres, des images projetées comme des tableaux, des images vivantes. Et, surtout, une bibliothèque-filmothèque, accessible à tous, où seront réunies, inventoriées, répertoriées les richesses de tous nos grands fonds (Cinéma-thèque, FEMIS, Sadoul) où s'élaboreront des échanges avec la communauté scientifique et l'étranger.

« On pourra consulter des documents de toute sorte, scénarios, coupures de presse, photographies, et, bien entendu, « consulter » également un grand nombre de films à l'aide de dispositifs techniques modernes, le vidéodisque, notamment. Mon espoir serait qu'un peu partout naissent des filmothèques de ce genre, en liaison avec les écoles, les lycées, les universités, permettant à cette culture cinématographique de pénétrer encore plus pro-

fondément notre société. De même que la Bibliothèque nationale a été la mère de nombreuses autres bibliothèques, je pense que la bibliothèque-filmothèque de « Renoir » pourra être la matrice d'autres établissements similaires.

« Vous parlez d'expositions temporaires de cinéma, elles risquent d'être coûteuses et difficiles à monter. N'aurait-il pas été préférable – et envisageable, si le Centre national de la photographie s'était installé ailleurs – de transférer le Musée Langlois à « Renoir » ? Il est tellement à l'étroit à Chaillot... N'est-on pas en train de manquer l'occasion de créer le plus beau musée de cinéma permanent au monde ?

« Le Centre national de la photographie de Robert Delpeire jouit à « Renoir » du droit du « premier occupant ». Ni Delpeire ni nous n'avons jamais été opposés à ce qu'il déménage, encore faudrait-il trouver un lieu à sa mesure. Par ailleurs, le palais n'est pas si grand, 20 000 mètres carrés, dont 3 300 mètres carrés sont occupés par la FEMIS. Il reste 2 000 mètres carrés pour les expositions photo, 2 100 mètres carrés pour les expositions cinéma, 2 100 mètres carrés pour la bibliothèque. « Renoir » est déjà trop petit... »

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN

Pour l'image

Suite de la première page

Le projet s'est enrichi de la quatrième dimension, le temps, et d'une exploration approfondie de l'axe ouest de l'immense bâtiment, construit pour l'Exposition de 1937 – fruit d'un concours aux résultats abusivement orientés. Lors du cinquantenaire de cette exposition, le concours a été joliment narré par Danilo Udovicki, et l'édifice remarquablement décrit et analysé par Bruno Foucart et Jean-Baptiste Minnart (1). Le premier nous rappelle que, pour les Nouvelles littéraires, le jury du Palais était « composé de cinquante-sept membres, dont plusieurs étaient compétents ». A l'issue du concours, Le Corbusier, qui avait été candidat, put affirmer, dans une bordée d'amabilités du même genre : « Nous avons été faits comme des rats. »

Un avis que ne partage pas la postérité, notamment Foucart et Minnart, qui décrivent au contraire l'heureuse évolution du bâtiment, la façon dont les plans initiaux se mirent à respirer après l'annexion du terrain de l'ancienne ambassade de Pologne, et notamment l'élargissement de deux des branches du poignet qui formaient l'aile ouest, celle de l'Etat (l'aile est étant dévolue à la Ville de Paris). Terminé trop vite, le bâtiment resta fragile et inachevé. Cet inachèvement encouragea une forme de désinvolture pour l'architecture originale. La machinerie qui devait aider les salles à trouver leur lumière, devenue obsolète, conduisit à de redoutables exercices de construction de cimaises et de consommables électriques. Une partie des volumes fut carrément murée, puis oubliée.

Décrire ainsi la carrière du palais, c'est paradoxalement se rapprocher du plus près du projet Hammoutène. L'architecte, en effet, s'est donné pour principe de retrouver la noblesse et la luminosité du bâtiment original, fait d'immenses salles inondées de lumière zénithale. Sera également restauré un bûche de salle cent pour cent 1937, exhumé il y a cinq ans lors des premiers travaux. Enfin, un vaste espace public sera aménagé dans un volume résiduel, lui aussi « retrouvé », tout autour de cette salle, dans les doutes qui séparent le palais de l'avenue du Président-Wilson, et dont les contreforts visibles engendrent un volume expressionniste spectaculaire.

Le projet entre dans le registre du paradoxe dans la mesure où les nouveaux équipements du palais ne semblent pas a priori demandeurs des mêmes performances lumineuses. Aussi, une fois retenus la définition des espaces dévolus aux divers occupants et le principe d'un « mur » technique commun qui formera la colonne vertébrale du nouvel édifice, le projet laisse tout à la fois admiratif et perplexité. Hachuré de lignes immatérielles, mais qui ne le rendent incertainement pas. Il paraît relevé d'une équation dont la résolution ne se révélera possible qu'une fois achevée sa réalisation. Un pari dans le droit fil de l'histoire du palais.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Paris 1937, cinquantenaire de l'Exposition internationale, Institut français d'architecture/Paris-Musées éd., 1987.

LA PETITE AMIE D'ANTONIO

de Manuel Poirier

« J'ai pas, donser et j'ai pas envie d'apprendre. » Dans la boîte triste où Antonio lui faisait une timide proposition, Claudie a lâché son refus, de sa petite voix cassée. Ce n'est pas seulement la voix qui est cassée. Elle ne s'aime pas beaucoup, Claudie, et elle aime les autres encore moins. Malgré elle d'abord, Antonio va l'aimer quand même. Et autour d'eux, une copine et son drôle de Jules, la famille mal en point de la jeune fille, son « ex » qui dérive entre trafics et cynisme, vont chacun à leur façon recueillir les bouts de cette fille en quenouille, sans croire à aucun sauvetage, à aucune rédemption.

Dans les bars, les rues et le port du Havre, les appartements gris et les supermarchés, Manuel Poirier promène doucement sa caméra attentive, vierge de tout misérabilisme, de tout message, de toute pitié. Ses personnages, servis par de jeunes acteurs fœonnus et excellents (Hélène Foubert, Sergi Lopez,

Chanson pour aujourd'hui

Corine Darmon, Hugues Cédain, Laurent Arnal, s'approchent, s'engourent, tentent de s'aider. De vices en délices, de coups de tête « pas raisonnables » en dialogues au vif, Manuel Poirier les filme sans les exhiber ni les manipuler, avec la sympathie sans complaisance qu'on aurait pour des proches.

Et, s'il traîne un peu sur la psychologie (il y a un mystère dans l'enfance de Claudie, dont la résolution donnerait la clé de son comportement), il esquive du moins les « passages obligés » auxquels se soumettent la plupart des chroniqueurs du quotidien difficile : ni crime ni suicide, pas de voyeurisme de la drogue, de sida-métaphore ou de romanque de la fatalité. La Petite Amie d'Antonio, aussi modeste que ce titre qui désigne par une périphrase son héroïne si peu héroïque, va son chemin à l'aise, libre d'émouvoir, poignante et juste comme une chanson de vie. Une ébanson de Charlette Couture, par exemple, qui a donné un peu de sa musique à la bande-son du film.

JEAN-MICHEL FRODON



Hélène Foubert et Corine Darmon

Les méfaits de la pollution

LA FEMME DE L'ÉPICIER

de John Pozar

Parcours d'un ramoneur (un contrôleur de cheminées) timide dans une ville polluée. Timide avec les femmes, forcément : il est entouré de mégots plantureux. Sa mère, d'abord, qui le traite comme un gamin, alors qu'il a largement atteint l'âge d'homme. Une strip-teaseuse sur le retour qui s'installe chez lui. Et la femme de l'épicier qui prétend le déniaiser. Le film du réalisateur canadien John Pozar – présenté à la Semaine de la critique au dernier Festival de Cannes – est en noir et blanc. Des noirs et blancs qui semblent d'époque, ridés, usés par le temps. Et manifestement, John Pozar recherche cet humour farfelu que Tatï avait su récupérer et réinventer.

Il n'y est pas parvenu. Il patasse dans la confusion d'un récit complaisamment déstructuré, destiné à offrir une vision « personnelle et originale » de notre société, et à mettre en valeur le timide objet du désir de toutes ces femmes, Simon Webb, comédien pilote. De plus, le scénario entend traiter avec une certaine prétention d'un thème dit « contemporain » : la pollution physique et morale des villes. La maman abusive ayant été contaminée par les miasmes du ciel noir, la strip-teaseuse veut prendre sa place, son identité, et ce fils chéri dont elle a fait un impuissant. Quoi qu'il en soit, rien n'est plus dangereux que de désarticuler les ressorts du comique. Car l'ennui arrive au galop et s'installe.

C. G.

MUSIQUES

La dame de La Nouvelle-Orléans

Chanteuse de blues venue d'une ville de jazz, Marva Wright impose sa voix

MARVA WRIGHT AND THE BOWS / au Jazz-Club Lionel-Hampton

Sur scène, Marva Wright aime chanter *Built for Comfort*, vieux standard du blues dont le refrain dit : « Je suis construite pour le confort, pas pour la vitesse. » C'est presque exact : Marva Wright est quasiment sphérique. De La Nouvelle-Orléans, où elle est née, où elle a grandi, elle a gardé une façon de passer le temps (d'une garde le temps) un peu décalée, traînante. Mais il ne faut pas sous-estimer son énergie : lors du dernier « Jazzfest » de La Nouvelle-Orléans, elle était omniprésente : chantant le blues avec son groupe the BOWS (Band of Marva Wright) sur une grande scène en plein air, le gospel avec le chœur du révérend Sammy Berfett sous une tente. Le soir, elle était dans les clubs, sous son nom, ou s'invitant chez certains de ses collègues.

La voilà au Jazz-Club Lionel-Hampton, un saut d'hôtel par rapport à son décor d'origine, mais un public qui mélange hommes d'affaires en phase de décompression, amateurs et oiseaux de passage. Marva Wright y décline un répertoire classique : blues (*Little Red Rooster*), gospel (*Just a Closer Walk With Thee*, *Down by the River Side*), standards (*Do You Know What It Means?*). Ces points de passage obligés, le jeu virtuose mais parfois transparent du groupe s'oublie très vite : sur scène, on ne voit que Marva Wright, sa formidable générosité, on n'entend que sa voix riche dont le timbre, sinon le registre, rappelle Aretha Franklin, et une époque bénie où Aretha, Carla Thomas et toute une théorie de femmes noires du Sud s'imposaient par la force, par le poids de leur voix.

On pourrait croire que Marva Wright est leur élève, qu'elle s'est mise à chanter à cause d'elles. En fait, sa carrière professionnelle n'est pas plus longue que celle de Vanessa Paradis. Il y a cinq ans, se souvient Marva qui a aujourd'hui quarante-quatre ans, je sortais avec un musicien de blues. Quand il jouait, je n'arrivais pas de l'embrasser pour qu'il ne me laisse chanter. Des gens m'ont entendue, et on m'a proposé de chanter à l'Old Absinth House, sur Bourbon Street.

A cette époque, Marva Wright ne connaissait rien au blues. Sa seule éducation musicale était religieuse : elle avait chanté en solo à Saint-Stephen, l'une des plus prestigieuses églises baptistes de La Nouvelle-Orléans, fait partie d'un

groupe gospel baptiste The Five Teenagers. Elle élevait ses quatre enfants et travaillait comme secrétaire pour les écoles publiques de la ville. « A l'Old Absinth House, je chantais avec des musiciens de blues. Ils m'ont fait découvrir la musique, m'ont appris les mélodies, les textes. J'ai lu ce que je trouvais sur les chanteurs et les chanteuses. J'ai décidé de devenir une chanteuse de blues, d'abord parce qu'il n'y en a plus, à part Kokoy Taylor et Etta Jones, et aussi parce que je viens d'une ville de jazz et que l'idée d'une chanteuse de blues de La Nouvelle-Orléans était inédite. »

Marva Wright a été engagée au Hilton de La Nouvelle-Orléans, a commencé à chanter dans les festivals de blues à travers le monde. Elle a enregistré un disque (distribué en France par Sky-ranch/WMD). Ses enfants ont été conquis par sa « musique de vieux ». « Je ne me suis pas dégoûtée, à mon âge je suis contente de moi. Si ma carrière va encore plus loin, si j'enregistre pour une major, tant mieux. Mais c'est déjà extraordinaire qu'auparavant des gens m'aient permis de chanter. »

THOMAS SOTINEL

► Jusqu'au 7 novembre à 22 h 30, au Jazz-Club Lionel-Hampton (Hôtel Méridien), 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17. Tél. : 40-68-30-42.

Spike Lee : « Black interviewers only »

NEW-YORK

correspondance

C'est sous ce titre fracassant que le *New York Times* rapporte les dernières exigences de Spike Lee, quatre semaines à peine (le 18 novembre) avant la sortie de son film *Malcolm X*. Non pas « exigeances » mais « requêtes », répond Spike Lee : « Je fais simplement comme tout le monde à Hollywood (...). Je me sers du poids que j'ai en ce moment pour demander qu'on m'envoie des Afro-Américains qualifiés. La vraie crême c'est que les publications des blancs n'emploient pas de journalistes noirs. »

Il est de fait que la pratique est courante à Hollywood, où des stars du gabarit de Robert Redford, Tom Cruise, Mick Jagger, Michael Douglas ou Julia Roberts s'efforcent, souvent avec succès, de manipuler les médias en exigeant de choisir elles-mêmes l'interviewer (de préférence « sympathisant »), la date de parution de l'article, jusqu'au nombre de pages (ou, pour la télévision, de minutes), sans parler des photos. Et le mouvement fait tâche d'huile.

Selon le *New York Times*, cela faisait plusieurs semaines que la « requête » de Spike Lee circulait dans les rédactions. Le cinéaste a choisi de le rendre public dans un entretien accordé à *Newsday*. Le quotidien californien, *The Los Angeles Times* a refusé de se soumettre ; *Première Magazine*, *Rolling Stone*, *Interview* et *Vogue* ont accepté.

C'est apparemment à la suite d'un entretien publié (avec photo de couverture) par le magazine *Esquire* que Spike Lee aurait formulé sa demande auprès des rédactions. Il estimait l'en-tête « incendiaire » et l'article (ou davantage assez acerbe) condescendant, le faisant passer pour un raciste anti-blanc et un butor.

Une porte-parole de la Warner, distributeur américain de *Malcolm X*, a déclaré au *New York Times* que le studio, dans l'ensemble, soutenait le cinéaste. « Spike a le sentiment très sincère, dit-elle, que sur Malcolm X, des journalistes noirs témoignent d'un plus grand intérêt et d'une plus grande compréhension spirituelle et intellectuelle. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils lui faciliteront la tâche. »

HENRI BÉHAR

EXPOSITIONS

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
LAURE ALBIN-GUILLOT, EU LOTAR. Galerie du forum. Jusqu'au 22 novembre. L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'au 22 mars 1993.
IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPEENS. Salle d'accueil. Jusqu'au 19 janvier 1993.
MANIFESTE. Jusqu'au 2 novembre.
CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Salle d'art graphique. 4 étages. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-48-48-14). T.J. et mar. de 9 h à 19 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 19 h.
PHILIPPE BERTIN, HARRY YAKUMINS. Photographies. Jusqu'au 1^{er} novembre.
HILL et ADAMSON. LE PREMIER REPORTAGE. PHOTOGRAPHIQUE. 1948-1949. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
LES PALAIS D'ARGENT. L'ARCHITECTURE SAISONNIÈRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.
SISLEY. - rez-de-chaussée. Entrée : 32 F. 45 F (billet jumelé musée-exposition). Du 30 octobre au 31 janvier 1993.
UNE FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

Palais du Louvre

Porte Jauffard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, nocturne lun. sur deux et tous les mar. jusqu'à 21 h 15.
DESSINS DE LUTARD (1702-1789). Pavillon de Flora. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 14 décembre.
PAINHIN (1891-1978). Pavillon de Flora. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 février 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h.
HANS-PETER FIEDMAN. Moins de la photo. Entrée : 36 F. Du 29 octobre au 17 janvier 1993.
PARCOURS EUROPEEN II : L'ALLEMAGNE. Qui, quoi, où ? Un regard sur l'Allemagne en 1992. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Godechou.
LES ETROUSQUES ET L'EUROPE. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F (possibilité de billetterie jumelée avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 14 septembre 1993.
FIAC 92. (42-25-99-00). T.J. et mar. de 12 h à 19 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h 30, jeu. 28 octobre jusqu'à 22 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1^{er} novembre.
PICASSO ET LES CHOSSES. Galeries nationales (44-13-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 39 F (possibilité de billetterie jumelée avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 29 décembre.
RETROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Galeries nationales (44-13-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, jeu. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DÉSORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 novembre.

MUSÉES

5^e SALON INTERNATIONAL DE L'ARCHITECTURE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.J. et mar. de 11 h à 20 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, nocturne jusqu'à 22 h mar. 30 octobre. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1^{er} novembre.
L'ALBUM PEUX-ROUGES DU PRINCE ROLAND BONAVENTURE. Moins de la photo. Musée de la photo, place du Trocadéro (45-43-70-60). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Jusqu'au 30 novembre.
ANIMAUX DE TOUT POIL. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 octobre 1993.
L'ART RENOUVELE LA VILLE. Urbanisme et art contemporain. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.
LES BILLOUX DE TORMA. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 janvier 1993.
CHINE CONNUE ET INCONNUE. Dix années d'acquisitions. Musée Carnavalet, 7, av. de la République (45-55-50-75). T.J. et mar. de 11 h à 19 h, 11 novembre, 25 décembre et 1^{er} janvier de 10 h à 17 h 40. Du 28 octobre au 28 février 1993.
LA COURSE AU MODERNE. France et Allemagne dans l'Europe des années vingt. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.
EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc. Musée Delacroix, 8, rue de Valenciennes (43-54-04-97). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.
DES LIVRES ET DES ROIS. La bibliothèque royale de Blois. Bibliothèque Natio-

nale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
DIGITAL PHOTOGRAPHY. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 8 novembre.
FIGURES DE PIERRE. L'art de guerre dans le méditerranéen précolonial. Musée-galerie de la Saïta, 12, rue Surcouf (45-55-00-17). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 novembre.
FRAGONARD ET LE DESSIN FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-85-12-73). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 février 1993.

HERACLES ARCHER. Musée d'Orsay, 18, rue d'Anjou-Saint-Hippolyte (45-48-67-27). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
HOMMAGE À MICHEL LEIRIS. Musée d'Orsay, 18, rue d'Anjou-Saint-Hippolyte (45-48-67-27). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
HOMMAGE À YVES BONNIEFOY. Bibliothèque Nationale, salon d'honneur, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 20 décembre.

UN TRIENNALE DU BIJOU CONTEMPORAIN. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 20 décembre.
IMPRESSIONS DE CHINE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue de Valenciennes (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 décembre.
INDIENS DE PAPIER. Exposition-dossier. Musée des Arts et Traditions populaires, galerie centrale, 9, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-80-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.

MAX JACOB. LA PASSION EN PEINTURE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (45-06-61-11). T.J. et mar. de 14 h 30 à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 décembre.
JEAN LURCAT. Tapisseries : 1917-1956. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (42-33-82-50). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 novembre.

KAJUNA. Des Amérindiens de Guyane à Paris en 1982. Musée des Arts et Traditions populaires, 9, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-80-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.
MITTELEUROPA. FIN DE SIÈCLES. Moins de la photo. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (40-03-39-00). T.J. et mar. de 10 h à 21 h, sam. et dim. de 10 h à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 décembre.

MOINS TRENTÉ 92. 5^e Biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

MONNAIES DE CHINE. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 décembre.

NADAR : L'ŒIL LYRIQUE. Moins de la photo. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Anne (45-55-00-17). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

LES NYMPHÉES AVANT ET APRÈS. Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-87-48-16). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LA PHOTO PICTORIALISTE EN FRANCE. Moins de la photo. Bibliothèque Nationale, galerie de photographie - galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue de Valenciennes (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

PORTRAITS D'UNE CAPITALE. De Deguerre à William Klein, les collections photographiques du musée d'Orsay. Carrousel, 23, rue de Solferino (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Du 30 octobre au 10 janvier 1993.

PRINCE NIEPCE 92. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.

RAO-POLYNÉSIES. Musée national des Arts asiatiques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 29 mars 1993.

MAN RAY. Les Années Bazar. Photographies de mode 1934-1942. Musée des Arts et Métiers, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

REGARDEZ-VOUS PARTICULIERS SUR LA CARTE POSTALE. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier 1993.

ERNEST RENAN. Musée de la vie romaine - maison René-Schaffer, 15, rue Chapelle (45-74-95-38). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA RÉPUBLIQUE FÊTE SON BICENTENAIRE. A LA MONTAIGNE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai d'Orléans (45-54-55-31). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAÎTRES DU RÉCÉPTE. Art et médecine en Éthiopie. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Du 30 octobre au 20 novembre 1992.

GÉNÉRIQUES. Le visuel et l'écrit. Hôtel des arts. Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer (42-55-71-71). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 octobre.

MICHEL GOUVER. CHANTAL PETIT. MARC RENOUD. HÔTEL DE VILLE. Saint-Jean, 3, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

REMI GRILL. Moins de la photo. Musée de la photo, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin (42-40-10-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 novembre.

HELIOPOLIS. Le rêve du baron Empain. Institut du monde arabe, 1, rue de Flandre, Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 novembre.

HOMMAGE À LUIGI GHIRRI. Moins de la photo. Institut culturel italien à Paris, hôtel de la Ville, 11, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 12 décembre.

JANINE NIEPCE. FRANCE 1950-1992. Moins de la photo. Espace Electra, 9, rue Récusant (45-44-10-03). T.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 décembre.

YVES KLEIN. UNE ZONE DE SENSIBILITÉ. L'ŒIL. Remon Espinasse. 11, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 22 novembre.

MOIS DE LA PHOTO 92. Musées, galeries, centres culturels et autres lieux, point d'information. Jusqu'au 1^{er} novembre. T.J. et mar. de 10 h à 19 h 15, res. Métropole de Paris : 38,15 Capitale, métro France : 39,15 France, jusqu'au 27 novembre.

CENTRES CULTURELS

4 X 1 PROJETS. Moins de la photo, Hôtel d'Orléans, 21, rue de Valenciennes (42-76-67-00). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 décembre.

ACCORD À CORPS. Collection du professeur Desbarrats, moins de la photo. Maison de la Ville, 30, av. Constantin-Candide (44-17-80-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.

ARSELI GALLIEN-KALLIOLA ET L'ŒIL DE LA FINLAND. Du naturel au symbolisme. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-09). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Du 13 h 15. Jusqu'au 14 novembre.

ALAIN DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Musée de l'architecture, 7, rue Chailot (47-23-81-94). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 13 h 15. Jusqu'au 17 h 15. Jusqu'au 7 novembre.

LES AMÉRICAINES LATINES EN FRANCE. Moins de la photo. Espace d'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (45-54-75-35). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

L'AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue de Flandre, Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.

L'ARCHI S'AFFICHE. 24 ŒUVRES D'ARCHITECTES FRANÇAIS. Espace d'Architecture, 121, rue de Lille (42-05-85-89). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 13 h 15. Jusqu'au 28 novembre.

MARCO ROSENTHAL. Maison Fontaine - Entrepôt du Grand Bercy, 14-15, cours Louis-Frust (44-68-94-13). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

LA TENTATION DES GODELINS. Gare d'Austerlitz, grande vitrine. T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 10 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

TRANS-VOICES. American Center, 51, rue de Bercy (44-73-77-77). T.J. et mar. et dim. de 8 h à 19 h. Jusqu'au 19 décembre.

VERS UNE ATTITUDE PHOTOGRAPHIQUE. Œuvre d'œuvres photographiques. Caisse des dépôts et consignations, 65, rue de Valenciennes (45-54-75-35). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

VISAGES. PHOTOGRAPHIES DE GOTTFRIED HELMWEIN. Moins de la photo. Espace d'Architecture, 121, rue de Lille (42-05-85-89). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

JEAN-LOUIS BILWEIS. Galerie 1900-2000, 9, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

JULIEN BLAINE. Galerie J. et J. Dorgny, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 14 novembre. J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

ALBERTO MAGNELLI. Galerie Latamini, 88, bd de Courcelles (47-83-03-95). Jusqu'au 20 novembre.

LOUISE MAISON. Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 6 décembre.

CHRISTIAN MARCLAY. The Wind Sec-

GALERIES

ECKARD ALKER. Galerie Diane Maréchal, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 28 novembre.

MARCEL ALOCCO. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 31 octobre.

ALQUIN. Sculptures et dessins. Galerie du Jour Agnès, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 31 octobre.

ATTESEE. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-08-10). Jusqu'au 21 novembre.

ANDRÉ BEAUDIN. Galerie Framond, 3, rue des Saints-Pères (42-60-74-78). Jusqu'au 15 décembre.

REINER BERGMANN. Galerie Philippe Carré, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 31 octobre.

PHILIPPE BEZARD. Les petites Chinoises. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-04-84). Jusqu'au 15 novembre.

JEAN-LOUIS BILWEIS. Galerie 1900-2000, 9, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

JULIEN BLAINE. Galerie J. et J. Dorgny, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 14 novembre. J. et mar. de 10 h à 19 h. Du 30 octobre au 27 novembre.

ALBERTO MAGNELLI. Galerie Latamini, 88, bd de Courcelles (47-83-03-95). Jusqu'au 20 novembre.

LOUISE MAISON. Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 6 décembre.

CHRISTIAN MARCLAY. The Wind Sec-

tion. Galerie Jennifer Flay, 7, rue Dabouly (48-87-40-02). Jusqu'au 28 novembre.

GIORDANO BONORA. Moins de la photo. Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 21 novembre.

LE BOUTIC. DENIS RIVIÈRE. ANTONI TAULE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 29 novembre.

LOUISE BOURGEOIS. Galerie Karsten Griva, 5, rue Dabouly (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier 1993.

VERONIQUE BOUTINOT. Galerie Arlet, 21, rue Guénégaud (43-54-67-01). Jusqu'au 14 novembre.

BRUNO BREITWIESER. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (45-33-52-48). Jusqu'au 13 novembre.

JOL. GRISSE. Galerie Philippe Gravier, 28, rue de Valenciennes (42-22-12-78). Jusqu'au 14 novembre.

JAMES BROWN. Galerie Lalong, 13, rue de Tolérance (45-83-13-19). Jusqu'au 28 novembre.

JOEL GRISSE. Galerie Philippe Gravier, 28, rue de Valenciennes (42-22-12-78). Jusqu'au 14 novembre.

CLAUDE CAHUN. Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 26 novembre.

CÉSAR. Ave Lamine. Galerie Beaubourg, 28, rue de Valenciennes (42-71-20-50). Jusqu'au 7 novembre.

CHANG KAI-YUEN. Galerie Bellefroid, 6, rue Dabouly (42-72-08-33). Jusqu'au 14 novembre.

JEAN COUSIN. Galerie Peinture fraîche, 28, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Du 3 novembre au 28 novembre.

BEYERARD COUSINIER. Galerie Jorge Aylawsky, 14, rue des Tailleurs (45-08-58-23). Du 29 octobre au 29 novembre.

DAROCIA. Galerie Kéfi, 50, rue Mazurine (42-28-23-23). Jusqu'au 1^{er} novembre.

JEAN DEGOTTET. Galerie Charles Sablon, 21, av. de Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 31 octobre.

JEHAN DE VILLIERS. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 7 novembre.

JEAN-PIERRE OUBORD. Galerie Wally Findlay, 2, av. Maignon (42-25-70-74). Jusqu'au 20 novembre.

BEYERARD COUSINIER. Galerie Alexandre Vivas, 12, rue Bouchardon (42-38-63-12). Jusqu'au 28 octobre.

HAROLD EDGERTON. Le temps arrêté. Galerie Gérard Pitzer, 79, avenue des Champs-Élysées (43-59-00-07). Jusqu'au 5 décembre.

ENDO. Galerie Guthrie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 21 novembre.

MAX ERNST. Les sculptures de Saint-Martin d'Ardeche. Galerie Eric Touchette, 54, rue Mazurine (43-28-85-86). Jusqu'au 12 décembre.

L'EXPOSITION NOIRE ET BLANCHE

LEONOR FINI. Galerie Diercke, 4, rue Saint-Pierre (42-78-08-36). Jusqu'au 28 novembre.

HELMUT FEDERLE. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 14 novembre.

LEONOR FINI. Galerie Diercke, 4, rue Saint-Pierre (42-78-08-36). Jusqu'au 28 novembre.

ALAIN FLEISCHER. Moins de la photo. Galerie Mehdi Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 28 novembre.

GIUSEPPE GALLO. Galerie Di Mac, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 21 novembre.

SIGRID GLOERFELT. Galerie Stadler, 51, rue de Valenciennes (42-26-81-10). Jusqu'au 1^{er} novembre.

ANDY GOLDSWORTHY. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-29-08-68). Jusqu'au 7 novembre.

JUTTA KIEHL. Galerie Darbasse Sperry, 8, rue Jacques-Carlier (43-54-78-41). Jusqu'au 31 octobre.

EVE GRAMATZKI. Galerie Bernard Jordan, 82-84, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 12 décembre.

THOMAS GRUNFELD. Galerie Jousse-Sequin, 32-34, rue de Cheronne (47-00-32-38). Jusqu'au 28 novembre.

HECTOR GUIMARAOE ET LE FER. Galerie 13, rue de Valenciennes (45-54-75-35). Jusqu'au 19 décembre.

JAMES GUTET. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 28 novembre.

BIMON. Galerie Kéfi, 50, rue Mazurine (42-28-23-23). Jusqu'au 1^{er} novembre.

ALAIN FLEISCHER. Moins de la photo. Galerie Mehdi Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 28 novembre.

GIUSEPPE GALLO. Galerie Di Mac, 9, rue

ÉCONOMIE

Les prévisions des instituts de conjoncture et le débat sur la politique économique

Les licenciements sous contrôle ?

Signe d'exaspération, M. Pierre Bérégovoy a durci le ton à propos des licenciements, en réponse à une question qui lui posait M. André Lajoinie, mercredi 28 octobre, à l'Assemblée nationale. En vingt-quatre heures, n'a-t-on pas appris que Cap Sesa allait réduire ses effectifs de 600 personnes, IBM-France de 1 500, et Chausson de 1 300 ?

Mais, par le contenu de sa réponse, le premier ministre n'a pas eu l'air de se laisser impressionner par la ligne dure, et par deux fois. En déclarant, pour le cas des entreprises du secteur privé, qu'il avait donné « son accord » pour « qu'aucun plan de licenciement [...] ne soit accepté dès lors qu'il ne comprend pas de mesures de conversion à la clé ». En affirmant, pour ceux des entreprises publiques, que « aucun plan de licenciement ne sera accepté si, auparavant, il n'y a pas eu de discussions entre partenaires sociaux et direction de l'entreprise pour voir si l'on peut trouver une solution, soit par la réorganisation du travail, soit par la réduction du temps de travail, qui permette de sauvegarder le maximum d'emplois ».

En réalité, et en droit, les pouvoirs publics ne disposent plus de tels pouvoirs, depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, en 1987. Et ce même à l'égard des entreprises publiques, sauf à utiliser les moyens de pression de l'actionnaire principal. Ils ne peuvent plus rejeter un plan social si celui-ci ne fait pas appel à des aides de l'Etat et ne peuvent s'opposer, éventuellement, qu'aux licenciements de représentants du personnel. Tout autre est la situation quand une entreprise, pour mener à bien son opération, doit recourir à des préretraites FNE (Fonds national de l'emploi) ou à divers dispositifs de soutien qui supposent un financement public. La dérogation à l'emploi peut alors négocier des modifications ou même refuser d'octroyer des allocations.

Comment faire quand le gouvernement s'inquiète du peu de qualité de ces plans et de l'excès de licenciements « de précaution » ou « d'anticipation » ? Depuis octobre 1991, une circulaire du ministère du travail « recommande » d'être plus vigilant et de conseiller des mesures de conversion. Les pouvoirs publics se réservent ainsi la possibilité d'intervenir dans le processus de licenciement, et qu'ils n'y aient aucun travailleur intermittent. Trente-deux dockers âgés de plus de cinquante ans partent volontairement avec 65 % de leur salaire payé jusqu'à soixante-cinq ans. Les futurs ouvriers mensualisés bénéficieront d'un salaire mensuel d'au moins 10 000 francs, assorti de primes journalières.

ALAIN LEBEAUX

Accord entre dockers et patronat à Sète. — Les entreprises de manutention et les dockers CGT du port de Sète ont signé, mercredi 28 octobre, un protocole d'accord sur la réorganisation du travail sur les quais. Il prévoit que soixante-quatre dockers seront mensualisés et qu'il n'y aura aucun travailleur intermittent. Trente-deux dockers âgés de plus de cinquante ans partiront volontairement avec 65 % de leur salaire payé jusqu'à soixante-cinq ans. Les futurs ouvriers mensualisés bénéficieront d'un salaire mensuel d'au moins 10 000 francs, assorti de primes journalières.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a rejeté, mardi 27 octobre, devant le Conseil économique et social (CES), toute idée de dévaluation du franc, déclarant qu'il « est d'autant plus nécessaire de maintenir fermement le cap de notre politique économique que l'environnement international est incertain ». La CES a adopté, mercredi 28 octobre, un projet d'avis qui se prononce pour une politique de « relance sélective ».

Par ailleurs, l'INSEE a publié, mercredi 28 octobre, son analyse de conjoncture économique pour le deuxième semestre 1992. L'institut n'est guère plus optimiste que la plupart des organismes de conjoncture : révisant à la baisse la croissance pour 1992 (2 % au lieu de 2,5 % annoncés en début d'année), l'INSEE juge « difficile » d'anticiper « à brève échéance » une reprise de l'activité économique.

« Alors que le premier semestre [1992] est resté dans la tendance du second semestre 1991, la croissance s'affaiblit dans la deuxième moitié de l'année », l'analyse de conjoncture de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), publiée mercredi 28 octobre, n'apporte guère de note optimiste sur l'éventuelle reprise de l'activité économique. Selon l'institut, la croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand sera, en 1992, de l'ordre de 2 % et moyenne annuelle, alors qu'il prévoyait en début d'année + 2,5 % (le Monde du 24 avril).

La bonne tenue des exportations françaises au premier trimestre 1992, qui avait supporté l'activité en fin d'année 1991 et au début 1992, ne s'est pas confirmée : les exportations « se sont tassées dès le deuxième trimestre et ne sont pas relayées par la demande intérieure » (voir le graphique), souligne l'organisme, qui précise que les gains de « compétitivité-prix » de l'industrie française ne sont pas suffisants pour compenser l'affaiblissement de la demande mondiale.

Autre facteur de morosité : le recul de l'investissement des entreprises sera « de plus grande ampleur en 1992 qu'en 1991 », note l'INSEE, qui prévoit une baisse de volume de 4 % en 1992. Deux éléments affectent, selon l'INSEE, l'investissement des entreprises : l'incertitude de la reprise de la demande et l'« effet négatif » des taux d'intérêt élevés sur la « rentabilité ».

L'institut souligne que l'effort d'investissement mené à la fin des années 80 a permis une rénovation et un accroissement des capacités de production au point que « celles-ci sont à l'heure actuelle jugées suffisantes », poursuit l'étude, mais souligne que le faible niveau des taux d'utilisation — approchant 80 % pour l'industrie manufacturière — laisse une marge aux entreprises.

Seul signe encourageant, l'inflation est contenue — le glissement annuel des prix à la consommation s'est établi à 2,6 % en septembre,

Le Conseil économique et social souhaite une « relance sélective »

Le rapport de conjoncture du Conseil économique et social (CES) sur le second semestre 1992 a été présenté, mardi 27 octobre, par M. José Bidegain, rapporteur d'un projet d'avis au gouvernement. Alors que les principaux instituts de conjoncture révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1992, M. Bidegain n'a pas manqué de critiquer le rapport économique, social et financier rédigé par le gouvernement en septembre lors de la présentation du projet de loi de finances, pour 1993.

« La stratégie de désinflation compétitive (...) n'est pas suffisante à elle seule pour sortir de la croissance faible et de la crise de l'emploi », a souligné le rapporteur qui a rappelé que, malgré les bonnes performances de la France en matière de prix et de commerce extérieur, le pays « connaît toujours un taux de chômage supérieur à la moyenne européenne ». Ne partageant pas l'optimisme du gouvernement quant à la « reprise de la consommation (interne) et de l'investissement » pour 1993, M. Bidegain a souhaité que soient évitées « une société duale et une explosion sociale ».

M. Bidegain a invité le gouvernement à définir une politique de « relance sélective », consistant en des mesures de soutien dans des secteurs qui jouent « un rôle essentiel » (construction de logements,

travaux publics...). Le CES ne prône-t-il pas, dans le même temps, une diminution du déficit public ? Selon M. Bidegain, la contradiction peut être levée notamment grâce à la « cession par l'Etat d'une part du capital de certaines entreprises publiques (...) ».

Rejeter toute « reprise de l'inflation »

Intervenant dans le débat, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a une nouvelle fois insisté sur la nécessité de « maintenir le cap d'une politique économique saine en faveur de la croissance et de l'emploi ». La croissance de la France est appelée à « s'accroître » en 1993, a déclaré M. Sapin, reprenant la prévision de 2,6 % de croissance annoncée par le gouvernement pour 1993, alors que la plupart des instituts de conjoncture anticipent une croissance comprise entre 1,5 % et 2 %.

« Le franc est une monnaie stable et le restera », a précisé le ministre avant de rejeter toute « reprise de l'inflation ». Arguments à l'appui, M. Sapin n'a pas manqué de mentionner deux faits : les taux d'intérêt, qui ont baissé d'environ un point en Allemagne au cours du dernier mois et le dollar « qui a repris 8 % depuis début octobre ».

O. P.

L'INSEE revoit à la baisse la croissance française en 1992

« Alors que le premier semestre [1992] est resté dans la tendance du second semestre 1991, la croissance s'affaiblit dans la deuxième moitié de l'année », l'analyse de conjoncture de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), publiée mercredi 28 octobre, n'apporte guère de note optimiste sur l'éventuelle reprise de l'activité économique. Selon l'institut, la croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand sera, en 1992, de l'ordre de 2 % et moyenne annuelle, alors qu'il prévoyait en début d'année + 2,5 % (le Monde du 24 avril).

La bonne tenue des exportations françaises au premier trimestre 1992, qui avait supporté l'activité en fin d'année 1991 et au début 1992, ne s'est pas confirmée : les exportations « se sont tassées dès le deuxième trimestre et ne sont pas relayées par la demande intérieure » (voir le graphique), souligne l'organisme, qui précise que les gains de « compétitivité-prix » de l'industrie française ne sont pas suffisants pour compenser l'affaiblissement de la demande mondiale.

Autre facteur de morosité : le recul de l'investissement des entreprises sera « de plus grande ampleur en 1992 qu'en 1991 », note l'INSEE, qui prévoit une baisse de volume de 4 % en 1992. Deux éléments affectent, selon l'INSEE, l'investissement des entreprises : l'incertitude de la reprise de la demande et l'« effet négatif » des taux d'intérêt élevés sur la « rentabilité ».

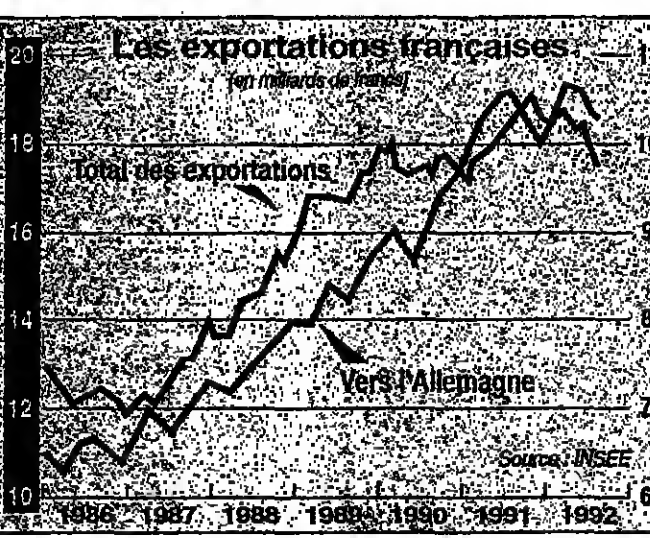
L'institut souligne que l'effort d'investissement mené à la fin des

années 80 a permis une rénovation et un accroissement des capacités de production au point que « celles-ci sont à l'heure actuelle jugées suffisantes », poursuit l'étude, mais souligne que le faible niveau des taux d'utilisation — approchant 80 % pour l'industrie manufacturière — laisse une marge aux entreprises.

Seul signe encourageant, l'inflation est contenue — le glissement annuel des prix à la consommation s'est établi à 2,6 % en septembre,

contre 3,1 % fin 1991 — permettant « des gains de pouvoir d'achat au second semestre ». « Le retour de la confiance serait de nature à faire redémarrer la consommation », poursuit l'étude tout en soulignant que, ce dernier, est en sursis, en ce qui concerne la « modération des coûts salariaux », les dernières enquêtes dans l'industrie permettent « difficilement d'anticiper à brève échéance une reprise de l'activité ».

O. P.



Après les bonnes performances enregistrées en 1991 et au premier trimestre 1992, les exportations françaises se sont tassées dès le deuxième trimestre, suite au ralentissement de la demande, notamment en provenance de l'Allemagne.

Un rapport du conseil des impôts

L'immobilier malade de sa fiscalité

Clarifier et stabiliser. Telles sont les deux grandes recommandations faites par le conseil des impôts dans un rapport très critique sur la fiscalité de l'immobilier. Ce document, le premier du genre, apporte de l'eau au moulin des professionnels qui ne cessent d'affirmer qu'ils sont victimes d'une inégalité, surtout lorsqu'ils comparent leur fiscalité avec celle des valeurs mobilières.

Au total, le produit de l'ensemble des impôts assis sur le patrimoine immobilier urbain bâti (immeubles d'habitation, professionnels...) est évalué à 193 milliards de francs en 1989 en hausse de 52,5 % en cinq ans (126 milliards de francs en 1984). Sur ce total, la TVA rapportait 90,7 milliards de francs en 1989, à comparer avec 67,7 milliards en 1984. Rapportée à la valeur du patrimoine, la pression fiscale monte ainsi à 1,24 % en 1989, supérieure de 20 % à ce qu'elle était en 1984 (1,04 %).

« Non seulement ce niveau de pression fiscale peut paraître élevé, mais il est, quel qu'il soit, le type de bien ou l'agent retenu, sensiblement plus fort en 1989 qu'en 1984 », commente le conseil.

La construction supporte 40 % de la charge, la détention également. 20 % frappent la transmission des immeubles. Le conseil souligne notamment le bond (70 %) de cette dernière : par exemple, les produits venus des seuls droits de mutation à titre onéreux ont monté de 113 % entre 1985 et 1989, soit une croissance de près de 21 % par an. Si l'Etat continue de recueillir la plus grosse partie de la fiscalité frappant l'immobilier (62,8 % en 1989), sa part relative baisse par rapport à 1984 (67,8 %), en raison de la croissance plus rapide de l'impôt immobilier local (plus 12 % et plus 7 % respectivement en moyenne). « Impositions locales, la taxe foncière sur les propriétés bâties, les droits de mutation à titre onéreux et les taxes d'urbanisme sont d'un ren-

dement dont la forte augmentation s'accompagne d'une hétérogénéité préoccupante des situations locales ».

Hétérogène, la fiscalité immobilière pèse sur le parc local social. L'est également : le parc social « de fait » n'est bénéficiaire en pratique d'aucune véritable aide fiscale », alors que les HLM la concentrent totalement « sans pour autant toujours accueillir, conformément à sa vocation, des ménages à ressources modestes ». Le conseil se prononce donc « contre toute extension des dispositions fiscales propres aux HLM et contre toute prorogation de leur durée d'application. Il estime en outre que leur maintien, dans le coût varie entre 6 et 7 milliards de francs, devrait être subordonné à un respect plus strict de la mission sociale » qui leur est confiée. Une proposition parmi d'autres qui suscitait certainement une levée de boucliers chez les intéressés.

F. V.

Le Crédit national envisage une stagnation de l'activité jusqu'au printemps

Le scénario le plus probable pour l'économie française est une stagnation de l'activité jusqu'au printemps 1993, suivie d'une amélioration progressive, estime le Crédit national, qui vient de se doter d'une nouvelle « identité visuelle », un logo représentant un arc bleu sur fond rouge.

Pour son directeur des études, M. Dominique Vallet, cette stagnation d'une année (du deuxième trimestre 1992 au deuxième trimestre 1993) correspond à une progression moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 %, de 1992 à 1993, après 1,9 % de 1991 à 1992. L'aggravation des tensions et des doutes et le comportement attentiste, voire restrictif, de l'ensemble des agents économiques ne permettent pas d'envisager une reprise à court terme.

Au-delà du deuxième trimestre 1993, la rigidité des évolutions normales de revenus à court terme implique une hausse du pouvoir d'achat de 1,5 % par an et donc une orientation plus dynamique de la consommation des ménages. Cette dernière viendra prendre le relais des performances commerciales et des gains de parts de marché, qui ont assuré 1,4 % sur 1,8 % de croissance au premier semestre 1992.

La baisse des prix en dollars du pétrole et des matières premières importées, conjuguée avec la dépréciation de la livre, de la lire et de la peseta, induit un net recul du prix des produits intermédiaires et une baisse d'un demi-point du rythme d'inflation, qui pourra s'établir pendant quelques mois au-dessous de

2,5 % par an. Ce phénomène devrait favoriser la croissance de la consommation. Enfin, la décade des taux d'intérêt, qui pourrait s'amorcer au début de l'année prochaine, fera naître des anticipations moins sombres de la part des agents économiques. Toutefois, estime M. Lyon-Caen, président du Crédit national, et M. Vallet, ce scénario « fait apparaître les bénéfices et les limites de la stratégie de désinflation compétitive mise en œuvre depuis 1983. Hier nécessaire pour replacer la France dans la compétition internationale, elle apparaît aujourd'hui insuffisante, voire impensable à endiguer le chômage, plus important et surtout plus long que chez nos voisins ».

Le Crédit national enregistre sur les huit premiers mois de 1992 une baisse de 15 % des demandes de crédits, après trois années très fortes. Le président du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, M. Michel Prada, fait état d'une « cassure » de la demande de prêts en septembre, de l'ordre de 25 %, attribuée à un changement d'attitude pendant l'été rehaussant un certain attentisme des chefs d'entreprise, dont il ne sait pas s'il est profond et durable ou seulement psychologique. Toute possibilité d'éclaircie serait liée à l'apparition d'un signal collectif significatif. Un tel signal ne saurait se manifester avant les élections législatives de mars 1993, au plus tôt.

FRANÇOIS RENARD

Un mois après la tourmente monétaire

La Banque de France ramène le taux des prises en pension à 10,5 %

Profitant de la baisse des taux d'intérêt à très court terme observée depuis plusieurs semaines sur le marché parisien, la Banque de France a annoncé, jeudi 29 octobre, une diminution de l'un de ses taux d'intérêt directeurs, celui des prises en pension à 5-10 jours, de 13 % à 10,5 %. Elle a, en revanche, laissé inchangé le principal taux directeur, celui de l'escompte (ou des appels d'offres), à 9,60 %. Les pensions permettent d'aligner, en comptant des appels d'offres, les établissements bancaires en liquidités.

Les autorités monétaires ont donc ramené le taux des pensions à son niveau précédent la tourmente monétaire de septembre. « C'est un retour à la situation normale », commentait jeudi un responsable gouvernemental français. Le 23 septembre, alors que le franc subissait de très violentes attaques spéculatives, le taux des prises en pension avait été relevé de 10,5 % à 13 %, alors que, sur le marché, le jour le jour — celui des échanges interbancaires — montait jusqu'à près de 30 %. La fin de la tourmente monétaire de septembre s'est traduite par un assouplissement du crédit dans plusieurs pays européens, aussi bien en Italie et en Angleterre, dont les monnaies ont quitté le mécanisme

de change du SME (système monétaire européen), qu'en Allemagne et dans les pays voisins. En France, la Banque de France est intervenue au cours du mois d'octobre pour reconstruire les 160 milliards de francs de réserves déversés au cours de la crise afin de défendre la parité de la monnaie française, et le cours du mark s'est stabilisé autour de 3,39 francs, tandis que le taux d'intérêt se sont peu à peu détendus. Le taux au jour le jour se situait jeudi à 8,85 %.

De nombreux opérateurs s'attendent maintenant à une baisse du taux de l'escompte, fixé à 9,60 % depuis le 23 décembre 1991. Il faudrait pour cela, estiment les spécialistes, que l'écart entre le rendement des obligations françaises et allemandes puisse être encore diminué, afin de limiter les risques de nouvelles attaques contre la monnaie française. Jeudi, le taux des emprunts d'Etat allemands à 10 ans s'établissait à 7,28 %, tandis que celui de l'OAT à 10 ans (obligation assimilable du Trésor) était de 8,17 %.

M. Michel Sapin, ministre de l'économie, a souligné, le 29 octobre, « l'évolution encourageante des taux d'intérêt à long terme ».

F. L.

(Publicité)
AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTES PUBLIQUES
Voie nord du pont René-Thénat
dénommée « voie G »

Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération orléanaise (SIVOMAO)

VILLE D'ORLÉANS

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé, en mairie d'ORLÉANS, du lundi 26 octobre 1992 au vendredi 27 novembre 1992 inclus, à deux enquêtes publiques.

- préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie nord du pont René-Thénat, dénommée « voie G », pour la section comprise entre le boulevard Marie-Stuart et le boulevard Aristide-Brion;
- préalable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols pour le secteur concerné.

Durant toute la durée des enquêtes, du lundi 26 octobre 1992, au vendredi 27 novembre 1992 inclus, excepté le mercredi 11 novembre, les dossiers relatifs à ces enquêtes seront tenus à disposition du public, en mairie d'ORLÉANS, où toute personne intéressée pourra les consulter, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux :

- du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 heures sans interruption.

Des registres seront tenus à disposition des personnes qui désireraient formuler des observations sur les différents projets concernés, et pourront ainsi, soit les consigner par écrit, soit les adresser au commissaire-enquêteur en mairie d'ORLÉANS, siège de l'enquête, à l'attention de :

- M. Pierre GADY, ingénieur TPE en retraite.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public, en mairie d'ORLÉANS.

- le jeudi 5 novembre 1992, après-midi, de 14 heures à 17 heures,
- le lundi 9 novembre 1992, après-midi, de 14 heures à 17 heures,
- le mardi 12 novembre 1992, après-midi, de 14 heures à 17 heures,
- le mercredi 17 novembre 1992, après-midi, de 14 heures à 17 heures,
- le vendredi 27 novembre 1992, après-midi, de 14 heures à 17 heures.

Les rapports et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public à partir du 11 janvier 1993, pendant une durée de 1 an, en mairie d'ORLÉANS et à la Préfecture du Loiret — direction des Relations avec les collectivités territoriales — 1^{er} bureau.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFPI**CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT
EN TRÈS SENSIBLE AUGMENTATION**

Le Conseil d'Administration, réuni le 27 octobre 1992 sous la présidence de M. Claude HESS, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1992 :

	SOCIÉTÉ MÈRE MF % 92/91	CONSOLIDÉ MF % 92/91
Chiffres d'affaires net	932,6 + 3,8	1 301,7 + 16,0*
Résultat d'exploitation	105,7 + 42,6	140,5 + 41,9
Amortissements	36,9 + 43,6	52,9 + 50,2
Résultat financier	34,8 + 88,1	42,8 + 58,2
Résultat courant avant impôts	33,9 + 13,7	44,7 + 21,9
Impôts	15,0 + 100,0	19,2 + 83,9
Bénéfice net	21,9 - 4,6	17,8 - 24,4
Capacité d'autofinancement	56,7 + 33,6	72,4 + 22,7

* A périmètre identique + 6,5%.

L'évolution favorable du chiffre d'affaires et de la marge brute ainsi que la maîtrise des coûts d'exploitation ont permis une amélioration sensible du résultat d'exploitation de la société mère et du Groupe qui inclut dorénavant les sociétés G. RUFF GbmH (Allemagne) et OAG (Autriche).

Toutefois, en raison de l'accroissement des charges financières et fiscales, le bénéfice net est en retrait sur celui de l'exercice précédent.

Cependant, l'exercice se caractérise par la très sensible augmentation de la capacité d'autofinancement.

Pour l'exercice en cours, compte tenu de l'environnement économique actuel et de l'absence d'indices de reprise d'activité, le niveau des ventes et de rentabilité devrait peu varier.

Lors de l'Assemblée Générale, il sera proposé aux actionnaires le versement d'un dividende de 11 F (+ avoir fiscal), contre 10 F au titre de l'exercice précédent.

141 000 LECTEURS du Monde
exercent une
PROFESSION LIBÉRALE.
Le Monde est leur
premier titre d'information.
(IPSOS 92)

مركزا من لاهل

ÉCONOMIE

Après le Crédit local de France, Elf et Total

**L'Etat engage la privatisation
partielle de Rhône-Poulenc**

Dans un communiqué diffusé le jeudi 29 octobre dans la matinée, le ministère de l'économie et des finances a annoncé son intention de céder une partie de la participation de l'Etat [56,9 %] dans le capital du groupe chimique Rhône-Poulenc. Les pouvoirs publics devraient mettre sur le marché boursier au moins 6 millions d'actions, soit 10,6 % du capital, dans les tout prochains mois.

A l'issue de cette opération de privatisation partielle, le secteur public devrait toutefois, précise le communiqué, rester majoritaire dans le tour de table de Rhône-Poulenc. Cette privatisation partielle, qui fait suite à celles du Crédit local de France en novembre 1991, d'Elf-Aquitaine en mars et de Total en juin, devrait rapporter environ 3 milliards de francs dans les caisses de l'Etat.

La crise monétaire de la fin du mois de septembre a rendu les marchés financiers bien fragiles. Dans ce contexte, on croyait les pouvoirs publics résignés à ne pas procéder à de nouvelles opérations de privatisations partielles. Apparemment, les contraintes budgétaires en ont décidé autrement.

Les 3 milliards de francs, environ, qui seront ainsi rapportés au budget de l'Etat seront principalement orientés vers les dotations en capital des entreprises publiques, a précisé M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, lors de son traditionnel point de presse le jeudi 29 octobre. On indique aussi, à Bercy, que cette opération favorisera le développement du groupe en renforçant et en simplifiant sa structure financière.

Ce sont au moins 6 millions d'actions détenues par les pouvoirs publics, soit 10,6 % du capital, sur un total de 32,3 millions qui seront cédées. Les 11,7 millions de certificats d'investissement prioritaires (20,6 % du capital) dépourvus de droits de vote et actuellement cotés

à la Bourse de Paris ainsi que les titres participatifs (TP) déjà émis par le groupe, dont la cotation était suspendue jeudi matin, seront transformés en actions de plein exercice avec droit de vote. La parité d'échange retenue sera d'un certificat ou un TP pour une action. Les investisseurs auront, alors, accès à un marché d'actions ordinaires de Rhône-Poulenc, unifié et d'une meilleure liquidité. Ces actions seront traitées sur les grandes places financières internationales. Les salariés de Rhône-Poulenc se verront réserver 10,5 % des actions mises sur le marché.

A l'issue de la privatisation partielle, le secteur public restera majoritaire dans le capital du groupe chimique. Aujourd'hui figurent aux côtés de l'Etat, actionnaire à 56,9 %, des entreprises publiques comme le Crédit lyonnais pour 9,8 %, les Assurances générales de France pour 8,6 % et divers autres groupes dont le total représente 8 % des titres. En tout, le secteur public, hors Etat, détient 20,8 % de Rhône-Poulenc.

Si, sur le plan financier, l'opération peut sembler précipitée, le choix de la privatisation de Rhône-Poulenc n'est pas à proprement parler étonnant. M. Jean-René Fourtou, président du groupe depuis juillet 1986, l'a réclamée avec une belle constance. Coïncidence ? M. Fourtou, qui devrait recevoir jeudi 29 octobre, dans la soirée, le titre de « manager de l'année » du *Nouvel Economiste*, en présence du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy a vu, pour partie, ses vœux exaucés. Pour partie seulement. Plutôt que de parler de privatisation, on préfère, à Matignon, parler de « simple redistribution d'actifs publics ».

Rhône-Poulenc a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 84 milliards de francs, dégageant pour les trois quarts hors de France. Le groupe chimique a été rattrapé sur la productivité, qui aujourd'hui compte pour 34,8 % des ventes.

ÉRIC LESER
et CAROLINE MONNOT**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Un « vivier » de 1 000 entreprises

**La banque CIO et Ouest-Atlantique s'associent
pour relancer la décentralisation industrielle**

Le Crédit industriel de l'Ouest (groupe CIC) et l'Association Ouest-Atlantique ont signé, mercredi 28 octobre, sous le parrainage de la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), une convention - la première du genre - aux termes de laquelle ils vont démarcher ensemble des industriels installés en région parisienne pour les inciter à transférer leurs installations et leurs sièges sociaux dans les régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes).

On estime à 1 000 environ le nombre d'entreprises d'Ile-de-France qui n'ont pas de raison

majeure d'y demeurer et dont la croissance pourrait aussi bien avoir lieu dans le grand Ouest. Les signataires de la convention mettent en avant quatre atouts spécifiques de ces régions : un prix au mètre carré construit égal au prix au mètre carré annuel locatif à Paris, des coûts de sous-traitance beaucoup moins élevés, une plus grande productivité de la main-d'œuvre, un taux d'absentéisme inférieur. Un fonds d'aide à la décentralisation (FAD) de 100 millions de francs est inscrit au budget de l'aménagement du territoire en 1993 pour favoriser ces transferts industriels.

TRANSPORTS

Présenté par la SNCF, la SNCB et British Rail

**« Eurostar » sera le futur service
ferroviaire transmanche**

La SNCF, la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et British Rail ont présenté, mercredi 28 octobre à la Défense, Eurostar, le nouveau service qui pourra bénéficier les voyageurs des trains à grande vitesse transmanche. Prévu au départ pour circuler à l'ouverture du tunnel, fin 1993, ces TGV spéciaux ne seront mis en service qu'au milieu de l'année suivante.

Ils relieront le centre de Paris à Londres en 3 heures, et la capitale britannique à Bruxelles en 3 h 15 mn puis dès 1996 en 2 h 40 mn grâce à la réalisation de lignes à grande vitesse en Belgique. Ces TGV, qui pourront atteindre la vitesse de 300 km/h en France, ne rouleront sur les voies britanniques modernisées qu'à 160 km/h. Il faudra attendre l'an 2000 pour que le Royaume-Uni s'équipe de lignes à grande vitesse. Au total, treize-huit rames ont été commandées à un

consortium européen mené par GEC-Alsthom, dont sept desserviront par la suite des villes de Grande-Bretagne au-delà de Londres. Chaque rame représente un investissement d'environ 210 millions de francs.

Ces TGV sont spécialement conçus pour utiliser les trois systèmes nationaux d'alimentation électrique et quatre systèmes de signalisation. Une quinzaine de trains circuleront dans la journée entre Paris et Londres ainsi qu'entre Londres et Bruxelles. La tarification sera modulable en fonction de l'offre et de la demande et tiendra compte de la concurrence des avions pour les touristes. Les titres de transport incluront le billet et la réservation et, pour des raisons de sécurité, un enregistrement est prévu en gare avant l'embarquement à bord d'Eurostar.

**ECOUTEZ
NRJ MUSIC TOUR...**Jeu gratuit
sans obligation d'achat.

POUR CONNAÎTRE LA FRÉQUENCE NRJ DE VOTRE VILLE TAPÉZ 3615 CODE NRJ - RUBRIQUE STA.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes**8^e arrdt**

RUE DE LIÈGE
Pierre de taille, STANDING
CHAMBRE DE SERVICE
Ser rue, Eau chaude.
185 000 F - 44-78-88-81

11^e arrdt

NATION près MÉTRO
Immobilier belges, STUDIO
Côté cuisine, TOUT CONFORT
3^e ét, ser rue, 285 000 F
02-57-42-70-04-64

PARMENTIER

locaux 3/4 P. 99 m²
salle de bain avec jacuzzi
chambre de service possible
2 200 000 F
Immo Mercadet 42-61-61-61

19^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Belle-Chauxmont.
Maison indépendante de la rue.
80 m². Jardin privatif.
1 bureau, 2 chambres, salle de
bains, 3 wc, cheminée.
43-80-30-40 (sauf bureau)
42-41-85-47 (le soir).

RÉALISATION**GESTIMM****21 STUDIOS
DANS PARIS**

DE 605 000 F
A 695 000 F
DE 32 A 37 M²

MÉHAIGNERIE**1992****JN****COMMERCIALISATION****40-35-68-97****20^e arrdt**

RAPPORT QUALITÉ-PRIX
GAMBETTA - 4 F. Stand, étal.
Parties, escal. 1 175 000 F.
Léon 42-63-38-68

locations**non meublées****offres****Paris**

AU PIED SACRÉ-CŒUR
2 P - 45 m², cuisine équipée,
s. de bain, wc, 5 000 F cc.
15 - 40-16-05-04

M^e RAMBUTEAU

Imm. neuf de standing
4 F. 112 m², 13 400 F +
800 F ch. + bor
3 F. 76 m², 9 000 F + 900 F ch. + bor
3 F. 82 m², 9 000 F + 800 F ch. + bor
2 F. 85 m², 8 400 F + 650 F ch. + bor
45-67-71-17, le matin.

M^e RAMBUTEAU

projeté BEAUBOURG
Imm. neuf de standing
4 F. 103 m² à partir de
18 300 F + 850 F ch.
3 F. 73 m² à partir de
9 000 F + 640 F ch.
box et cave comprise
45-67-71-17, le matin.

MAISONS-LAFFITTE

12 minutes Ecole

DU 4 AU 7 P

A vendre ou à louer
Appartement grand standing
avec terrasse et part.
Imm. neuf avec jardin.
Prox. commerces
Gare RER à 5 minutes.
Calme et confort.
Téléphone, seul samedi.
38-12-15-17

Région parisienne**SOISY-SUR-SEINE**

Pav. 4 P. 112 m². Jard. privé
500 m². Gar. Loyer 6 174 F.
Comm. 4 348 F. ADVANCE
65-65-24-32

locations**non meublées****demandes****Paris**

IMPORTANT GROUPE
IMMOBILIER recherche
pour clientèle séminaire,
dirigeants d'entreprises,
STUDIOS et APPTS en locat.
Loyers garantis - 44-78-88-81

Région parisienne

Dir. de société rech. 2 pos.
92-83-84-85. Mx. : 4 000 F.
Tél. : 42-09-54-53

villas**LOT-ET-GARONNE**

Vendé superbe villa 1977
4 pièces, 100 m² habitables.
Eau impotable.
Garage indépendant 42 m².
Terrain 5 000 m².
Prix : 700 000 F.
Tél. : 53-63-31-69

maisons**individuelles**

Jourville-le-Pont, résidentiel
immeuble, ville d'exception,
maison de ville duplex 140 m²,
terrasse-jardin 58 m².
19 000 F le m² moyen, frais
réduits, livraison immédiate
Immo Mercadet 42-61-61-61

bureaux**Locations**

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-65-17-50

Le Monde Pour passer vos annonces :
PUBLICITE



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

VIE DES ENTREPRISES

La recapitalisation de Worms et le conflit avec Suez

M. Peyrelevalde cherche à régler au plus vite les dossiers « chauds » de l'UAP

Les compagnies d'assurances n'échappent pas à la morosité ambiante. L'Union des assurances de Paris (UAP) a annoncé, mercredi 28 octobre une baisse de 59 % de ses profits pour les six premiers mois de l'année (le Monde du 29 octobre). Une « traction sèche » de la réalité qui reflète à la fois la poursuite de la dégradation de l'activité d'assurance-dommage, le reflux de M. Jean Peyrelevalde, président de l'UAP, de faire usage du moindre « cosmétique » sur ses comptes, et les mauvais résultats de la banque Worms, touchée par la crise de l'immobilier.

Un dossier « chaud » que la compagnie publique veut régler au plus vite. La banque Worms, filiale à 100 % de l'UAP, sera recapitalisée dans les prochaines semaines pour un montant supérieur à 1 milliard de francs, afin de supporter des

pertes qui pourraient approcher les 700 millions de francs sur l'année. La banque Worms doit être « hors d'eau quelque part dans l'année 1993 et des mesures nécessaires seront prises à cet égard », explique M. Peyrelevalde en soulignant qu'il n'était « pas question que les mauvais résultats s'étalent sur quatre ou cinq ans ».

Autre dossier encore plus épineux, celui du différend avec Suez au sujet de la participation minoritaire de l'UAP dans Victoire, filiale d'assurances de la Compagnie financière. A la tête de 34 % de Victoire depuis 1990, l'UAP cherche sans succès à sortir de sa position de minoritaire pour obtenir en échange le contrôle de la filiale allemande de Victoire, Colonia. Un conflit larvé qui traîne en longueur. Le président de l'UAP a une nouvelle fois confirmé qu'il négocie l'échange de sa participa-

tion dans Victoire. Les négociations sont en « approche finale » mais « je suis totalement incapable d'en prévoir l'issue », souligne M. Peyrelevalde.

« Si aucune entente ne se dégage, nous en resterons au statu quo », ajoute M. Peyrelevalde. Mais il n'est pas sûr que le maintien de la situation en l'état soit tolérable pour l'UAP. La compagnie est engagée dans une course contre la montre. Il lui faut réussir à débouler cette affaire avant mars 1993 et un éventuel changement de majorité à l'Assemblée nationale. Elle dispose d'ailleurs de moyens de pression non négligeables. Elle a franchi au début du mois d'octobre (le Monde du 13 octobre) le seuil des 10 % de droits de vote dans le capital de Suez, ce qui n'a pas été vraiment apprécié du côté de la Compagnie financière.

E. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

Le sidérurgiste néerlandais Hoogovens va devoir son plan d'assainissement. Enregistrant depuis le début de l'été des résultats encore plus mauvais qu'au premier semestre, qui s'était soldé par une perte de 228 millions de francs, le numéro un de la sidérurgie aux Pays-Bas, Hoogovens, s'attend à clore l'année sur un déficit avoisinant le milliard de francs. Cette contre-performance record s'explique par la concurrence des aciéries est-européennes et par la surcapacité de production des producteurs ouest-européens. La direction du groupe a fait savoir aux représentants du personnel, mercredi 28 octobre, qu'elle étudiait un durcissement du plan d'assainissement annoncé à la mi-septembre (le Monde du 16 septembre). Celui-ci

prévoyait la suppression de 4 500 des 14 000 emplois de la division « acier » d'ici à 1993. Les nouvelles mesures concernent les 12 000 autres salariés de Hoogovens, qui n'ont encore donné aucun ordre de grandeur des coupes complémentaires. (Corr.)

Chausson : projet de suppression d'emplois de 1 300 salariés. La direction de Chausson, filiale commune de Renault et Peugeot (près de 4 200 salariés), devrait annoncer, lundi 2 novembre, devant le comité central d'entreprise, un plan de suppressions d'emplois concernant près de 1 300 salariés. A côté de ce chiffre, mercredi 28 octobre, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, en précisant que sur ce total, 1 200 concerne-

raient l'usine de Montataire près de Creil, située dans sa circonscription. Selon d'autres sources dignes de foi, les suppressions d'emploi prévues dans le projet de la direction sont ainsi réparties : 1 104 à Montataire (sur 2 500), 161 à Genevilliers (Hauts-de-Seine), et 20 à la direction centrale d'Asnières, soit 1 285 en tout.

Cap Sesa : la direction confirme la réduction de 10 % des effectifs. Le groupe Cap Sesa (6 000 salariés), filiale française du holding international Cap Gemini Societ, première société de services informatiques en Europe, a confirmé mercredi la suppression prochaine de quelque 600 emplois, touchant à la fois Cap Sesa et ses filiales. « Le groupe Cap Sesa et ses filiales viennent de se résoudre à réduire leurs effectifs d'environ 10 %, ainsi qu'il ressort des projets soumis aux comités d'entreprise et d'établissement », indique un communiqué de la direction. Celle-ci explique ces mesures en faisant valoir que « personne ne se hasarde plus à prévoir que la sortie de la crise actuelle interviendra avant une assez longue période ». Le syndicat CFDT avait affirmé mardi que 600 suppressions d'emplois étaient programmées. Cap Gemini Societ a enregistré un recul de 20 % de son bénéfice net (part du groupe) au premier semestre 1992, à 142,5 millions de francs contre 179,2 MF au premier semestre 1991, et les prévisions pour l'ensemble de l'exercice 1992 ne tablent pas sur un redressement.

IBM France voudrait supprimer environ 1 500 emplois en 1993. La direction d'IBM France a convoqué, mardi 3 novembre, le comité central d'entreprise pour lui présenter ses projets de suppression d'emplois pour 1993, soit le départ d'environ 1 500 personnes en cumulant les pré-retraites, les départs volontaires et les départs « à l'ancienne ». La direction n'a pas de projet de licenciements secs, a-t-on indiqué auprès de la filiale française du géant informatique américain. Elle compte proposer aux syndicats des « initiatives originales », facilitant notamment le passage au travail à temps partiel de certains employés aujourd'hui à temps plein. Après deux ans de gel de l'embauche, elle doit également proposer d'embaucher 200 nouveaux cadres, dont une majorité de jeunes diplômés. Ces projets pour 1993 s'ils se confirment, interviendraient après la suppression de 2 300 emplois chez IBM France en 1992 et 2 300 en 1991. Depuis fin 1986, la filiale française du géant informatique américain a ainsi perdu près du quart de ses effectifs, qui sont passés de 21 859 à 16 634 fin 1992.

RÉSULTAT

Porsche : premier déficit de son histoire en 1991-1992. Porsche AG a été déficitaire pour la première fois de son histoire au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 juillet, avec des pertes de 65,8 millions de deutsche marks (222 millions de francs) contre un bénéfice de 17,1 millions de marks (66 millions de francs) en 1990-1991, a annoncé, mercredi 28 octobre, le constructeur automobile allemand. Le chiffre d'affaires du groupe a été de 2,7 milliards de marks (9,18 milliards de francs) contre 3,1 milliards en 1990-1991. La firme a vendu dans le monde entier 23 060 véhicules en 1991-92, contre 26 486 l'exercice précédent. Les ventes ont augmenté de 9,2 % en Allemagne, mais elles ont diminué de 26 % à l'étranger. Porsche, qui emploie actuellement 8 000 personnes, a annoncé 1 850 suppressions d'emplois d'ici le milieu de l'année prochaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIMENT FRANÇAIS

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1992

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre 1992, a arrêté les comptes consolidés du 1^{er} semestre 1992, dont les chiffres-clés sont les suivants, en millions de francs.

	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1991	%
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 572	1 974	-5,11
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 401	1 659	-15,5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	812	1 057	-23,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	138	1 084	
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-532	356	
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	-740	113	

(1) 1,4 % à périmètre constant.

- Les éléments exceptionnels dont le conseil d'administration a été informé le 7 octobre 1992 sont à l'origine du résultat opérationnel. Il s'agit dans la plupart des cas de dispositions de portage de titres de société, dont les conditions de sortie ne sont pas toutes arrêtées, mais qui nécessitent, dès le 30 juin 1992, la constitution de provisions destinées à couvrir :
 - des frais financiers et commissions diverses, à hauteur de 404 millions de francs, dont 96 millions au titre du 1^{er} semestre 1992;
 - Des moins-values potentielles à hauteur de 251 millions de francs, dont 143 millions de francs au titre du 1^{er} semestre 1992.
- En l'absence d'éléments exceptionnels (- 653 millions de francs), le résultat net, part du groupe, aurait été une perte de 85 millions de francs, à comparer au bénéfice de 113 millions de francs du 1^{er} semestre 1991.
 - En France, la baisse des tonnages vendus par CALCIA a été particulièrement forte (- 8,9 %). Elle n'a été que partiellement compensée par de nouvelles améliorations de performances de production et l'intégration de la COMPAGNIE OES CEMENTS BELGES (CCB) dans le dispositif industriel du nord de la France. Cette intégration s'est faite dans de bonnes conditions, mais l'utilisation de la capacité de production de CCB est encore insuffisante.
 - En Espagne, la légère augmentation des ventes de ciment sur le marché intérieur a été fortement contrariée par la poursuite des importations et leurs conséquences sur les prix de vente.
 - Aux États-Unis, on constate une faible reprise des ventes de ciment, mais une nouvelle dégradation des prix de vente : au Canada, les ventes de granulats et de béton enregistrent de nouveaux reculs.
 - Parmi les autres pays, seuls le Maroc et la Turquie enregistrent des performances satisfaisantes.
- Les investissements industriels du 1^{er} semestre se sont élevés à 939 millions de francs dont 216 pour la cimenterie neuve de Safi au Maroc et le nouveau four d'Ankara en Turquie. Les investissements financiers (1,6 milliard de francs) comprennent pour les deux tiers :
 - l'acquisition auprès d'ITALCEMENTI de deux cimenteries italiennes et d'une participation minoritaire dans une cimenterie à Chypre ;
 - le rachat de 13 % du capital de CEMENTS FRANÇAIS EUROPE, dont CEMENTS FRANÇAIS détient désormais 84 %.

PERSPECTIVES 1992

Les niveaux d'activité à fin octobre dans les pays où le groupe CEMENTS FRANÇAIS est implanté, en particulier en France, ne montrent pas de signes de reprise.

Les effets sur le second semestre des opérations exceptionnelles, mentionnées ci-dessus, devraient être compensés par l'économie de frais financiers provenant de l'augmentation de capital et les plus-values attendues sur la cession de certains actifs.

SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice net de CEMENTS FRANÇAIS au 30 juin 1992 ressort à 534 millions de francs.

Ce résultat tient compte :

- de l'essentiel des provisions exceptionnelles évoquées ci-dessus ;
- à l'inverse de la plus-value de 6 milliards de francs dégagée lors de la finalisation de l'activité cimenterie en France (CALCIA), qui est éliminée en consolidation.

مركزا من راصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 octobre ↓

Déprime

Après quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de Paris était déprimée, mercredi 28 octobre, alors qu'une nouvelle fois l'espoir d'une baisse prochaine des taux d'intérêt allemands s'éloigne. En recul de 0,84 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 ne cessait d'enregistrer des pertes pour s'inscrire en baisse de plus de 2 % dans la journée de l'après-midi. Le CAC 40 se replaçait en fin de séance pour s'écarter finalement de 1,35 % à 1 749,86 points. L'indice se retrouve ainsi à nouveau sous son niveau du début de l'année.

Principale cause de la morosité ambiante, le fait que, mercredi matin, la Bundesbank a alloué des liquidités à 8,75 %, soit un taux inchangé par rapport à la précédente opération. Pour les milieux financiers, c'est le signe que la Bundesbank ne modifiera pas sa politique monétaire jeudi lors de sa réunion bi-mensuelle. Par ailleurs, la hausse, plus forte que prévue, du PIB au troisième trimestre aux États-Unis ne parvient pas à dissiper les craintes sur la conjoncture américaine et plus encore sur les conséquences de l'élection présidentielle dans moins d'une semaine.

Enfin, les résultats semestriels des entreprises françaises continuent à être médiocres. L'UAP a annoncé une baisse de près de 60 % de son bénéfice pour les six premiers mois de l'année, et le titre a perdu 4,8 %. LVMH a indiqué que son chiffre d'affaires avait progressé de 3,1 % pour le seul premier mois de l'année, une progression jugée insuffisante par les analystes. L'action LVMH a abandonné 5,1 %.

E. L.

NEW-YORK, 28 octobre ↑

Progression

Wall Street s'est ressaisie mercredi 28 octobre dans l'après-midi après avoir enregistré des pertes modestes au cours de la matinée. En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé à 2 511,40 points en hausse de 15,67 points, soit une progression de 0,48 %. Le volume des transactions a été élevé, avec quelque 202 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse : 1 015 contre 718, alors que 816 actions sont restées inchangées.

Ce renversement de tendance s'est effectué en dépit de l'annonce d'une baisse de 0,4 % des commandes de biens durables aux États-Unis. Selon les analystes, une grande partie des gains du Dow Jones est à mettre au compte du bond du 6 dollars, à 53 dollars, du titre McDonnell-Douglas, malgré la publication la veille, après la clôture du marché, par la groupe américain d'une perte nette de 15 millions de dollars (39 cents par action) au troisième trimestre de 1992.

VALEURS	Cours de 27 oct.	Cours de 28 oct.
Alcoa	68 3/4	68 7/8
AT&T	44 1/8	44 1/4
Borg	38 3/8	38 1/2
Chemical Bank	24	24 1/4
Du Pont de Nemours	49 1/4	49 3/8
Emerson	41 7/8	42 1/2
GenCorp	62 3/4	62 1/2
Ford	29 7/8	29 1/2
General Motors	37 3/4	37 1/2
Goodyear	68 3/4	68 3/4
IBM	121 3/8	121 3/8
ITT	98 1/4	98 3/8
McD	54 1/8	54 1/4
Merck	74	74 1/2
Schmiedinger	67	67 1/2
Tecoco	62 1/4	62 1/4
Union Carbide	12 3/4	12 3/4
Union Tech.	12 3/8	12 3/8
Westinghouse	76	76
Xerox Corp.	76	76

LONDRES, 28 octobre ↓

Repli

Les valeurs ont terminé dans le rouge, mercredi 28 octobre, à la Bourse de Londres. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 18,4 points à 8 950,4 points, soit un recul de 0,7 %.

Ce mouvement de baisse, général dans tous les secteurs, a été amplifié par une série d'avis négatifs de maisons de courtage sur des titres vendus comme ici ou là. Seules les compagnies de distribution franchement haussières, ou plus, le maintien des taux d'intérêt allemands à 8,75 %, au même niveau que la semaine passée, lors des opérations de refinancement de la Bundesbank et de la baisse des taux d'intérêt, ont permis à quelques investisseurs, qui espéraient un abaissement rapide des taux d'intérêt britanniques, de voir leur position se dégrader.

TOKYO, 28 octobre ↓

Sous les 17 000 points

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse jeudi 28 octobre. En abandonnant 130,70 points (- 0,77 %), l'indice Nikkei est repassé sous la barre des 17 000 points pour finir à 16 937,71 points. Qualque 180 millions de titres ont été échangés, contre 200 millions environ mercredi.

Les investisseurs sont restés sur la touche préférant attendre que la saison des résultats de sociétés soit terminée et que commencent la session parlementaire. Les opérateurs ont été également déçus de voir que la réunion des directeurs régionaux de la Banque du Japon s'est achevée sans qu'aucune indication sur une éventuelle détente des taux n'ait été donnée.

VALEURS	Cours de 28 oct.	Cours de 29 oct.
Aluminium	1 280	1 270
Brasserie	1 120	1 110
Coca-Cola	1 200	1 190
F&B Bank	1 780	1 770
Honda Motors	1 250	1 240
Marubeni	1 130	1 120
Midland Heavy	541	530
Sony Corp.	4 020	3 990
Toyota Motors	1 300	1 290

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4325	4351	Intern. Computer	100	
BAC	23 70		(P.B.M.)	51 80	
Borée (Ly.)	521	508	Locam	70	
Boussier (Ly.)	228		Mars Comm	295 70	
CAI de l'ICCL	800	800	Molier	140	
Calsonic	196		N.S.C. Schenker	770	
Carfil	736	736	Publi-Filipac	362	
CEEP	185 10		Rebelle-Alp. (Ly.)	308	
CEP	258		Salco Invest (Ly.)	70	
CLM	980	980	Satco	160	
Colson	257		Sopra	288	
Conforama			STI	328 90	328
Crealis	111		Thomson H. (Ly.)	330	
Daphin	179		Unilog	238	
Dalme	950		Val et Co	95	
Demachy Worms Co.	320		Y. St-Laurent Groupe	864	875
Dowlaty	140				
Dowlaty	99				
Dollos	110				
Edison Beland	200				
Emp. Population	180 20	168 50			
Finco	107				
G.F.F. group (en l.)	48				
GLM	140				
Graph	720				
ICC	155				
Idemore	42 95				
Immob. Hélière	1000	1010			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 octobre 1992
Nombre de contrats estimés : 116 492

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	110,66	111,34	111,42
Précédent	110,52	111,10	110,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
111	0,38	1,59	0,81	1,33

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 18 624

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 750	1 765,50	1 782
Précédent	1 777	1 790	1 807

CHANGES

Dollar : 5,22 F ↑

Le dollar s'échangeait en légère hausse jeudi 29 octobre, à 5,22 francs contre 5,2075 francs la veille selon le cours indicatif de la Banque de France. A Paris, le franc était stable après l'annonce de la baisse du taux des primes en pension.

	28 oct.	29 oct.
FRANCFORT		
Dollar (en DM)	1,5346	1,5465
TOKYO	28 oct.	29 oct.
Dollar (en yens)	122,05	123,10

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (29 oct.) : 9,78 %
New-York (28 oct.) : 3 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 101
Valeurs étrangères : 85,50
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC 40 : 465,37
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1 714,48

NEW-YORK (indice Dow Jones)

27 oct. 28 oct.
Industrielles : 3 235,73 3 251,40
Londres (indice Financial Times) : 27 oct. 28 oct.
100 valeurs : 2 665,80 2 650,40
30 valeurs : 1 978,50 1 955,50
Mines d'or : 74,70 73,70
Fonds d'Etat : 93,53 94,18

FRANCFORT

27 oct. 28 oct.
Dax : 1 533,77 1 510,30

TOKYO

28 oct. 29 oct.
Nikkei Dow Jones : 17 068,41 16 937,71
Indice global : 1 292,39 1 287,13

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,2330	5,2360	5,3150	5,3210
Yen (100)	4,2562	4,2604	4,2099	4,2289
Ecu	6,6575	6,6625	6,6533	6,6637
Deutsche Mark	1,3905	1,3910	1,3978	1,4007
Franc suisse	3,8028	3,8108	3,8383	3,8464
Lire italienne (1000)	3,9272	3,9339	3,8786	3,8895
Livre sterling	8,2472	8,2572	8,2885	8,3144
Peseta (100)	4,7724	4,7796	4,7260	4,7490

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 7/16	3 9/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 3/8	3 3/4	3 1/2	3 5/8
Ecu	10 1/8	10 1/4	9 7/8	9 11/16	9 7/8	9 11/16
Deutsche Mark	8 13/16	9	8 3/4	8 15/16	8 1/4	8 1/2
Franc suisse	6 1/8	6 1/8	6 1/16	6 3/16	6	6 1/8
Lire italienne (1000)	14 1/2	15	14 1/4	14 3/4	13 3/8	13 7/8
Lire sterling	7 7/8	8 1/8	7 1/2	7 3/4	6 5/8	6 7/8
Peseta (100)	13 3/8	13 3/4	13 3/8	13 3/4	13 1/4	13 1/2
Franc français	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 5/16	9 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

INSEE
La référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1992-1993

Une véritable encyclopédie de poche
dans les

523 من لامل

HÉS FINANCIERS

Second marché PARIS

36-15

CHANGES

BOURSES

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

INSEE

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Vendredi 30 octobre 1992 19

31

BOURSE DU 29 OCTOBRE

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel																	
VALEURS		Cours	Précédent	Différence	%	VALEURS		Cours	Précédent	Différence	%	VALEURS		Cours	Précédent	Différence	%
4800	CAE 3%	4801	4800	+1	+0.02	188	Post-Minor	205	205.40	+0.40	+0.19	190	Post-Minor	205	205.40	+0.40	+0.19
4801	CAE 3%	4802	4801	+1	+0.02	189	Post-Minor	206	206.40	+0.40	+0.19	191	Post-Minor	206	206.40	+0.40	+0.19
4802	CAE 3%	4803	4802	+1	+0.02	190	Post-Minor	207	207.40	+0.40	+0.19	192	Post-Minor	207	207.40	+0.40	+0.19
4803	CAE 3%	4804	4803	+1	+0.02	191	Post-Minor	208	208.40	+0.40	+0.19	193	Post-Minor	208	208.40	+0.40	+0.19
4804	CAE 3%	4805	4804	+1	+0.02	192	Post-Minor	209	209.40	+0.40	+0.19	194	Post-Minor	209	209.40	+0.40	+0.19
4805	CAE 3%	4806	4805	+1	+0.02	193	Post-Minor	210	210.40	+0.40	+0.19	195	Post-Minor	210	210.40	+0.40	+0.19
4806	CAE 3%	4807	4806	+1	+0.02	194	Post-Minor	211	211.40	+0.40	+0.19	196	Post-Minor	211	211.40	+0.40	+0.19
4807	CAE 3%	4808	4807	+1	+0.02	195	Post-Minor	212	212.40	+0.40	+0.19	197	Post-Minor	212	212.40	+0.40	+0.19
4808	CAE 3%	4809	4808	+1	+0.02	196	Post-Minor	213	213.40	+0.40	+0.19	198	Post-Minor	213	213.40	+0.40	+0.19
4809	CAE 3%	4810	4809	+1	+0.02	197	Post-Minor	214	214.40	+0.40	+0.19	199	Post-Minor	214	214.40	+0.40	+0.19
4810	CAE 3%	4811	4810	+1	+0.02	198	Post-Minor	215	215.40	+0.40	+0.19	200	Post-Minor	215	215.40	+0.40	+0.19
4811	CAE 3%	4812	4811	+1	+0.02	199	Post-Minor	216	216.40	+0.40	+0.19	201	Post-Minor	216	216.40	+0.40	+0.19
4812	CAE 3%	4813	4812	+1	+0.02	200	Post-Minor	217	217.40	+0.40	+0.19	202	Post-Minor	217	217.40	+0.40	+0.19
4813	CAE 3%	4814	4813	+1	+0.02	201	Post-Minor	218	218.40	+0.40	+0.19	203	Post-Minor	218	218.40	+0.40	+0.19
4814	CAE 3%	4815	4814	+1	+0.02	202	Post-Minor	219	219.40	+0.40	+0.19	204	Post-Minor	219	219.40	+0.40	+0.19
4815	CAE 3%	4816	4815	+1	+0.02	203	Post-Minor	220	220.40	+0.40	+0.19	205	Post-Minor	220	220.40	+0.40	+0.19
4816	CAE 3%	4817	4816	+1	+0.02	204	Post-Minor	221	221.40	+0.40	+0.19	206	Post-Minor	221	221.40	+0.40	+0.19
4817	CAE 3%	4818	4817	+1	+0.02	205	Post-Minor	222	222.40	+0.40	+0.19	207	Post-Minor	222	222.40	+0.40	+0.19
4818	CAE 3%	4819	4818	+1	+0.02	206	Post-Minor	223	223.40	+0.40	+0.19	208	Post-Minor	223	223.40	+0.40	+0.19
4819	CAE 3%	4820	4819	+1	+0.02	207	Post-Minor	224	224.40	+0.40	+0.19	209	Post-Minor	224	224.40	+0.40	+0.19
4820	CAE 3%	4821	4820	+1	+0.02	208	Post-Minor	225	225.40	+0.40	+0.19	210	Post-Minor	225	225.40	+0.40	+0.19
4821	CAE 3%	4822	4821	+1	+0.02	209	Post-Minor	226	226.40	+0.40	+0.19	211	Post-Minor	226	226.40	+0.40	+0.19
4822	CAE 3%	4823	4822	+1	+0.02	210	Post-Minor	227	227.40	+0.40	+0.19	212	Post-Minor	227	227.40	+0.40	+0.19
4823	CAE 3%	4824	4823	+1	+0.02	211	Post-Minor	228	228.40	+0.40	+0.19	213	Post-Minor	228	228.40	+0.40	+0.19
4824	CAE 3%	4825	4824	+1	+0.02	212	Post-Minor	229	229.40	+0.40	+0.19	214	Post-Minor	229	229.40	+0.40	+0.19
4825	CAE 3%	4826	4825	+1	+0.02	213	Post-Minor	230	230.40	+0.40	+0.19	215	Post-Minor	230	230.40	+0.40	+0.19
4826	CAE 3%	4827	4826	+1	+0.02	214	Post-Minor	231	231.40	+0.40	+0.19	216	Post-Minor	231	231.40	+0.40	+0.19
4827	CAE 3%	4828	4827	+1	+0.02	215	Post-Minor	232	232.40	+0.40	+0.19	217	Post-Minor	232	232.40	+0.40	+0.19
4828	CAE 3%	4829	4828	+1	+0.02	216	Post-Minor	233	233.40	+0.40	+0.19	218	Post-Minor	233	233.40	+0.40	+0.19
4829	CAE 3%	4830	4829	+1	+0.02	217	Post-Minor	234	234.40	+0.40	+0.19	219	Post-Minor	234	234.40	+0.40	+0.19
4830	CAE 3%	4831	4830	+1	+0.02	218	Post-Minor	235	235.40	+0.40	+0.19	220	Post-Minor	235	235.40	+0.40	+0.19
4831	CAE 3%	4832	4831	+1	+0.02	219	Post-Minor	236	236.40	+0.40	+0.19	221	Post-Minor	236	236.40	+0.40	+0.19
4832	CAE 3%	4833	4832	+1	+0.02	220	Post-Minor	237	237.40	+0.40	+0.19	222	Post-Minor	237	237.40	+0.40	+0.19
4833	CAE 3%	4834	4833	+1	+0.02	221	Post-Minor	238	238.40	+0.40	+0.19	223	Post-Minor	238	238.40	+0.40	+0.19
4834	CAE 3%	4835	4834	+1	+0.02	222	Post-Minor	239	239.40	+0.40	+0.19	224	Post-Minor	239	239.40	+0.40	+0.19
4835	CAE 3%	4836	4835	+1	+0.02	223	Post-Minor	240	240.40	+0.40	+0.19	225	Post-Minor	240	240.40	+0.40	+0.19
4836	CAE 3%	4837	4836	+1	+0.02	224	Post-Minor	241	241.40	+0.40	+0.19	226	Post-Minor	241	241.40	+0.40	+0.19
4837	CAE 3%	4838	4837	+1	+0.02	225	Post-Minor	242	242.40	+0.40	+0.19	227	Post-Minor	242	242.40	+0.40	+0.19
4838	CAE 3%	4839	4838	+1	+0.02	226	Post-Minor	243	243.40	+0.40	+0.19	228	Post-Minor	243	243.40	+0.40	+0.19
4839	CAE 3%	4840	4839	+1	+0.02	227	Post-Minor	244	244.40	+0.40	+0.19	229	Post-Minor	244	244.40	+0.40	+0.19
4840	CAE 3%	4841	4840	+1	+0.02	228	Post-Minor	245	245.40	+0.40	+0.19	230	Post-Minor	245	245.40	+0.40	+0.19
4841	CAE 3%	4842	4841	+1	+0.02	229	Post-Minor	246	246.40	+0.40	+0.19	231	Post-Minor	246	246.40	+0.40	+0.19
4842	CAE 3%	4843	4842	+1	+0.02	230	Post-Minor	247	247.40	+0.40	+0.19	232	Post-Minor	247	247.40	+0.40	+0.19
4843	CAE 3%	4844	4843	+1	+0.02	231	Post-Minor	248	248.40	+0.40	+0.19	233	Post-Minor	248	248.40	+0.40	+0.19
4844	CAE 3%	4845	4844	+1	+0.02	232	Post-Minor	249	249.40	+0.40	+0.19	234	Post-Minor	249	249.40	+0.40	+0.19
4845	CAE 3%	4846	4845	+1	+0.02	233	Post-Minor	250	250.40	+0.40	+0.19	235	Post-Minor	250	250.40	+0.40	+0.19
4846	CAE 3%	4847	4846	+1	+0.02	234	Post-Minor	251	251.40	+0.40	+0.19	236	Post-Minor	251	251.40	+0.40	+0.19
4847	CAE 3%	4848	4847	+1	+0.02	235	Post-Minor	252	252.40	+0.40	+0.19	237	Post-Minor	252	252.40	+0.40	+0.19
4848	CAE 3%	4849	4848	+1	+0.02	236	Post-Minor	253	253.40	+0.40	+0.19	238	Post-Minor	253	253.40	+0.40	+0.19
4849	CAE 3%	4850	4849	+1	+0.02	237	Post-Minor	254	254.40	+0.40	+0.19	239	Post-Minor	254	254.40	+0.40	+0.19
4850	CAE 3%	4851	4850	+1	+0.02	238	Post-Minor	255	255.40	+0.40	+0.19	240	Post-Minor	255	255.40	+0.40	+0.19
4851	CAE 3%	4852	4851	+1	+0.02	239	Post-Minor	256	256.40	+0.40	+0.19	241	Post-Minor	256	256.40	+0.40	+0.19
4852	CAE 3%	4853	4852	+1	+0.02	240	Post-Minor	257	257.40	+0.40	+0.19	242	Post-Minor	257	257.40	+0.40	+0.19
4853	CAE 3%	4854	4853	+1	+0.02	241	Post-Minor	258	258.40	+0.40	+0.19	243	Post-Minor	258	258.40	+0.40	+0.19
4854	CAE 3%	4855	4854	+1	+0.02	242	Post-Minor	259	259.40	+0.40	+0.19	244	Post-Minor	259	259.40	+0.40	+0.19
4855	CAE 3%	4856	4855	+1	+0.02	243	Post-Minor	260	260.40	+0.40	+0.19	245	Post-Minor	260	260.40	+0.40	+0.19
4856	CAE 3%	4857	4856	+1	+0.02	244	Post-Minor	261	261.40	+0.40	+0.19	246	Post-Minor	261	261.40	+0.40	+0.19
4857	CAE 3%	4858	4857	+1	+0.02	245	Post-Minor	262	262.40	+0.40	+0.19	247	Post-Minor	262	262.40	+0.40	+0.19
4858	CAE 3%	4859	4858	+1	+0.02	246	Post-Minor	263	263.40	+0.40	+0.19	248	Post-Minor	263	263.40	+0.40	+0.19
4859	CAE 3%	4860	4859	+1	+0.02	247	Post-Minor	264	264.40	+0.40	+0.19	249	Post-Minor	264	264.40	+0.40	+0.19
4860	CAE 3%	4861	4860	+1	+0.02	248	Post-Minor	265	265.40	+0.40	+0.19	250	Post-Minor	265	265.40	+0.40	+0.19
4861	CAE 3%	4862	4861	+1	+0.02	249	Post-Minor	266	266.40	+0.40	+0.19	251	Post-Minor	266	266.40	+0.40	+0.19
4862	CAE 3%	4863	4862	+1	+0.02	250	Post-Minor	267	267.40	+0.40	+0.19	252	Post-Minor	267	267.40	+0.40	+0.19
4863	CAE 3%	4864	4863	+1	+0.02	251	Post-Minor	268	268.40	+0.40	+0.19	253	Post-Minor	268	268.40	+0.40	+0.19
4864	CAE 3%	4865	4864	+1	+0.02	252	Post-Minor	269	269.40	+0.40	+0.19	254	Post-Minor	269	269.40	+0.40	+0.19
4865	CAE 3%	4866	4865	+1	+0.02	253	Post-Minor	270	270.40	+0.40	+0.19	255	Post-Minor	270	270.40	+0.40	+0.19
4866	CAE 3%	4867	4866	+1	+0.02	254	Post-Minor	271	271.40	+0.40	+0.19	256	Post-Minor	271	271.40	+0.40	+0.19
4867	CAE 3%	4868	4867	+1	+0.02	255	Post-Minor	272	272.40	+0.40	+0.19	257	Post-Minor	272	272.40	+0.40	+0.19
4868	CAE 3%	4869	4868	+1	+0.02	256	Post-Minor	273	273.40	+0.40	+0.19	258	Post-Minor	273	273.40	+0.40	+0.19
4869	CAE 3%	4870	4869	+1	+0.02	257	Post-Minor	274	274.40	+0.40	+0.19	259	Post-Minor	274	274.40	+0.40	+0.19
4870	CAE 3%	4871	4870	+1	+0.02	258	Post-Minor	275	275.40	+0.40	+0.19	260	Post-Minor	275	275.40	+0.40	+0.19
4871	CAE 3%	4872	4871	+1	+0.02	259	Post-Minor	276	276.40	+0.40	+0.19	261	Post-Minor	276	276.40	+0.40	+0.19
4872	CAE 3%	4873	4872	+1	+0.02	260	Post-Minor	277	277.40	+0.40	+0.19	262	Post-Minor	277	277.40	+0.40	+0.19
4873	CAE 3%	4874	4873	+1	+0.02	261	Post-Minor	278	278.40	+0.40							

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, au palais de l'Élysée, mercredi 28 octobre, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été rendu public dont voici des extraits :

● Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres deux projets de loi portant ratification des ordonnances prises en application des lois du 4 janvier 1992 et du 28 décembre 1991 relatives à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer d'une part, dans la collectivité territoriale de Mayotte d'autre part. Vingt-deux ordonnances ont été prises en vertu de ces lois.

● Pompes funèbres

(Le Monde du 21 août)

● La qualité des transports collectifs urbains

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports a présenté une communication sur la qualité des transports collectifs urbains.

L'amélioration de la qualité de vie en ville dépend en grande partie d'un plus large usage des trans-

ports en commun, plus respectueux de l'environnement que l'automobile.

Dans la région parisienne, cette priorité se sera traduite par la réalisation, entre 1989 et 1993, d'un volume d'investissements égal à 35 milliards de francs dans le domaine des transports collectifs. Les subventions d'investissement inscrites au projet de budget du ministère de l'équipement pour 1993 s'élèvent à 712 millions de francs, en progression de 42 % par rapport à 1992.

Le développement des transports en commun est l'une des priorités du projet de schéma directeur de l'Île-de-France.

Mais l'effort engagé en matière d'investissement doit être accompagné d'une action d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers.

Le ministre a présenté cinq types de mesures adoptées en conséquence par les établissements publics de transport ou par l'État.

1. Développer la concertation avec les usagers

La SNCF et la RATP intensifient encore la concertation engagée avec les représentants des usagers. Un dialogue direct avec les voyageurs continuera d'être recherché, notamment sur les lignes connaissant des difficultés particulières.

Ces établissements publics élabo-

reront des chartes de qualité contenant des engagements précis en matière de confort, de régularité, de propreté et de satisfaction des usagers.

Un observatoire régional rassemblera et diffusera sous forme d'indicateurs toutes les informations d'intérêt général relatives aux déplacements de la région parisienne. Ces indicateurs porteront sur les aspects qualitatifs aussi bien que quantitatifs des services offerts.

2. Renforcer la sécurité

Les dispositions prises depuis 1989 ont prouvé leur efficacité : dans le métro et dans le réseau express régional (RER), les agressions et les vols à la tire ont respectivement diminué de 27 % et de 35 % ; les agressions ont reculé de 6 % sur le réseau de banlieue de la SNCF.

La mise en place des unités de police exclusivement consacrées à la sécurité du métro, du RER et des lignes de banlieue de la SNCF sera achevée au premier trimestre de 1993. L'installation de bornes d'appel dans les gares de la SNCF et les stations du RER sera accélérée.

3. Améliorer le confort

Les actions entreprises pour rénover les gares et les stations seront poursuivies.

Le parc de wagons à deux niveaux exploité sur le réseau de

banlieue de la SNCF et sur le réseau RER sera élargi, notamment avec de nouveaux matériels plus confortables. Le nombre de places offertes aux heures de pointe sur les lignes les plus chargées du RER sera ainsi accru de 30 % à 45 %, et de 70 % en ce qui concerne les places assises.

4. Mieux informer les voyageurs

La RATP achèvera en 1993 d'installer dans les stations de la ligne A du RER les écrans d'information des voyageurs. Elle commencera en même temps d'équiper la ligne B.

La SNCF engagera notamment la mise en place d'un réseau d'information par écran sur les lignes de la banlieue nord.

5. Réviser les difficultés particulières de la ligne C du RER

Les efforts engagés pour améliorer la fluidité des équipements de cette ligne et la ponctualité des trains seront poursuivis.

● Le bilan de la recherche sur le sida

Le ministre de la recherche et de l'espace a présenté une communication relative au bilan de la recherche sur le sida.

L'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) a été créée en 1988 pour soutenir les efforts engagés par les chercheurs français, qui sont les premiers à avoir découvert le virus responsable du sida.

La France est le deuxième pays au monde, après les États-Unis, pour les moyens consacrés à la recherche sur le sida.

L'ANRS est le plus important des organismes européens consacrés à cette recherche. Les crédits dont elle dispose, qui ont augmenté de 30 % en cinq ans, s'élèveront à 210 millions de francs en 1993.

L'Agence a déjà coproduit plus de cinq cents contrats de recherche avec trois cents équipes. Ces contrats ont permis de faire progresser la recherche dans plusieurs directions.

En matière de vaccin, deux essais sur l'homme sont en cours. Vingt essais de médicaments ont été mis en œuvre ; quinze autres doivent débuter au cours des prochains mois. La France est au premier rang dans le domaine de la thérapie génique, consistant à intervenir sur les gènes pour enrayer le développement de la maladie.

Une grande importance est aussi accordée à la recherche épidémiologique et aux aspects de la maladie relevant des sciences sociales. Plus de cinq mille malades font l'objet d'un suivi épidémiologique. Une enquête sur le comportement sexuel des Français, faite auprès de vingt mille personnes, a été menée à bien. Une enquête sur les jeunes de quinze à dix-huit ans doit être prochainement réalisée.

S'agissant de la formation à la recherche, deux cents bourses ont été accordées par l'ANRS.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

CARNET DU Monde

Naissances

— Anne

Eric LESER de CONINCK

ont la joie d'annoncer la naissance de

Simon,

à Paris, le 18 octobre 1992.

Mariages

— M. et M^{me} Alain GASCUEL,

M. et M^{me} Jean GAUDEMET,

M. et M^{me} Denis TALLON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants et petits-enfants

Christine

et Xavier,

célébré le 24 octobre 1992, à Quincin- en-Baugois (Rhône).

Décès

— M^{me} Françoise Durupt,

et ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Elisabeth CARAYOL,

survenue à Paris le 27 octobre 1992.

« In manus tuas, Domine. »

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans le caveau de famille.

29, rue Manecier,

94130 Nogent-sur-Marne.

— M. et M^{me} Gouven

Gulcher,

et leurs enfants

Emmanuelle et Ludovic,

M. et M^{me} Lucien Pollin,

ont la douleur de faire part du décès de

Charles FELLAT,

professeur honoraire

de langue et littérature arabes

à la Sorbonne,

directeur de l'édition française

de l'Encyclopédie de l'Islam,

membre de l'Institut,

survenue le mercredi 24 octobre 1992 à l'aube, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le vendredi 30 octobre, à 10 h 30.

Si vous désirez perpétuer le souvenir de sa personnalité dévouée, adressez un don à l'UNICEF, Secours catholique et Villages d'enfants (Fondation Salvatière).

21, rue Ferdinand-Jamin,

92340 Bourg-la-Reine.

[Né le 28 septembre 1914 à Sout-Ahmad (Constantine), agrégé d'arabe, docteur en lettres, Charles Fellat a d'abord enseigné au Maroc (il était professeur au collège de Marrakech) avant de venir à Paris. Il fut professeur au lycée Louis le Grand et à l'école des langues orientales, puis professeur d'arabe à la Sorbonne, où il dirigea la section d'études islamiques. Charles Fellat, qui a été le maître d'œuvre de l'édition française de

L'Encyclopédie islamique, a, en outre écrit plusieurs livres sur la littérature arabe. Il avait été élu en 1984 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.]

— M. Philippe Guillot de Sudraut,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Michel Guillot de Sudraut,

et leurs enfants,

M. et M^{me} André Giraud,

leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Domènec GUILLOT

de SUDRAUT,

survenue à Magence, le 27 octobre 1992,

dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 31 octobre, à 13 heures, en l'église de Saint-Pierre-de-Mons (33210 Langon).

— Madeleine Rougemont,

son épouse,

Ses enfants, petits-enfants et toute sa

famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre ROUGEMONT,

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Noirmoutier-en-l'Île (Vendée).

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris, le mardi 10 novembre, à 18 heures.

36, rue Chardon-Lagache,

75016 Paris.

— Venaco, Casamaccioli, Castagna

(Corse).

Les enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

Les cousins, parents, oncles et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Veuve

Toussaint SANSONETTI,

née Madeleine Ambard,

survenue le 27 octobre 1992.

Les obsèques auront lieu à Venaco le 30 octobre, à 15 h 30.

Sansonetti,

3, cours Paoli,

20250 Corte.

Remerciements

— M. et M^{me} Francis Guimann,

M^{me} Simonne Vercoeur,

profondément touchés des marques de

sympathie que vous leur avez témoi-

gnées lors du décès de

M^{me} Joséphine KUSSEL,

dite « Frédérique »,

vous prient de croire à l'expression de

leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a deux ans, disparaissait

Marc PAOLOZZI.

Il nous manque cruellement.

— En mémoire de

Pierre PRENTOUT,

décédé le 30 octobre 1989.

Sa famille, ses amis.

Soutenances de thèses

— Stéphane Bonisat : « Recherches

sur la fête à Rome sous les règnes d'Aug-

uste et de Jules-Claudian », le

samedi 31 octobre 1992, en Sorbonne,

amphithéâtre Guizot, à 14 h 30.

— M. G. Danou, docteur en méde-

cine, a soutenu, le samedi 17 octobre

1992, une thèse de littérature française

à l'université Paris-VII : « Le corps

souffrant : littérature et médecine ». Le

jury, composé de Roger Dardoux et de

Louis-Vincent Thomas, était présidé

par notre collaborateur Francis

Marmande.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 28 octobre, a procédé, sur la proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, au mouvement préfectoral suivant (Le Monde du 29 octobre) :

AIN : M. Jean-Pierre Lacroix

M. Jean-Pierre Lacroix, directeur central de la police territoriale, est nommé préfet de l'Ain, en remplacement de M. Michel Festy, placé hors cadre par le conseil des ministres du 23 septembre.

DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE TERRITORIALE :

M. Bernard Bonnet

M. Bernard Bonnet, préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé directeur central de la police territoriale, en remplacement de M. Jean-Pierre Lacroix, nommé préfet de l'Ain.

[Né le 11 février 1948 à Grünstadt (Allemagne), ancien élève de l'ENA. M. Bonnet a été nommé sous-préfet en 1976, directeur du cabinet du préfet de la Haute-Corse, directeur de la formation et de l'action sociale au ministère de l'Intérieur en 1983, il est nommé en 1989 sous-directeur du corps préfectoral des administrateurs civils et des tribunaux administratifs puis, en janvier 1991, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.]

CORSE : M. Fédini, préfet, adjoint pour la sécurité

M. Jean Fédini, sous-préfet de Montbéliard, est nommé préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, en remplacement de M. Bernard Bonnet, nommé directeur central de la police territoriale.

[Né le 26 août 1938 à Vire (Calvados),

les affaires régionales d'Avignon en 1982, il a été successivement secrétaire administratif de préfecture (1982), attaché de préfecture (1987), chargé de missions au cabinet de M. Olivier Stiru au secrétariat d'État, chargé des relations au ministère des départements et territoires d'outre-mer. M. Lacroix était directeur du cabinet du ministre des DOM-TOM, porte-parole du gouvernement depuis 1992 quand il a été nommé, le 26 février dernier, directeur central de la police territoriale.]

En matière de vaccin, deux essais sur l'homme sont en cours.

Vingt essais de médicaments ont été mis en œuvre ; quinze autres doivent débuter au cours des prochains mois. La France est au premier rang dans le domaine de la thérapie génique, consistant à intervenir sur les gènes pour enrayer le développement de la maladie.

Une grande importance est aussi accordée à la recherche épidémiologique et aux aspects de la maladie relevant des sciences sociales. Plus de cinq mille malades font l'objet d'un suivi épidémiologique. Une enquête sur le comportement sexuel des Français, faite auprès de vingt mille personnes, a été menée à bien. Une enquête sur les jeunes de quinze à dix-huit ans doit être prochainement réalisée.

S'agissant de la formation à la recherche, deux cents bourses ont été accordées par l'ANRS.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout entière.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5900

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

XII

XIII

XIV

XV

XVI

XVII

XVIII

XIX

XX

XXI

XXII

XXIII

XXIV

XXV

XXVI

XXVII

XXVIII

XXIX

XXX

XXXI

XXXII

XXXIII

XXXIV

XXXV

XXXVI

XXXVII

XXXVIII

مذاهب اسلام

22 • Vendredi 30 octobre 1992 •

Le Monde

L'enquête sur l'explosion du DC 10 d'UTA

La croisière inachevée du juge Bruguière

Ce voyage en Libye, pour enquêter sur l'explosion du DC 10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré qui, le 19 septembre 1989, avait causé le mort de cent soixante-dix personnes, le juge d'instruction français, M. Jean-Louis Bruguière, ne le « sentait » pas vraiment. D'expérience, il n'ignorait rien de l'inconstance, voire de la duplicité des dirigeants de Tripoli, qui lui avaient lancé une invitation à se rendre sur place, pour imaginer entre chose, derrière ces gestes, qu'une comédie de mauvaise goût.

Aussi est-ce en traînant les pieds que M. Bruguière avait pris, sous bonne escorte, mardi 27 octobre, le chemin de Tripoli pour y rencontrer son homologue libyen, M. Mohamed Mouri, qu'il avait reçu, le 12 octobre, à Paris. Il comptait aussi entendre des témoins, sans toutefois être autorisé à auditionner les quatre suspects contre lesquels, il y a un

an, Paris avait lancé des mandats d'arrêt internationaux, parmi lesquels le propre beau-frère du colonel Mouammar Kadhafi. M. Bruguière était-il à ce point naïf pour croire que, « toutes les autorisations nécessaires obtenues », le « Guide de la révolution » accepterait, malgré tout, de le voir débarquer de l'avisio Commandement de Pimodan, équipé, comme de coutume, lors de chaque déplacement, de torpilles et de missiles Exocet ? D'imprévues raisons de sécurité l'auraient-elles donc contraint à embarquer à bord de ce bâtiment soit par hydroglisseur à partir de l'île de Malta, soit en voiture à partir de l'aéroport tunisien de Djerba ? Comme tout un chacun, depuis que, le 15 avril 1992, la Libye a été placée par l'ONU sous blocus aérien pour cause de terrorisme d'Etat ?

JACQUES DE BARRIN

Installés au abords du château depuis le 21 mai

Les Maliens de Vincennes ont été évacués par la police

D'importantes forces de police ont procédé, jeudi 29 octobre, à l'évacuation des familles maliennes installées sous des tentes de fortune et qui occupaient, depuis le 21 mai, les abords du château de Vincennes. Une ordonnance d'expulsion avait été rendue le 9 juin par le président du tribunal administratif de Paris.

Selon M. Scrutiny Komité, porte-parole des familles, le camp était encore occupé, à l'heure, précédant l'expulsion, par plus de 200 familles regroupant un millier de personnes. Des minicars ont commencé, dès 7 heures, à emmener les familles et leurs baluchons vers des communes de banlieue. Attila-Mont (Esson), Sarcelles (Val-d'Oise), Meudon (Hauts-de-Seine) et Virvilly (Yvelines). Jusque milieu de la matinée, ces opérations se sont déroulées dans le calme.

La préfecture de police de Paris affirme, dans un communiqué, que l'évacuation « constitue une mesure de sauvegarde pour la santé des familles, notamment des femmes et des enfants, à l'approche de l'hiver alors que toutes les voies de négociation ont été épuisées ». « Des droits, poursuit le communiqué, sont proposés aux familles qui tiennent

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Le bon usage de Maastricht », par Gérard Fuchs. Législation : « Une cohabitation nouvelle ? », par Maurice Duverger ; « La progrès et la manière de Botero », par Thierry de Beaucé... 2

ÉTRANGER

M. Tadeusz Mazowiecki estime que « la purification ethnique a déjà largement atteint ses objectifs » dans l'ex-Yugoslavie... 3
Allemagne : la CDU serre les rangs autour de M. Kohl... 4
Grande-Bretagne : la merge de manœuvre de M. John Major s'amenuise... 4
La deuxième session sur le développement économique du Proche-Orient... 5
Des élections américaines : IX. Histoires : du melting-pot au « saladier »... 6
La campagne présidentielle aux États-Unis... 7

POLITIQUE

Les propositions de MM. Pasqua et Séguin... 8
Le budget de la justice discuté à l'Assemblée nationale... 8 et 9
Le PS dénonce l'amoralisme politique de certains de ses détracteurs... 9

SOCIÉTÉ

Le parquet écarte la responsabilité de la SNCF dans la catastrophe de la gare de Lyon... 10
L'affaire du sang contaminé... 10
La disparition de « Gel Pied Hebdo »... 10
L'assemblée plénière des évêques à Lourdes... 11
La conférence épiscopale latino-américaine à Saint-Domingue... 11

CULTURE

Un entretien avec M. Lang sur l'aménagement du Palais de Tokyo... 12
Cinéma : la Petite Arnie d'Antonio, de Manuel Poirier... 12

LE MONDE DES LIVRES

La divine traduction • La feuilleton de Michel Braudou : « Avoir du nez » : Histoires littéraires, par François Bot : « La jolie vie » • D'autres mondes, par Nicole Zard... 23 et 30

ÉCONOMIE

Les prévisions des institute de conjoncture et le débat sur la politique économique... 15
La Banque de France ramène la teux des primes en pénalité à 10,5 %... 15
L'Etat engage la privatisation partielle de Rhône-Poulenc... 16
Eurostar, le futur service ferroviaire Transmanche... 16
Les difficultés de « l'Express »... 17

Services

Abonnements... 17
Annonces classées... 16
Cartes... 20
Loto... 20
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 21
Radio-télévision... 21
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 23 à 30
Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1992 a été tiré à 477 224 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Cendrars était-il dans le train ?

Chaque semaine, le Transsibérien quitte Moscou avec Blaise Cendrars à son bord. Chaque semaine, embarque une ombre qui, peut-être, ne le prit qu'en rêve, mais lui attache son nom. Dans le même numéro : Prague, crayons de combat. Buenaventura, port oublié des Colombiens.

Supplément : Italie, la nouvelle donne

De profonds changements sont intervenus dans la Péninsule ces derniers mois dans les domaines économique et politique, avec le plan d'eustérité dreconien présenté par le gouvernement Amato et les remous qui secouent les partis traditionnels. Au sommaire également : la lutte contre la Mafia et un entretien avec le ministre des biens culturels.

Avec la publication d'une correspondance « secrète »

La polémique sur Hongkong s'avive entre Pékin et Londres

Pékin et Londres ont publié, mercredi 28 octobre, des documents confidentiels échangés en 1990 sur le degré de démocratie souhaitable à Hongkong d'ici à sa rétrocession en 1997. La Chine utilise ces textes pour discréditer les propositions du gouverneur de la colonie, M. Chris Patten.

PÉKIN

de notre correspondant

La « convergence » de vues que Londres et Pékin s'étaient voulues pour régler la rétrocession de Hongkong est, cette fois, morte et enterrée. La publication quasi simultanée et en apparence identique des lettres confidentielles échangées voici presque trois ans sur les structures politiques de la colonie britannique est, en fait, son tombeau.

Cette publication fait suite aux révélations du responsable officiel de la politique chinoise envers Hongkong, M. Lu Ping, à l'issue du récent séjour houleux de M. Patten à Pékin, sur l'existence d'un « accord » secret sino-britannique que M. Patten aurait « violé ». Les sept documents rendus publics sont des lettres et notes diplomatiques échangées - du 18 janvier au 26 février 1990 - entre M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, et son homologue chinois M. Qiao Qichen.

Ils portent sur divers aspects techniques des dispositions à prendre entre 1991 et 1997 pour introduire dans les institutions une plus nette représentation populaire, que ce soit le cas en cent cinquante ans d'administration coloniale. Dans l'ensemble, M. Hurd y plaide en faveur d'une démocratisation suffisante pour

satisfaire les milieux modérés de la colonie, de manière à les associer au processus devant permettre à l'opinion hongkongaise, lors de la rétrocession, d'accepter le passage sous autorité communiste au nom de la formule « un pays, deux systèmes ».

Les seuls documents chinois, deux lettres de M. Qian, illustrent la rigidité de Pékin, alors en pleine crise de xénophobie diplomatique après la tragédie de Tiananmen. Le ministre refuse de revenir sur les propositions les plus restrictives de la Chine et déclare séchement à M. Hurd que, du fait que « la sincérité de la Chine n'a pas été payée de retour par une réponse positive appropriée de la partie britannique, (il) ne voit pas, dans ces conditions, le besoin d'envoyer (les) collègues (de M. Hurd) à Pékin pour une nouvelle série de consultations ».

Subtile
reculade

Il faut à Pékin une certaine mauvaise foi pour présenter ces textes comme une preuve que les « changements importants décidés par M. Patten de manière unilatérale (...) vont à l'encontre de l'entente atteinte par les parties chinoise et britannique ».

Si les chefs des deux diplomates s'assurent mutuellement de leur souci de s'accorder sur la stabilité à Hongkong, on s'y relève pas pour autant l'existence d'un accord à proprement parler. C'est ce que soulignent les autorités britanniques. Au reste, Pékin a paru faire une subtilité reculé co faisant état, oco plus d'un « accord » passé, mais d'une « entente » mutuelle.

L'essentiel n'est pourtant pas là, mais dans le but secrètement recherché par Pékin par cette parure. Nous, nous aurons une responsabilité à long terme envers Hongkong », a déclaré, lundi, M. Lu à un groupe de syndicalistes de la colonie opportunément venus à Pékin recueillir ses propos. L'ère de la « coexistence » ainsi close, s'ouvre celle de la confrontation.

FRANCIS DERON

Japon

La belle et le sumotori

TOKYO

de notre correspondant

« Peut-on vous filmer en train d'envoyer le grand nouveau ? » - « Laquelle ? » - « Mais enfin, le mariage ! » Au bout du fil, ce producteur de télévision survolté parut des plus dépités par ce « ramage » commis par le correspondant du Monde. Répétons-le. Sans avoir chassé l'empereur et l'impératrice du Japon de la « une » des grands journaux, la nouvelle à laquelle étaient consacrés des titres presque aussi gros semblait effectivement rivaliser avec le voyage historique en Chine du couple princier (le Monde du 29 octobre).

De la chaîne publique NHK à l'organe du Parti communiste, *Asahi*, en passant par les journaux sportifs, qui ont balayé de leur « une » les résultats de base-ball, tous les médias ont consacré une place démesurée à l'annonce du mariage de deux superstars : la jeune coqueluche du moment, Rie Miyazawa, actrice de dix-neuf ans, et le sumotori (lutteur de sumo) Takanohana (vingt et un ans), le plus populaire des jeunes espoirs du sport national.

Même un homonyme moins chanceux que la jeune actrice dans les sondages, le premier ministre, Miyazawa (sans lien de parenté), sollicité par les journalistes, s'est félicité de porter le même nom. En novembre 1991, Rie Miyazawa, née de père néerlandais et de mère japonaise, avait défrayé la chronique et fait grincer les dents de la pudibonde censure nipponne avec un album de nus intitulé *Santa-Fé*, qui l'e fait passer du registre de l'innocence, jusqu'alors le sien, à celui de sex-symbol : une manière de préparer la sortie de son film *Les Liaisons érotiques* présenté actuellement à Tokyo et qui s'est traduit par le vente de l'album à un million d'exemplaires.

Quant au futur époux, fils d'un grand champion (ozeki), il est, avec son frère aîné Wakanohana, une idole des médias et des jeunes filles. Une agence de presse américaine a comparé ce mariage à celui du champion de base-ball Joe Di Maggio avec Marilyn Monroe dans les années 50.

Ph. P.

Au Sénat Le projet ouvrant certains marchés publics à la concurrence européenne est adopté

Les sénateurs ont adopté, mercredi 29 octobre, le projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, présenté par M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation. Les groupes de la majorité sénatoriale et les socialistes ont voté contre au motif que ce texte s'inscrit dans « la logique de l'ultralibéralisme communautaire », selon la formule de M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime).

Le projet transpose dans le droit interne la directive européenne du 17 septembre 1990 ouvrant à la concurrence des pays de la CEE les marchés publics de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Les contrats visés par cette directive ont atteint en 1991 100 milliards de francs.

F. B.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

TESTER
ET ENRICHIR
SON
VOCABULAIRE

Le Monde
SANS VISA

Quand une voix peut sauver une vie

S.O.S. Suicide Phénix
centre de prévention du suicide
cherche des bénévoles pour accueillir et écouter

écrire à : S.O.S. Suicide Phénix
36, rue de Gergovie 75014 Paris

On gagne toujours à être précis



DALLOZ

Droit
du travail

Gérard Lyon-Caen
Jean Pélissier

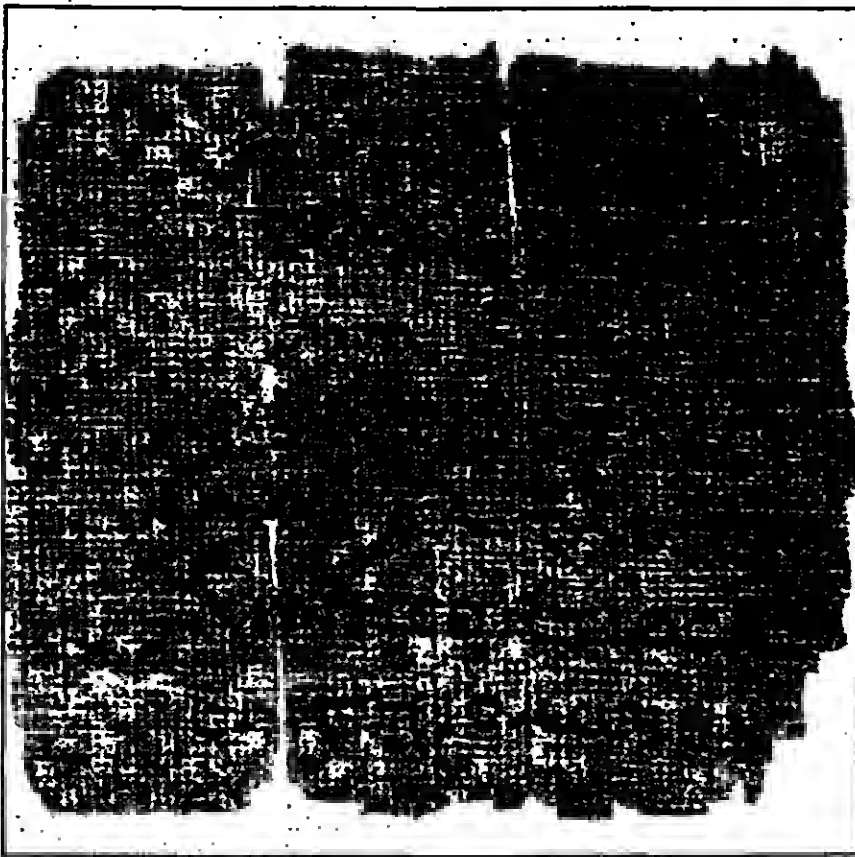
Le Monde DES LIVRES

La divine traduction

Soixante-douze juifs traduisant, de l'hébreu en grec, les vieilles Ecritures et parvenant, sans se consulter au même résultat : ainsi est née, selon la fable, la Bible d'Alexandrie, qui est aux sources du christianisme

LA BIBLE D'ALEXANDRIE
Le Deutéronome
Traduction du texte grec
de la Septante
introduction et notes
par Chloé Dogniez
et Marguerite Harl,
Ed. du Cerf, 366 p., 185 F.

LA LANGUE DE JAPHET
Quatre études
sur la Septante
et le grec des chrétiens
de Marguerite Harl,
Ed. du Cerf, 292 p., 150 F.



Fragment d'un papyrus (vers l'an 100 avant notre ère) de la Septante. Mêle au texte grec, le tétragramme du nom divin apparaît en hébreu (troisième ligne).

Le miracle de la concordance

Ce miracle de la concordance, le Talmud et les écrits des Pères de l'Eglise le célèbrent, affirmant, comme il se doit pour toute fable, des développements divers à cet événement mémorable. Sur les circonstances et les raisons historiques de cette divine traduction, les bibliistes ne s'entendent pas plus que les sources antiques. D'autres traditions, s'inspirant sans doute de la fameuse Lettre d'Aristée, évoquent ainsi au contraire un atelier de soixante-douze sages discutant, se concertant sans cesse pour aboutir à une traduction unique, achevée (autre correspondance miraculeuse !) très précisément en soixante-douze jours ; d'autres retracent encore les aventures de trente-six paires de traducteurs, mémoire anachronique et préfiguration des soixante-douze disciples que

Jésus envoya en tous lieux porter une Nouvelle Parole, deux par deux (Luc, 10). Que cette traduction ait été entreprise à la demande d'un roi Philadelphe, curieux de « sagesse barbares » et amateur de livres rares pour sa grande Bibliothèque, ou que ce soit la communauté juive d'Alexandrie, ne lisant plus l'hébreu, qui suscita cette version grecque de leur Bible, l'un des motifs n'empêchant d'ailleurs pas l'autre, un fait demeure assuré : à partir du troisième siècle avant J.-C. la Loi juive est accessible à ceux, nombreux depuis les conquêtes d'Alexandre le Grand, qui pratiquent le grec sur les pourtours de la Méditerranée.

Outre un fragment retrouvé à Qoumrân, des papyrus égyptiens, conservés à Man-

chester, contiennent en effet des extraits du Deutéronome en grec que les spécialistes datent du deuxième siècle avant J.-C. Quant à l'original hébreu ayant servi à cette traduction, il nous est inconnu, puisque les textes conservés de la Bible hébraïque lui sont postérieurs – si l'on excepte désormais deux fines lamelles d'argent trouvées à Jérusalem, datées du septième siècle avant J.-C. où on peut lire en hébreu des fragments de la « benédiction des prêtres » (consignée dans les Nombres, VI, 24-26) (1).

La rhétorique de l'annonciation

Ce sont ces nouveaux récits qui se cristallisent en un message évangélique pour fonder le Nouveau Testament – faisant ainsi de l'autre un Ancien, vers la fin du deuxième siècle. Si, pour les premiers adeptes de l'Eglise nouvelle, l'hébreu et l'araméen ont pu être le véhicule de traditions orales, les plus anciennes formulations chrétiennes nous sont parvenues dans la langue de la Septante. C'est également en grec que le Nouveau Testament citait l'Ancien – le plus grand nombre de ces citations provenant d'Isaïe, des Psaumes et, en troisième lieu seulement, du Pentateuque.

Marguerite Harl met en évidence la rhétorique de l'annonciation propre au Nouveau Testament : ainsi, pour introduire des extraits de l'Ancien Testament, on fait un usage fréquent des verbes signifiant « accomplir », « remplir », comme pour mieux souligner que les actes de Jésus se déroulent conformément à un plan divin déjà inscrit dans les vieilles archives juives. C'est encore dans le grec de la Septante que les rédacteurs des écrits néotestamentaires puisent des arguments leur permettant, dans leurs disputes avec des juifs, d'affirmer que le Messie est venu en la personne de Jésus. C'est l'adjectif *Christos*, « propre à l'unction », « oint », dont se sert en effet la Septante pour traduire les passages où il est question en hébreu de l'unction du Roi ou du prêtre. Et c'est désormais sous cette forme que les écrits chrétiens désignent l'Oint du Seigneur, le Christ.

Maurice Olender
Lire la suite page 28

(1) Les lamelles sont exposées au Musée Israëli de Jérusalem (le Monde du 23 janvier 1987).
(2) Font partie de l'équipe : C. Dogniez, P. Harl, G. Dogniez, A. Le Boullé, O. Munnich, D. Fraux et P. Sandevor. Des cinq Livres du Pentateuque, il ne manque plus que les Nombres, à paraître à la fin de 1993.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Avoir du nez

« A peine, en touchant un peu, ce que nous pouvons voir de nous, c'est notre nez, ou du moins son extrémité. » Cet appendice, que Montaigne nommait « Monsieur ma partie », que Giacometti illustra d'une sidérante sculpture, le voici partout présent dans un petit livre érudit et réjouissant de Jean Clair, le directeur du Musée Picasso à Paris.

Il n'est pas absent non plus du premier roman de Philippe Beldan qu'un éditeur avisé a... flairé comme étant de l'excellente graine. Où l'on voit un jeune homme, las des études, devenir le goûteur professionnel d'un riche industriel. Un sort qui n'est enviable qu'en apparence...
Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La jolie vie !

Lytton Strachey, écrivain anglais, vécut de 1880 à 1932. Mais c'est pour le dix-huitième siècle qu'il avait des nostalgies, parce qu'il le considérait sans doute comme celui de la « douceur de vivre ». C'est sous ce titre en tout cas qu'il a réuni les portraits qu'il fit d'Emmanuel de Coulanges, de David Hume, de Horace Walpole et de quelques autres personnages. Portraits ? Croquis plutôt tant Strachey avait l'art d'attraper des silhouettes pour les soustraire, quelques moments, à la course des années.
Page 24

Dialectique du pas de côté

« Je ne sais pas ce que je suis, mais je ne suis pas les autres » : Willem De Kooning parle et écrit comme il peint, par glissades et bonds

ÉCRITS ET PROPOS
de Willem De Kooning
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Chr. Bouray,
de l'italien par M. D. Nobécourt,
du néerlandais
par D. Van Leeuwen,
préface d'Yves Michaud,
Ecole nationale supérieure
des beaux-arts, 310 p., 160 F.

Willem De Kooning a quarante-huit ans. Malade depuis plusieurs années, il ne peut plus guère et se montre encore moins. Il est devenu le fantôme de la peinture américaine, héros retiré à East-Hampton, survivant spectral d'un passé plus fertile que le présent, grand homme invisible dans les toiles et les fusains magnétiques les collectionneurs et inquiètent les artistes.

Aux uns et aux autres – et plus encore aux seconds – on ne saurait trop conseiller la lecture du petit volume gris qui réunit ses écrits et propos sur l'art, enfin traduits en français. Ils y trouveront pêle-mêle, sans forme d'axiomes, anecdotes et apologies, une leçon d'histoire et une leçon de morale esthétique.

Pour l'histoire, c'est assez simple : dans les années 60 et 70, quand Pollock, Kline, Rothko et Newman furent morts, De Kooning

ning a tenu, un peu contre son gré, le rôle du dernier témoin illustre. Des journalistes et des biographes ont sollicité sa mémoire. Ils ont exigé de lui des souvenirs et des récits, qu'il ne leur a accordés qu'avec réticence, se méfiant des légendes et des potins, refusant les simplifications et les indiscrétions, respectant les secrets et la complexité de chacun. A la première allusion au suicide de Rothko que se permet l'enquêteur, il se crispe et réplique que « tout ce dont [il est] sûr, c'est que le temps passe vite ». Sollicité au sujet de Pollock, il coupe court : « On ne parlait pas beaucoup. Il n'aimait pas parler. »

« C'est difficile à expliquer »

Sur Gorky, il se livre un peu plus, mais à sa façon, péremptoire et elliptique. « Qui avez-vous appris de Gorky ? », lui demande-t-on. Réponse en ces termes : « La méthode de travail. Vous trouvez un type vraiment très bon, et vous sentez ce qu'il fait. C'est difficile à expliquer. Ce n'est pas de la technique, c'est comme un concert – il s'agit seulement d'avoir les idées justes. Il voyait juste. Je veux dire qu'il faisait comme il fallait faire. Il explosait. » C'est difficile à expliquer :

le motif revient souvent, celui de l'imperfection des mots et du danger de s'en servir à la légère. Est-il même possible de parler de l'art sans consentir aussitôt à des gauchissements et des malentendus, possible d'atteindre dans la langue à cette justesse de la vision dont Gorky était capable ? C'est, au fond, le principal sujet de réflexion de De Kooning – le doute qui fonde ce qu'on appelle à l'instant une « morale esthétique ».

A ne conserver qu'un seul de ses propos, ce serait, lâchée en 1950 au cours d'un débat new-yorkais entre artistes et critiques, cette maxime flouoyante : « Nous nommer nous-mêmes est catastrophique. » Dès lors que la menace apparaît, De Kooning prend ses distances par rapport à ceux, historiens ou confrères, qui tentent à se définir en quelques mots simples et frappants, quelque formule qui retienne l'attention. Chaque fois qu'il converse en public avec l'un de ces amateurs de typologies, De Kooning le tourne en ridicule. « Expressionnisme abstrait ? Il ne sait pas ce que ça veut dire. Action painting ? Il ne sait pas ce que c'est. Son autopsie tient en peu de mots : « Je ne sais pas ce que je suis, mais je ne suis pas les autres. » C'est tout. Cela suffit.

Le reste, l'essentiel autrement dit, il faut le demander aux œuvres, loin des discours théoriques.

Ennemi des programmes, il ne l'est pas moins des panthéons organisés pour toujours et de manière bien démonstrative, étape après étape sur la voie droite de l'histoire officielle. Ingres, Rubens, Rembrandt, Picasso, les Mésopotamiens, Watteau : aucune référence n'est interdite, aucune préférence insouvenable, aucune curiosité inutile. Alors que se cristallise et se durcit la vulgate moderniste selon laquelle l'addition Picasso plus Matisse plus Miro plus Mondrian produit nécessairement l'avant-garde américaine, forme ultime du mouvement artistique, De Kooning fait un pas de côté. A Harold Rosenberg, doctrinaire de l'action painting, qui veut sonder ses goûts, il déclare un peu brutalement ceci : « Il se trouve que je suis un peintre éclectique. Je peux ouvrir le premier livre de reproductions venu et y trouver un tableau qui aurait pu m'influencer. C'est très satisfaisant de faire quelque chose qui se fait de par le monde depuis trente mille ans. »

Philippe Dagen
Lire la suite page 29

On gagne
toujours
à être
précis



BALLOZ

BAPTISTE-MARREY

« Une œuvre qui frappe par sa ferveur, sa gravité et sa hauteur d'esprit. »
Pierre Lepape, Le Monde

« La puissance d'un maître. »
François Nourissier, de l'Académie Goncourt



BAPTISTE-MARREY
Le maître de Stammholz

EDITIONS FRANÇOIS BOURIN

AFFAIRES DE GOUT

de Philippe Balland.

Julliard, 260 p., 100 F.

LE NEZ DE GIACOMETTI

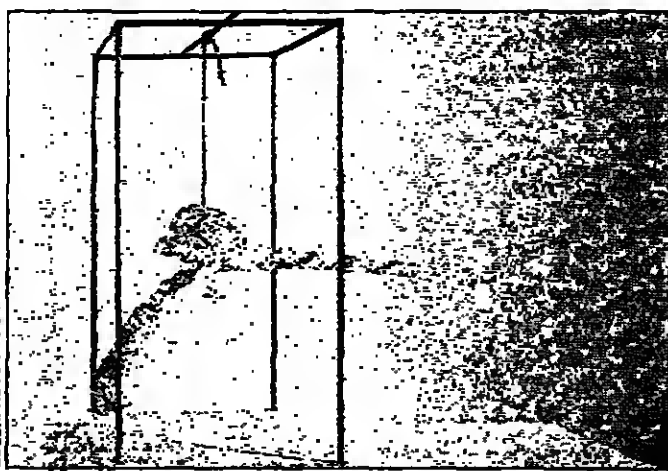
de Jean Clair.

Gallimard, 90 p., 120 F.

AVOIR du nez, pour un critique littéraire, un éditeur, c'est indispensable. Avoir un nez, pour tout le monde, c'est inévitable. Et comme on le pressent, à l'appui de ces fortes évidences, il découle de tout cela des conséquences dont on ne mesure pas toujours les suites. Ainsi l'éditeur qui a flairé dans le manuscrit de Philippe Balland de l'excellente graine dont parfois sont porteurs les premiers romans ne s'est pas trompé. Passons tout de suite sur les plates réserves qui sont le lot du chroniqueur (en gros, trouver quelque chose à redire, sinon de quoi aurait-on l'air, et comment continuer à faire le pion ?), à savoir : il n'a pas encore un style très effiné, ou, pour parler comme en ville, son écriture est un peu blanche. Ce qui revient à dire que ça se lit très bien, ça coule tout seul et les lecteurs migraineux devraient se ruer dessus, parce que cette transparence discrète, si elle ne le place pas tout de suite au pinacle des gens ou tout fortament marqué, ceux qu'on imite à loisir pour leur claudication chantante, lui donne librement accès à un public qui a déjà montré son intérêt pour un auteur comme Patrick Süskind avec *Le Parfum*, en 1986.

C'EST l'idée de départ qui est bonne et nous entraîne : un jeune homme, Nicolas, las des études, décide d'exercer des petits boulots, pour apprendre à vivre. Il en invente au besoin. Ainsi, il fait le queue pour les autres, au cinéma. Il remplit les parcmètres, pour les autres, il fait même du stop pour les autres. Puis décide, un jour, de partir en stop, pour lui. Il découvre l'Afrique et ses miracles, l'Amérique et ses mirages, le Japon et une belle Japonaise, avant de revenir à la case départ, à Paris, serveur dans un restaurant, chez Raymond, gros fumeur de Gitanes, où vient souvent déjeuner un certain Frédéric Delamont, PDG de la multinationale des cosmétiques Delamont. Et là, coup de chance, Frédéric le remercie en lui demandant de bien vouloir goûter pour lui les friandises qu'on lui propose en emuse-gueule, tâche délicate dont Nicolas s'acquitte avec talent. Son destin est noué. Le tout-puissant Frédéric Delamont va se payer en la personne de Nicolas un de ces caprices cultivés dont ne se régalaient autrefois que les empereurs, de Chine notamment : un goûteur professionnel.

Nicolas va devoir renoncer au tabac, qui gâte le palais, et se laisser habiller de pied en cap, aux frais du prince, pour accompagner ce dernier dans tous les dîners d'affaires et voyages où il est bon de montrer que l'on a du personnel de luxe capable de nous aider à vivre avec nos phobies. Il faut éduquer Nicolas, qui, par chance, a la même taille que son patron (celui-ci n'emploie personne qui soit plus grand que lui), mais pas forcément les mêmes préférences. Par exemple, Frédéric n'aime pas le poisson et le fromage. Nicolas doit se soumettre à une cure de conditionnement pavlovien pour devenir malade à la seule pensée de ces

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Giacometti, « le Nez », 1947

Avoir du nez

mets qu'il appréciait jusqu'alors. Entre nous, on peut se demander pourquoi un esthète tyrannique et raffiné comme Delamont peut détester les fruits de mer, les poissons et les trois cent soixante et quelques fromages que notre admirable Hexagone produit. Ce Frédéric n'est pas un bon vivant, quelque part dans son intimité. Il y a un refus des odeurs persistantes dont on peut soupçonner celle qui a trait aux choses de l'amour, sans pour autant être un menaqué du fumet *sui generis* comme Henri IV.

DU reste, cette méfiance à l'égard du vivant se vérifie en d'autres domaines : après les restaurants et les plats, Frédéric demande à Nicolas de goûter pour lui les films, les livres (comme votre serviteur, en somme), et bien sûr, les femmes. Il lui demande même de goûter à sa place aux joies de la paternité... Qu'il ait en réalité envie de goûter au goût – c'est le fin mot de ce que Gide aurait désigné comme une sorte plus qu'un roman – se voit comme le nez au milieu de la figure.

Ce nez, frémissante cheville de notre digression, est l'objet d'une passionnante et précieuse réflexion de Jean Clair, directeur du Musée Picasso à Paris et auteur de divers ouvrages d'esthétique, dont *Considérations sur l'état des Beaux-Arts*. En 1921, Alberto Giacometti, âgé de vingt ans, voit mourir, en l'espace de

trois jours, son père idéal, d'adoption effective, Peter Van Meurs, dans une chambre d'hôtel de Madonna-di-Campiglio. La vision soudaine du retour au néant, de cette « tête jetée en arrière, la bouche ouverte », sera l'expérience décisive de sa jeunesse et fondatrice de son art. Il s'en explique dans ses écrits et s'en inspire pour la Tête sur tige, visage de souffrance, de cadavre. Le Nez de 1947, dont il existe, outre la fonte en bronze, deux exemplaires en plâtre, conservés l'un à Bâle, l'autre à Paris au Centre Pompidou, s'il évoque aussi la mort et le déchaînement cadavérique, s'orne d'un élément démesuré, extravagant, en ce nez peint d'une spirale d'ocre, rayures diaboliques, qui lui donne un trait carnevolesque.

Jean Clair dispose d'un large éventail de curiosités qui s'étend de la psychanalyse, des écrits de Lacan notamment, à l'ethnologie, de Roger Callois à Stanley Kubrick en passant par Pinocchio. On passe allègrement – le livre est court, bien illustré et d'une prose fort élégante – par nombre de considérations érudites et amusantes qui tournent autour du nez, du visage. « Qu'est-ce qu'un visage, sinon ce que je sais le moins ? Qu'est-ce que cet objet, hier vivant et ce matin mort, cette tête devenue objet, petite boîte mesurable, insignifiante ? » Le visage, en l'absence de miroir, c'est la seule partie de notre corps que nous ne pouvons voir (avec aussi un grand creux entre les omoplates). « A peine, en louchant un peu, ce que nous pouvons voir de nous, c'est notre nez, ou du moins son extrémité. »

LES rapports du nez et du sexe masculin sont connus de longue date. Certaines déliées à l'œil impertinent évaluent la taille du second à l'aune du premier. Jean Clair suggère qu'on pourrait imaginer une civilisation où ce serait les hommes qui devraient porter le tchador, intuition déjà présente – ajoutons cette pensée à son florilège – au chapitre VI (« Le rut d'Amber ») des *Copains*, de Jules Romains, où il est fermement déclaré : « Le nez d'Orner exigeait un pagne. » De Gogol à Moravia, nombreux sont les écrivains qui ont célébré l'indépendance, l'autonomie, la personnalité fantasque de ce nez que Montaigne désignait comme « Monsieur ma partie ». Le grand Institut Pasteur lui-même s'est penché sur le nez et nous offre à présent un tout nouveau syndrome, dit de Kalmann de Morfior, qui voit coïncider l'absence d'odorat et le déficit génital (ce qui confirme notre diagnostic de la sexualité timorée du personnage de Philippe Balland, voir plus haut).

Les propos de Jean Clair sur le carnaval en Italie du Nord sont réjouissants, tout comme son étude de Pinocchio, dont le nez s'allonge quand il ment (encore que l'on pourrait se demander si Pinocchio, édolescent travaillé par les hormones, n'est pas contraint au mensonge parce que son « nez » s'est allongé et qu'il en a tiré un plaisir défendu, inversion classique dans les rêves comme dans les contes), et n'ont jamais la pesanteur d'une thèse universitaire. On en conclut simplement au terme d'une lecture constamment éclairée que ce nez dément et barloché que Giacometti ajoute au visage de la mort grimaçante est sa manière à lui de la nier, de la braver, de lui faire, comme disent les Italiens, un *pelmo di neso*, un pied de nez.

LA DOUCEUR DE VIVRE

(Biographical Essays)

de Lytton Strachey.

Traduit de l'anglais

par Bernard Turle.

Le Promeneur, 94 p., 70 F.

LE SPECTATEUR FRANÇAIS

de Marivaux.

Avant-propos d'Yves Le Gars.

Alina, 320 p., 59 F.

L'INDIGENT PHILOSOPHE

de Marivaux.

Armand Colin, 118 p., 80 F.

L'HONORABLE Lytton Strachey était l'ami de Virginia Woolf. Mais ce n'était pas sa seule particularité ni sa seule occupation. Il se mêlait aussi d'écrire. Il faisait des portraits ou plutôt des croquis. Il connaissait l'art d'évoquer les gens très brièvement. Son métier, c'était d'attraper des silhouettes et de les soustraire, quelques moments, à la course des années. Cet Anglais, qui vécut de 1880 à 1932, avait des nostalgies pour le dix-huitième siècle. Il le considérait sans doute de la même façon que George Sand : à cette époque, disait-elle, « on jouissait de la vie, et quand l'heure était venue de la perdre, on ne cherchait pas à dégoûter les autres de vivre ». Lytton Strachey n'était pas très content de son époque. Alors, il prenait l'air. Il allait se promener dans le siècle de Marivaux et de Diderot. C'est recommandé pour le traitement de la mélancolie, et cela coûte moins cher que de séjourner sur les bords du lac Léman. L'année dernière, on a publié les portraits que Lytton avait faits de M^{me} du Deffand et de la chère Julie de Lespinasse (1). Voici maintenant les silhouettes d'Emmanuel de Coulanges, de David Hume, de l'abbé Morellet, de Horace Walpole et de quelques autres personnages. Naturellement, ils sont réunis sous l'enseigne de la *Douceur de vivre*.

A vrai dire, Emmanuel de Coulanges fut à cheval sur les dix-septième et dix-huitième siècles. Né en 1633, il était de la

même génération que M^{me} de La Fayette, mais il obtint une prolongation de séjour. Il s'aventura dans l'époque suivante et connut les débuts de la Régence. Il eut certainement des airs de « personne déplacée », mais il se consolait facilement de pèlerinage démodé. Il n'en fit pas une maladie. Il avait une heureuse nature. C'est d'autre chose qu'il mourut en 1716... On l'avait toujours appelé « le petit Coulanges ». Il avait sept ans de moins que sa cousine, M^{me} de Sévigné. Malgré sa bonne volonté, il ne rattrapa jamais son retard. Il s'augmenta même, car il ne vieillissait pas. « La jolie vie ! », lui écrivait la marquise, le 8 janvier 1690. Quel avantage de ne point vieillir ! Voilà le comble du bonheur. »

EMMANUEL semblait n'apercevoir que « de loin » le passage du temps. « Cela, lui disait-elle, ne s'approche point de vous avec horreur, comme de quelques personnes que je connais. » Bien que « souffrant de la goutte », il avait encore l'apparence d'un enfant, si l'on en croit Lytton. Il composait des chansons pour se distraire. Elles eurent beaucoup de succès auprès des « jeunes duchesses », et l'éternel « petit Coulanges » soigna sa goutte « en se baignant tout un été dans la Seine ». Hélas ! M^{me} de Sévigné mourut le 17 avril 1696, et les personnes de son entourage retrouvèrent leur condition de « silhouette ». Emmanuel devint, comme tout le monde, une ombre qui s'éloigne et s'efface. Car la marquise était « le soleil » de ces gens. Elle les priva de lumière en « s'éclipsant ». Du moins Lytton Strachey le voit-il ainsi (2).

La dix-huitième siècle ressemblait à un théâtre.

Emmanuel de Coulanges venait de quitter la scène quand

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

La jolie vie !



BERENCE CLEVE

Horace Walpole fit son entrée. Né en 1717, celui-ci était le fils d'un homme d'Etat anglais. Il allait inaugurer le roman noir, avec le *Château d'Otrante*, et inspirer une passion (tardive) à la marquise du Deffand, cette autre épistolière française, qui avait pourtant dénigré les illusions de l'amour... Walpole s'était ennuyé durant sa jeunesse. Il avait dépeint « l'ennui » comme une sorte de fantôme que l'on est obligé de « recevoir chez soi ». Il s'efforça de l'ex-

ser. Il occupa son temps à jouer aux cartes, à converser avec les dames, à écrire, à rêver, à contempler le Tamise. Et il cessa de s'ennuyer. Il se reprochait parfois de mener ce genre d'existence. Mais, s'il n'avait dissipé lui-même sa vie, elle se serait dissipée toute seule. Alors, pourquoi se faire du souci ? « L'on disparaît si vite, se disait-il, et les mondes succèdent aux mondes. » Horace rendit l'âme en 1797, après avoir épuisé tous les charmes du

dilettantisme. André Morellet naquit dix ans après le rêveur de la Tamise. Il n'était pas fils de ministre. Son père était « marchand de papiers ». Cela n'empêcha pas André de faire une belle carrière, car il apporta les preuves de son intelligence. « Or, à cette époque, un peu d'intelligence vous menait loin », comme l'écrivit Lytton Strachey. Devenu abbé, le jeune Morellet eut la chance de rencontrer Diderot et le bonheur de susciter son intérêt. L'auteur des *Bijoux indiscrets* lui donna des leçons de philosophie tous les dimanches matin, et lui commanda des articles pour l'*Encyclopédie*. C'est ainsi, d'après Lytton, que Morellet « fit l'apprentissage de la douceur de vivre ».

L Il brilla dans le genre polémique. Il avait la vivacité et la méchanceté nécessaires. Ses traits d'esprit contre l'obscurantisme lui valurent, par la suite, les compliments de Voltaire, qui le surnomma « l'abbé Mordelles ». Il fréquenta les salons de M^{me} Geoffrin, de M^{me} de Lespinasse et de M^{me} Helvétius. Il aimait séjourner chez le troisième, car elle habitait Auteuil. A l'époque, c'était encore la campagne. Et l'abbé songeait que rien ne vaut le compagnie des jolies veuves quand on savoure, avec elles, les dernières chaleurs de septembre... Il s'était trouvé parmi les apprentis sorciers de 1789. Il avait « œuvré » pour cela. Mais il regrette le désordre et le tumulte. C'est pourtant le métier des révolutions. Après quoi Morellet se survécut. Il elle jusqu'à l'année 1819. On attrape froid lorsqu'on change de siècle. Il se demandait ce qu'il faisait dans le dix-neuvième. Il avait dû s'égarer. Il ressassait des rêveries de fantôme.

J'ignore si l'abbé Morellet

rencontra David Hume dans les salons. C'est probable. Né en 1711, cet Ecossais forme une sorte de tandem avec l'Irlandais George Berkeley. Ce sont les Roux-Combaluzier de la philosophie des îles Britanniques. Lorsqu'ils avaient mal dormi, ils mettaient en doute la réalité du monde extérieur. D'après Lytton Strachey, le principe vertu de David Hume, c'était son art du « détachement ». Il profita d'une escapade de jeunesse, à Reims et en Anjou, pour écrire son *Traité de la nature humaine*. C'était de la philosophie très aérienne... David Hume revint en France, à l'automne 1763. Il fut très « à la mode » pendant le temps qu'il y resta. Les Français adoraient le contraste entre l'aspect « rustaud » de ce personnage et les séductions de sa métaphysique. Comme l'abbé Morellet et comme Marivaux, il fut invité chez Marie-Thérèse Geoffrin. Qui n'allait pas chez cette dame ? Mais quand David Hume arriva, l'auteur de la *Douceur de vivre* venait de partir. Je veux dire qu'il était déjà mort.

DE 1721 à 1724, Marivaux avait publié, sous le titre *Le Spectateur français*, des « feuilles » dans lesquelles il méditait sur lui-même ou sur les mœurs de ses contemporains. Il avait recommandé en 1727, sous le titre *L'indigent philosophe*, deux journaux. C'est un revirement. « Je suis né de manière que tout me devienne une matière de réflexion », disait Marivaux. « Je vais voir tout le monde dans les nues », écrivait-il encore. Il philosophait en se promenant. Il prouvait les charmes de la digression, les mérites de la légèreté, les vertus de l'insouciance et les avantages de la fantaisie.

(1) Scènes de conversation, Le Promeneur. Voir le Monde des livres du 14 juin 1991.

(2) Signalez également la nouvelle édition de l'œuvre de Roger Duchêne, *M^{me} de Sévigné et la lettre d'amour*. Editions Klincksieck.

LE MONDE DES LIVRES
ROMANS

Le mystère des îles

Des marins qui rêvent au large d'une île encerclée par les brisants : Bruno Bontempelli dit à merveille les silences de la mer

L'ARBRE DU VOYAGEUR
de Bruno Bontempelli.
Grasset, 274 p., 105 F.



Bruno Bontempelli : une vibrante attente.

Bruno Bontempelli ne croit pas aux îles. Improbables, dans cet *Arbre du voyageur*, elles ne sortent du bleu que pour y disparaître aussitôt, faussent compagnie sans raison et, recouvertes au petit bonheur, parfois fausses, ne sont qu'un semis d'utopies et de beaux mensonges à la surface des mers. Alors, à quoi bon s'échiner à les atteindre ? Autant attendre qu'elles se livrent d'elles-mêmes. C'est ce que font les marins de l'Entremetteuse, arrêtés, dans l'absence de vent, au large d'une île encerclée par les brisants. Prenant à rebours le roman d'aventure, Bontempelli consacre à cette attente l'essentiel de son roman.

Mais il ne se veut pas un Buzzati des océans et, au lieu de viser à une abstraction métaphysique, use de son talent frais de coloriste — déjà remarquable dans les *Paraphrases* — d'une ingénuité imaginative pour peindre le désert des eaux où marinent le vaisseau, éternel « ses figures de grosse ballantine » adossée que, dans le silence de début du monde, on entend seulement sur la coque « le bruit de succion d'une vache qui boit ». Que se passe-t-il sous la vaste incandescence du ciel ? Rien, ou presque : l'éclatement d'une pluie passagère, un canot qu'on envoie en recon-

naissance, le glissement de lincolns fantômes enveloppant les marins consumés par le scorbout, une fumigation destinée à éloigner les pestilences, des ébauches parcellaires de complots.

Et pourtant Bruno Bontempelli sait rendre vibrante cette attente, grâce à une alliance de scrupules et de songes dans ses descriptions, le rythme circulaire de l'apparition et du retour de ses personnages qui déambulent dans un climat d'irréalité tendue. L'écrivain ne cherche pas à faire d'eux des héros contrariés. Ce sont juste des aventuriers rêveurs, un peu déboussolés, mais pas vraiment désespérés de l'être :

le capitaine Bloche promet une dépit d'être constamment « floué » par les îles hypothétiques ou rétives ; le chirurgien Saint-Foin semble, dans sa concubine clinique, ne jamais vouloir mettre la mort à l'ordre du jour ; Malestro, l'écrivain de bord, le seul, paradoxalement, à être assoiffé d'or, avide d'un trésor caché dans un rocin de l'océan, essaie de résoudre l'énigme de « l'arbre du voyageur », qui, pourtant, restera à l'état de mirage ; l'hydrographe Cornelius Tringuet, replié dans ses petits travaux d'écriture destinés au Bureau des longitudes, se perd dans ses calculs. Mais l'âme de

l'attente est le chevalier du Mou-chet : il tente de conserver en lui un espace de candeur et d'illusion qui lui permette de continuer à aimer les îles. Il se soucie pas de les conquérir, car il connaît trop « le moment fâcheux où l'on se rend compte qu'on en avait fait le tour » et craint que le bonheur d'y demeurer ne soit bientôt empoisonné par « le sentiment insidieux de l'enclos ». Il ne se rappelle pas le nom de celles qu'il a connues, ne retient que ces moments de volupté passés dans les « profondeurs odorantes des forêts et les débâches de chair végétale ».

Sa jouissance suspendue d'une lente approche donne au livre son aspect romanesque. Comme à regret, dans un élan qu'ils savent suicidaire, les marins de l'Entremetteuse décident enfin de partir à la recherche de l'île et d'affronter les brisants. Mais ce qui aurait pu donner lieu à une « scène de genre » toutoutrante où n'auraient manqué aucun mal rompo on cordage éclaté — au moment où le navire se démembre dans l'orage de la mer — devient, grâce à la légèreté narrative de l'auteur, une scène noire, une pirouette fâcheuse du navire illuminé parmi les écueils, aussi aérienne que tout le roman où éclat le talent frais de Bontempelli.

Jean-Noël Pancrazi

Guy Scarpetta en musique

LA SUITE LYRIQUE
de Guy Scarpetta.
Grasset, 460 p., 140 F.

20 septembre 1945. A Zurich, Kurt Lewenstein reçoit une gifle pour avoir dit : « Les Américains sont comme les nazis ». Il a dix ans et porte ce jugement hâtif parce que son ami Weber vient d'être tué par un soldat d'outre-Atlantique. Même jour, même heure, à New-York, Barbara Peterson reçoit d'une infirmière sa première gifle — rite de la bienvenue au monde. A ce moment précis, à Suzette, hameau provençal, Mireille Jourdan reçoit de son mari « sa première racée ». Aucune raison pour que ces trois-là chantent ensemble une passion amoureuse.

Rien de commun entre Kurt, chef d'orchestre viennois, spécialiste d'Alban Berg, Barbara, chanteuse d'avant-garde, et Mireille, paysanne qui couche avec les employés de son mari. Rien si ce n'est Stanislas Skolinski, journaliste. Avec sa femme Leslie, il a acheté une maison, « Les Granges rouges ». Mireille aime s'en approcher, voyageuse des ébènes du couple. Stanislas, de passage à New-York, a rencontré Barbara et il la reçoit chez lui avec Kurt, son amant. A la suite du drame qu'il serait dommage de dévoiler ici, Kurt et Mireille se rejoignent pour un bref et vulgaire échange sexuel répondant en contrepoint douloureux à un semblable échange qui, quinze ans plus tôt, a profondément marqué Kurt — sa partenaire d'alors était une cantatrice qui lui avait lancé : « Tu aimes ça, hein, salaud... Tu t'es enfin payé une sale nazie ».

Tout cela est l'armature d'un roman dont il faut suivre le rythme, comme celui d'une partition. Exposé des thèmes et développement, ils se croisent, se

répondent en canon par les voix des trois interprètes et des deux narrateurs que sont Stanislas Skolinski et Guy Scarpetta. Sur le trio, se greffent des contrepoints, l'origine juive de Kurt, ses rapports avec son père, la misérable condition des musiciens viennois au début du siècle, l'Autriche de l'après-guerre, la New-York des années 70, le conflit israélo-arabe... Autant de pans d'une histoire qui, à la manière de la base continue d'une pièce musicale, s'impose à la vie des individus en ce qu'elle a de plus intime, apparemment de plus extérieur aux événements qui bouleversent le monde.

Remarquable maîtrise

On peut, dans ce concerto, trouver excessive la répétition d'un leitmotiv où l'érotisme frôle la fameuse frontière, jamais définie, qui sépare de la pornographie — il n'est guère de variations possibles sur le thème des accouplements, même quand le fouet bat la mesure du crescendo de la sodomie ou du sadisme, — mais l'insuffisance de ce duo ne saurait amoindrir la réussite de l'ensemble. C'est là un roman dont la composition est d'une remarquable maîtrise (y compris l'érudition musicale jermelpesante) et dont le style témoigne qu'avec de telles tonalités la narration a encore de beaux jours. Le « je », le « il », l'adresse directe aux lecteurs et jusqu'à ces points de suspension des dialogues, tout est exactement dosé, en correspondance et harmonie avec le propos du moment. De l'essayiste et du critique d'art Guy Scarpetta, les qualités sont connues. Celles du romancier sont désormais évidentes.

Pierre-Robert Leclercq

La cuisine de la littérature

Dans les romans d'Hervé Le Tellier, il y a, littéralement, à boire et à manger. Pour mieux écrire la vie en jouant avec les mots

LE VOLEUR DE NOSTALGIE
d'Hervé Le Tellier.
Seghers, coll. « Mots »,
220 p., 120 F.

Hervé Le Tellier aime la littérature, la cuisine et la cuisine de la littérature. Il y a un peu plus d'un an, il publiait *Sonates de bar* (1), quatre-vingt-six nouvelles d'un feuillet qui donnaient une recette de cocktail. Des histoires dans un bar de New-York avec Jay, le patron, Rose, la serveuse, Archie, le pianiste noir qui joue du blues, du jazz, et les clients, habitués ou de passage. Les personnages ont une forte propension à la nostalgie. Ils boivent pour se souvenir.

Quelques titres pour décrire une atmosphère : *les Larmes de l'alexandra*, *la Couleur rouge du bloody mary*, *les Amants du blue lagoon*, *le Swing du champagne daisy*... Des images viennent à l'esprit. *Casablanca* bien sûr, mais le noir et blanc du film de Michael Curtiz est sans doute un peu trop léché. Il faut quelque chose de plus fluide, de plus syncope, « jazz ». Comme cette vieille série américaine avec Cassavetes : *Johnny Staccato*.

Une lettre de Florence

Le Tellier aime les parodies et les hommages. Une des nouvelles est intitulée *A l'ombre du black italien*, ou du côté de chez Jay... et Frost nous sert un cocktail. Dans une autre (*la Disparition à Raymond*), il n'utilise qu'une fois la lettre « e », comme dans un roman de Georges Perec. L'auteur de *la Vie mode d'emploi* apparaît également — sous l'anagramme de Pr. Serge C. Oge — dans *le Voleur de nostalgie*, le second livre d'Hervé Le Tellier, où l'exercice de style et les jeux parodiques deviennent plus complexes.

Le narrateur est chroniqueur gastronomique dans un hémicycle d'été parisien. Chaque semaine, il raconte une histoire en donnant une recette de plats. Il signe Giovanni d'Arezzo. Un jour, il reçoit de Florence une lettre étrange signée... Giovanni d'Arezzo. Sans adresse. Le Giovanni parisien envoie une lettre à trois Giovanni d'Arezzo trouvés par les renseignements internationaux. Un retraité de Bologne et un jeune prisonnier

de Pise lui répondent. Le roman se compose de la correspondance de ces quatre homonymes, des recettes publiées dans le journal d'extraits du carnet du narrateur.

Cette structure complexe et souple permet toutes les variations, oculipennes, les manipulations et les jeux littéraires. Les vraies fausses confidences précèdent les erreurs d'ajustement, les trahisons suivent les aveux, l'humour alterne avec la cruauté. Les Giovanni se perdent dans des jeux de masques et des intrigues florentines. Et le narrateur y perd quelques plumes.

Le journal s'apprête à publier une recette qu'il n'a jamais écrite. Celui qui se croit manipulateur se découvre manipulé, celui qui croit détenir les clés de la fiction s'aperçoit que la serrure a changé, que la fiction l'a dépassé.

Hervé Le Tellier joue à merveille des ressources cruelles du roman épistolaire. Le jeu semble parfois un peu gratuit, un peu trop virtuose. Mais il n'exclut pas l'émotion, il la tient simplement à distance et la remet en question au moment où l'oeil pourrait en abuser. C'est l'une des marques de

la belle collection de Paul Fournel (2) : jouer avec les mots pour mieux écrire la vie, sans pièges, et sans sentimentalisme. Chez Le Tellier, les sentiments, comme les nostalgies, ne se répandent pas. Ils se volent.

Alain Salles

(1) Seghers, coll. « Mots », 1991, 194 p., 110 F. Les textes de *Sonates de bar* sont parus dans *le Monde* les 5 et 12 juin.

Julien l'apostat

ON
d'Yves Laplace.
Seuil, 182 p., 89 F.

« On venait d'éteindre la voûte céleste. » Comme les romans de Zola, Yves Laplace se réfère explicitement son titre. On, comme ceux d'Orwell ou de H. G. Wells, le dernier roman d'Yves Laplace est un faux roman de science-fiction : une fable politique. Comme ses prédécesseurs, Laplace, caché derrière ses scribes, ses missionnaires, ses vestales sacrifiées à l'Eglise universelle du lien, nous parle de nous. « J'essaie, dit-il, de parler du présent en le projetant, en essayant de me souvenir aussi des perspectives et des utopies ».

Son héros, Julien Trespar, grand prêtre dans le monde du XXV^e siècle qu'il ont remodelé conjointement les pires excès du fanatisme religieux, les techniques les plus sophistiquées et le totalitarisme politique, est un apostat, et c'est son procès que le livre évoque.

Comme dans tout procès, il s'agit de montrer, tant du côté de l'accusation que de celui de l'accusé — et, ici, du point de vue du liquidateur de toute cette affaire, situé, lui, plus loin sur l'échelle du temps, le 3 mars 3333 à Caracas, — comment on en est arrivé là : il y a eu un grand nettoyage. Les télévangélistes, enfants et

petits-enfants de ceux qui soutenaient déjà les foules américaines, ont purifié la Terre et répandu des « courants de sympathie ». On a mis au point de nouvelles méthodes de communication, fondées sur la diffusion d'images subliminales — mais nous connaissons déjà cela. Une sorte de chantage mental s'est répandu sur la planète.

La force d'évocation cauchemardesque d'Yves Laplace tient ici à ce qu'il nourrit ses visions fantastiques de descriptions minutieuses et reconnaissables, suivant le leçon de Kafka, qui disait que c'est quand l'écrivain décrit les choses les plus imaginaires qu'il se doit d'être le plus sec, minutieux et réaliste.

Le début de l'hérésie

Dans l'affaire de l'apostasie et du martyre de Julien Trespar, tout a donc commencé avec les débuts de ce fameux chantage des esprits. Et Yves Laplace a trouvé l'origine de ce chantage : ces chaînes de chantage et de menace que chacun a trouvées, un jour dans sa boîte aux lettres et qui s'autoproclament chaînes du bonheur.

Oui, tout a commencé bêtement, avec M. Bergneux, qui l'a repue, l'a renvoyée vingt-cinq fois et a gagné au Loto, avec M. Albert, qui fut, lui aussi, obéissant et monta en grade, avec

M. Pina, qui oublie et perd son emploi, avec M. Berlay, qui sut le front de brûler la lettre et vit ses parents mourir brûlés vifs, longue période du bonheur de ceux qui croient et obéissent, du malheur de ceux qui n'en font qu'à leur malheureuse tête.

A moins que les choses ne se soient passées autrement... La force du livre est de faire rebondir toute interrogation, car toute question sur les origines est le début de l'hérésie. Et c'est de cette mêlée humaine de poser des questions et d'oser avoir froid, même quand on vous dit qu'il fait chaud, qu'est victime Julien Trespar. Julien Trespar, parce qu'il est involontairement amené à voir et à sentir autrement qu'il est exigé par l'Eglise du lien universel, tombe de surcroît amoureux. Et tombe du même coup victime de ses pensées, de ses sensations et de ses sentiments, dans cette catégorie cent fois maudite, nous dit Laplace : un écrivain.

Mais peut-être sera-t-il, à son insu, la victime de cette autre éternelle maladie humaine du dogmatisme et des refondations, d'une nouvelle religion. Car la fièvre lyrique et inquiète d'Yves Laplace ne saurait se contenter de cette paix illusoire que donnent les mots, leur musique. Les mensonges sont toujours à recommencer.

Geneviève Brisac

Cloties

TRACY CHAMOUN
Au nom du père



216 p., 110 F.

Tracy Chamoun
AU NOM DU PERE

Une autre voix, celle de la paix et de l'espoir. De la tolérance et de la réconciliation.

Philippe Cusin
Le Figaro

Comment peut-on pardonner aux assassins de sa famille.

Sylvie Soule - La Croix

Un livre document, la dernière étape d'un itinéraire impressionnant.

Patricia Gandin - Elle

PRIX VÉRITÉ 1992

Il ne peut laisser indifférent.

André Pautard
L'Express



Passage en revues

Littérature, poésie

EN POCHE

• Dans La Livre de poche, trois romans d'auteurs de la Vienne «fin de siècle»: la *Confession des sentiments* de Stefan Zweig, traduit par Olivier Bourne et Alvin Hells, révisé par Brigitte Vergne-Cain et Gérard Rudent (n° 9521); le *Poids de la grâce*, de Joseph Roth, qui a obtenu le prix Halperine Kaminsky en 1962, traduit par P. Hofer-Bury (n° 3062); et de Franz Werfel, le *Passé ressuscité*, avec une préface de Félix Bertaux, traduction de Louise Felsans-Meury (n° 3182).

• Pour continuer avec des écrivains de langue allemande, signons, dans la collection bilingue «Folio» de Gallimard, le *Mépris* d'O. suivi de *Duel*, de Heinrich von Kleist, traduits, préface et annotés par Martin Ziegler (n° 27). Et l'*Etrange histoire de Peter Schlemihl*, de Adelbert von Chamisso, traduit par Albert Lortholary, préface et annoté par Bernard Lortholary (n° 26).

• Dans la même collection bilingue, deux classiques anglais: l'*Etrange cas du Dr. Jekyll et M. Hyde*, de Robert Louis Stevenson, traduit, préface et annoté par Charles Baillet (n° 29); cinq nouvelles de Rudyard Kipling, *Wes Willie Winkie*, traduits, préface et annotés par Sylvère Monod (n° 28).

• Toujours en «Folio», mais en littérature française cette fois, signons la reprise de l'*Amour*, de Marguerite Duras (n° 2418).

• Dans la collection «Lire et voir les Classiques», Presses Pocket propose une nouvelle présentation, en trois volumes, des *Misérables*, de Victor Hugo. Une édition présentée et commentée par Amaud Laster, accompagnée d'un dossier documentaire et d'un cahier iconographique en couleurs (n° 6097-99).

• Les Cahiers rouges de Grasset reprennent *Méditation sur un amour défunt*, le deuxième

roman d'Emmanuel Barl, écrit en 1925 (n° 168).

• Yves Bonnefoy est doublement présent chez Gallimard. A l'occasion d'une exposition à la Bibliothèque nationale, un recueil de textes, l'*Improbable* et autres essais, paraît en «Folio essai» (n° 203), tandis que *Rue Traversière* et autres récits en rêve est repris dans la collection «Poésie».

• Du latin en «Folio»... Au moins en traduction: les *Métamorphoses*, d'Ovide, dans une traduction de Georges Lafaye; une édition préfacée et annotée par Jean-Pierre Néraudeau (n° 2404).

• Dans la «Petite Bibliothèque» Payot, l'*Enfant du miroir*, un dialogue entre Françoise Dolto et J. D. Nasio sur la psychanalyse et l'enfant (n° 110). En outre, J. D. Nasio publie, dans la même collection, ses recherches sur l'Enseignement de 7 concepts cruciaux de la psychanalyse. Dans *Thalassa*, psychanalyse des origines de la vie sexuelle, Sandor Ferenczi, un disciple de Freud, établit une théorie de la sexualité à travers le développement onto et phylogénétique. Présentation de Judith Dupont et Myriam Villier (n° 112). Enfin, toujours dans cette collection, signons *Fragment d'une analyse*, de Donald W. Winnicott, avec une préface de M. Masud et R. Khan (n° 113).

• En «Points» Seuil, les *Calendes grecques*, n° Dan Franck donne la parole à un vétéran de la guerre d'Espagne (n° R555). Et aussi *Chaque homme dans sa nuit*, de Julien Green. Après une éducation sentimentale — comment concilier le chair et l'esprit? — le cœur et le dernier mot lorsqu'il comprend que le vrai amour dépasse le désir charnel (n° R556).

• Bien avant le psychanalyste, le tragédien antique a mis en lumière et en scène la part de délire et de violence qui existe au fond de l'intimité des rapports mère-fils. Le thème est assez riche pour n'avoir pas été épuisé pour autant. Les quelques pages de prose d'Yves Charnet — dont le nom avait déjà pu frapper les lecteurs d'un récent numéro de *Poésie* — en propose, dans le dernier numéro de *Niques* (n° 5), une nouvelle et très impressionnante variation: «Je pense à vous, ma mère, fillette aux cheveux blanchis, à votre erreur hirsute dans le couloir des nuits, votre geste maladroit pour épouvanter les chauves-souris, votre rage à exterminer la vermine qui infecte vos rêves, votre angoisse de ne pas comprendre l'obscur serrurier de la cave, d'avoir renversé ce vin adouci que n'absorbe plus le sol, d'entendre sans fin marcher derrière vous sans parvenir à vous retourner...»

La singulière puissance de l'écriture d'Yves Charnet réside dans une éristation excessive autour de ce mot de violence et de ténacité, dans la volonté presque hallucinée d'épeler, d'épuiser l'alphabet mal disposé, les «paroles en souffrance» de toutes ses «enclaves ténébreuses». C'est au réel que l'image poétique veut revenir, c'est sa face d'ombre que les mots révèlent et reconstruisent: «O mon Dieu, qui dira la messe du grand pardon pour l'inceste tricolore aux doigts engourdis d'oubli... Déjà des rats rongent la couture de cette femme ravagée par la rage des familles... Si la conscience devait céder le pas à l'admiration, il faudrait avancer la formule convenue: «à l'autour à

suivre». (*Niques*, La Sétérée, Jacques Clerc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest, 95 F.)

• Yves Charnet a également apporté sa contribution à un numéro récent de la revue *Europe* (n° 760-761) consacré à Baudelaire. Analysant le poème en prose *Le Mauvais Vitrier*, il traite de cette «inspiration forcée» et de ses «élans» qui, pour le poète des *Fleurs du mal*, «autorisent à croire que des démons malicieux se glissent en nous et nous font accomplir, à

Picon. Mort en 1990, frère de Gaëtan Picon, ce professeur de philosophie fut un moment, au début des années 20, proche des surréalistes; mais l'histoire de ce mouvement n'a guère retenu son nom. Il est vrai que ces quelques poèmes écrits dans les années 50 ne gardent que peu de souvenirs de l'esthétique poétique défendue par Breton et ses amis. Le lyrisme se fait ici «sage», approche attentive et respectueuse des formes impondérables du vivre: «Heureux celui qui

celui d'ici; c'est pourquoi justement elles vous échappent, et vous obsèdent. Comme une porte qui serait à la fois, inexplicablement, entrouverte et verrouillée...» Dans ce même cahier: Henri Thomas, Guy Goffette, Antoine Emaz, Odette Pagier... (*Théodore Balmoral*, 5, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans, 80 F.)

• A Philippe Jaccottet précisément, la revue suisse *Écriture* (n° 40) consacre un riche cahier d'hommage, accompagné d'inédits du poète, dont des «variations inachevées, à partir du mot Russie» et des lettres qu'adressait-il à Gustave Roud. Dans ce même numéro, des interventions présentées lors d'un colloque qui s'est tenu en décembre 1991 à Lausanne sur l'auteur de la *Semaison*. (*Écriture*, Case postale 547, 1001 Lausanne 30 F. suisses.)

• A propos de Francis Ponge, lui aussi déjà cité, *Poésie* (n° 61) publie un long entretien entre l'auteur des *Poèmes* et Serge Gavronsky réalisé en 1972. Comme il l'a souvent fait, Ponge s'explique longuement sur son travail poétique et sur ses filiations littéraires. Retenons la définition qu'il donne de ce travail: «L'essai de faire dans le monde verbal quelque chose qui ait autant d'existence concrète que l'objet dont je parle dans le monde physique.» Dans ce même cahier consacré à la prose: Eugène Nicole, Martine Broda, Judith Schlanger, François Fédier... (*Poésie*, Ed. Belin, 60 F.)

Patrick Kéchichian

Cet impossible sujet...

La revue «Quai Voltaire» s'attaque aux «mœurs littéraires»

«Les mœurs littéraires... Sujet passionnant, sujet impossible, sujet de thèse, objet de débats infinis. La revue *Quai Voltaire* s'y est courageusement attaquée dans son n° 6 (1). On remarquera, en premier lieu, un intéressant dossier sur le prix Nobel avec une lettre documentée humoristique de Claude Simon, une étude de Pascal Cassanova («Le prix de l'universel»), une analyse de la réception du Nobel de Camus dans la presse, en 1957, par Catherine Léprat, et un article, à la fois drôle et très informé, de Michel Contat sur Sartre et le Nobel (prix qu'il a refusé, en 1964).

Comment parler des mœurs littéraires sans en revenir à Roland Barthes? On saura gré à *Quai Voltaire* d'avoir accueilli le texte de Bernard Comment «Roland Barthes: la hantise du malentendu». Passionnant, mais aussi étonnant, pourquoi ne pas le dire? «Il est tout de même amusant que, aujourd'hui (...), certains pérorateurs, mandarins de l'université (...), finissent des qu'ils le peuvent par s'exhiber sur les plateaux médiatiques. Ne sont-ce pas les mêmes, ou leurs pairs, qui autrefois qualifiaient ou faisaient qualifier Roland Barthes d'impopulaire? Ou encore: «La plus belle leçon de Barthes réside peut-être dans cette façon de travailler constamment sur ses propres faiblesses, ou manques, sur ses propres démons, sur sa bêtise (...). C'est qu'ils sont nombreux, dorénavant, à vouloir nous gouverner de certitudes pour étouffer les doutes.»

On craint d'avoir envie de rapprocher cette phrase du long éditorial (annoncé comme «à suivre») d'Alain Nadeau, le directeur de la revue. Sous le titre «Malaise dans la littérature», c'est son propre

«La dernière sélection du prix Renaudot... Cinq livres restent en lice pour le prix Renaudot, qui sera attribué lundi 9 novembre: *L'Arbre de vie*, de Bernard Chambaz (François Bourin); *Texaco*, de Patrick Chamoiseau (Gallimard); *Aden*, d'Anne-Marie Garat (Seuil); *Charles et Camille*, de Frédéric Vitoux (Seuil); la *Démence du boxeur*, de François Weyergans (Grasset).

malaise qu'exprime d'abord Alain Nadeau, d'une manière confuse et ambiguë. Si ses attaques, justes parfois, contre la critique littéraire n'ont rien de réjouissant, rejoignant celles de Milan Kundera dans son texte de l'*Infini* sur Rushdie («le Monde des livres» du 23 octobre), elles

DERNIÈRES LIVRAISONS

Lettres allemandes

ROSMAIRE BURI: *Grosse et bête*. — Issue d'une famille nombreuse, Rosmarie Buri a connu une enfance difficile, marquée par la pauvreté. En écrivant, elle se libère de ce qui faisait d'elle une mal-aimée. La période de sa jeunesse, où elle a travaillé comme domestique, montre que l'exploitation et l'esclavage ne sont pas l'épave d'une antiquité révolue. Sans jamais s'insurger contre son destin, avec des mots simples et une abondance de détails, elle nous révèle ce qui fut l'une des faces sombres d'un pays opulent. (Traduit de l'allemand (suisse) par Gilbert Mussy, éd. Zoé, 247 p., 110 F.)

DORRIS DORRIS: *L'Homme de mes rêves*, suivi de *Pour l'éternité*. — Quand Fanny rêve d'avoir une silhouette aussi sexy que celle de sa copine de lycée Antonia, cette dernière ne sait pas encore qu'elle rencontrera un jour dans la rue la sosie d'un portrait de jeune homme peint par Botticelli. Les autres nouvelles tournent autour de Fanny, Antonia et Charlotte, qui construisent des rêves d'amour et d'évasion. Dorris Dorris, née en 1955 à Hanovre, est aussi cinéaste. (Traduit de l'allemand par Sylvie Person, La Découverte, 324 p., 135 F.)

CLAUDE GAUDIN: *Jünger. Pour un abécédaire du monde*. — Un joli petit livre imprimé en bleu, un essai philosophique bien argumenté sur l'auteur des *Faiblesse de marbre*. Jünger est présenté comme l'explorateur de la nuit qui, au matin, engrange ses moissons, observations de la vie rhénane, celle des insectes et des végétaux. Ces observations s'ordonnent comme autant de visions, qui mènent en rapport avec des royaumes interdits, sans renoncer à la lumière de la raison, ce par quoi il se distingue des romantiques. Cette opposition entre la lumière et l'obscurité qui prolonge et manifeste l'opposition entre l'expérimental et le métaphysique, Jünger essaie de la résoudre dans ses «chasses subtiles», «paradoxal entrecroisement entre l'exactitude et l'émblématique», comme le dit François Dagognet auteur de l'avant-propos. La chasse subtile apparaît comme une éducation du regard, afin qu'il devienne capable de voir l'invisible, noble vérité de toute poursuite. On n'est pas loin d'une forme moderne de mystique, mais sans l'appel à la transcendance: qu'importe l'au-delà quand on pressent l'au-delà dans toute chose. La chasse divise aux dimensions d'une expérience intérieure, où l'on étiole les frontières du grand secret. (Ed. Encre marine, tél.: (16) 77-38-62-63, 139 p., 110 F.)

HEINZ SCHWARZINGER: *Odön von Horvath, repères*. — Redécouvert dans les années 60 et consacré comme un écrivain du répertoire moderne de langue allemande, Horvath (1901-1938), s'est défini lui-même comme un chroniqueur d'un monde sans réalité, sans foi et sans principes moraux. La France fait plus en plus écho à cet auteur qui a écrit une vingtaine de pièces et trois romans. Le petit ouvrage de H. Schwarzinger ouvre des pistes pour situer l'homme et l'œuvre: courts textes inédits, éléments biographiques, catélogue chronologique de ses écrits. (Ed. Actes Sud Papiers, 96 p., 83 F.)

n'en ont pas la netteté. Commentant par une mise en cause de Guy Debord, qui aurait été soudainement «médiatisé» en 1989 avec *Panegyrique* au moment même où son écriture devenait «pitreuse» (2), Alain Nadeau continue en enfonçant — sans s'en cacher

— quelques portes largement ouvertes par le même Debord, ce qui n'est pas un reproche, car on n'analysera jamais trop ce qui se passe «quand on devient soi-même marchandise».

Mais il aurait pu éviter de se borner à juxtaposer des jugements. Il constate, par exemple, que «certains» se sont «ralliés» au système médiatique et que, pour se dédouaner, ils prétendent dénoncer un complot contre les écrivains, mais ne sont plus crus, ni compris, ni écoutés. Sans même voir que sa phrase confirme les propos de ceux qu'il dénonce, il soutient, plus loin, que d'autres, refusant la stratégie médiatique, donnent une image identique, en négatif, avec «une originalité promotionnelle à long terme dont l'intérêt est loin d'être échappé à certains». Il avait là le sujet d'un long article. Peut-être même d'un numéro entier de sa revue. Il a préféré faire simple. Dommage. D'une attaque non argumentée contre la peinture contemporaine à quelques lieux communs sur la littérature «faisant eau de toutes parts», on en arrive à ce modèle de phrase: «Il est aujourd'hui tout aussi à la mode d'évoquer l'inévitable déclin de la littérature française que, par perversité ou duplicité, de prétendre le contraire en prenant appui sur des autres qui justement constituent des exemples on ne peut plus significatifs d'un tel déclin.» Alain Nadeau va-t-il enfin nous donner la liste des œuvres dignes d'être défendues? Est-ce si aisé de savoir, de manière tout ce qui compte dans la littérature du XX^e siècle? Avant de se mettre au travail pour nous livrer très vite ce catéchisme, Nadeau aura-t-il une pensée pour Roland Barthes?

Josyane Savigneau

(1) *Quai Voltaire*, n° 6, automne 1992, éd. Quai Voltaire, 98 F.

(2) Si «être médiatisé» signifie «apparaître», Guy Debord n'est pas médiatisé. Si cela signifie avoir des critiques dans la presse, dès le 14 février 1968, Pierre-Emmanuel Simon consacrait un feuillet du *Monde* à la Société du spectacle.

À signaler aussi, pour alimenter la réflexion sur les mœurs littéraires, le dossier «L'écritain à la fin de siècle» dans le n° 23/24 de la revue *Revue* (éd. Champ Vallon, 100 F.); «L'écritain contemporain», dans celles de Pierre Morillas, Richard Millet, Jean Roussat, Jode Stéfani, Petr Král, Dominique Nègre.

V.S. NAIPAUL

«Le plus grand écrivain de langue anglaise.»
François Gronon - Télérama

V.S. NAIPAUL

L'INDE

UN MILLION DE RÉVOLTES



«Ce beau livre qui, comme toute œuvre d'art, nous éclaire d'une lumière ambiguë, trouble et troublante.»
Jean-François Revel - Le Point

«Enquête magistrale et fruit enfin mûr d'une douleur maîtrisée.»
Paul-Jean Franceschini - L'Express

«Un portrait prodigieux d'ampleur, de profondeur et de précision.»
Eric Deschodt - Valeurs Actuelles

PLON

Exercices

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

Patrick Poivre d'Orville

LE MONDE DES LIVRES
SOCIÉTÉ

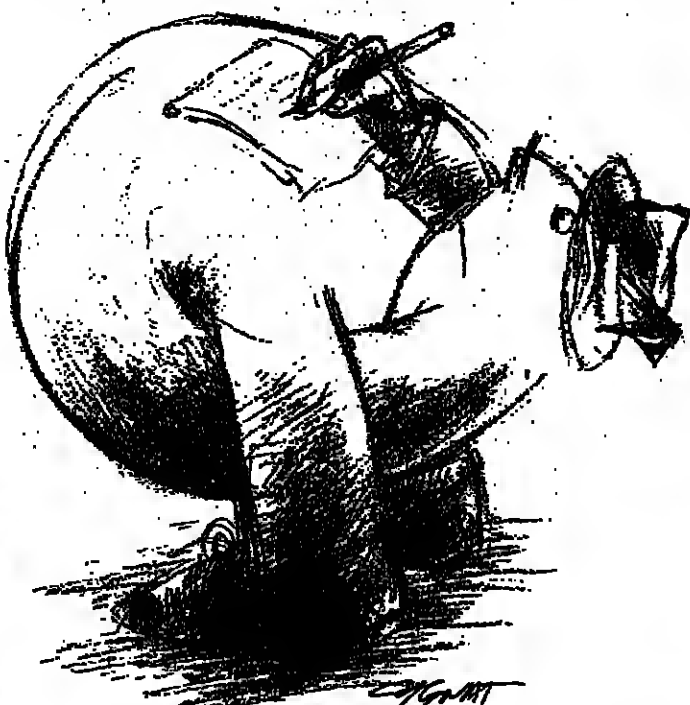
Exercices de transparence

Le plaidoyer de Patrick Poivre d'Arvor, l'« examen de conscience » d'Albert du Roy et les dessous rocambolesques de dix ans de « non-politique audiovisuelle »

L'HOMME D'IMAGE
de Patrick Poivre d'Arvor.
Flammarion, 187 p., 75 F.

LE SERMENT DE THÉOPHRASTE
d'Albert du Roy.
Flammarion, 234 p., 105 F.

LA TÉLÉ
Dix ans d'histoires secrètes
de Marie-Eve Chamard
et Philippe Kieffer.
Flammarion, 700 p., 150 F.



Faut-il dire la vérité sur les journalistes, les médias et leur public? Oui, trois fois oui, si, plutôt que de prétendre à la vérité, on se contente d'informer sérieusement. Après tout, ceux qui font métier d'exiger la transparence doivent aussi y satisfaire : c'est la moindre des choses, sinon la plus aisée à réaliser.

Trois de ces exercices sont proposés par le même éditeur, ce qui confirme que le sujet est bien dans l'actualité. Ils traitent de la télévision, plus précisément de la genèse des médias dominants, et de la déontologie de la presse, à travers les contraintes, devoirs, faiblesses et interrogations des journalistes en général. Peu ou prou, ces derniers se posent les mêmes questions, quel que soit l'organe de presse qui les emploie, mais, selon où ils se trouvent, ils n'obtiennent pas toujours les mêmes réponses. A quels saints doivent-ils se vouer?

Il y a des règles de base, rappelle Patrick Poivre d'Arvor, interrogé par Françoise Verny. « J'assume mes interrogations, je revendique mon droit à l'erreur », ajoute-t-il. Pour le reste, il se fie d'abord à son instinct qui, dit-il, « joue un rôle essentiel dans la démarche du journaliste, même s'il doit, en permanence, être contrebalancé par le raisonnement ». C'est la vedette consacrée de la télévision qui s'exprime, s'explique et, au passage, se justifie sur tel ou tel des manquements qu'on lui a reprochés. Plaidoyer pro domo d'un présentateur très en vue et, donc, très surveillé, précisément parce qu'il y a beaucoup de monde de ce côté-ci de l'écran! Ses interrogations portent

sur l'impact des images, leur charge émotionnelle, qui ne favorise pas forcément la réflexion, leur pouvoir libérateur, leur caractère traumatisant. « Nous ne mesurons pas toujours, reconnaît-il, l'effet que nous produisons sur le public. » En l'occurrence, le public retrouvera facilement, dans les explications données par l'Homme d'Image, un interlocuteur familier.

Albert du Roy a le talent de poser les questions et celui, lorsqu'il lui appartient de répondre, de livrer des réponses exactement ajustées, ce qu'il fait à propos de sa profession, sous le titre Le Serment de Théophraste (par référence à celui d'Hippocrate, prêté par les médecins). Cet « examen de conscience d'un journaliste » est une excellente initiation à l'exercice d'un métier dont le fragile prestige masque les vraies difficultés. L'auteur s'appuie sur une expérience multimédiatique, à laquelle il emprunte de nombreux exemples, sans se départir de cette juste distance qui est l'une des clés de la profession.

Il souligne les paradoxes de l'in-

formation, qui n'a de crédit que par l'exacitude alors qu'elle n'est surtout pas une science exacte, et de l'informateur, obligé de vivre dans l'intimité et, aussi, à l'écart du monde qu'il observe et dont il essaie de rendre compte. Albert du Roy rappelle qu'il convient de se méfier de l'esprit de connivence, cet enfermement séduisant, et de se garder de la confusion des genres, les intérêts de l'information ne recoupant pas toujours ceux des particuliers, des pouvoirs politiques ou des entreprises commerciales et industrielles.

L'information procède d'un rapport de forces, et sa logique est « forcément solitaire », ce qui lui vaut, parfois, d'être impopulaire. Elle navigue entre naïveté et démagogie, au jugé, et corrige d'autant mieux ses erreurs et ses défauts qu'elle est sans entraves. Le courage de se montrer telle qu'elle est, la concurrence interne, l'honnêteté de ses professionnels et les valeurs auxquelles sont attachées les communautés rédactionnelles, les réactions du public, encore qu'il ne

récompense pas forcément l'exigence de qualité, valent mieux que toutes les tentations de codification morale.

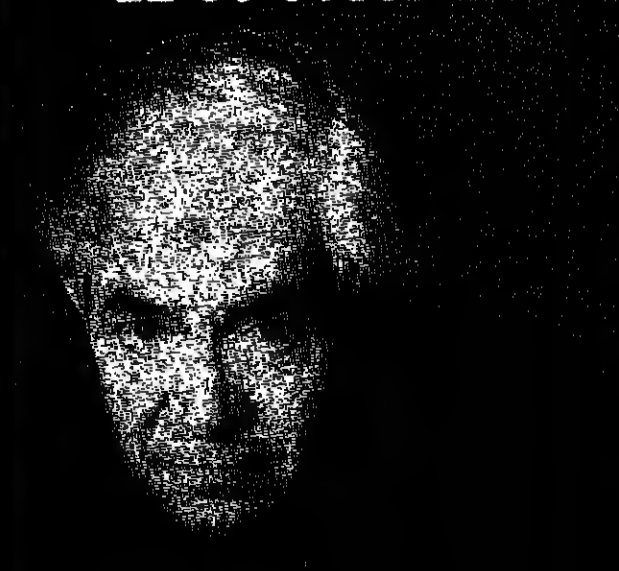
Le troisième exercice de transparence offert aux lecteurs illustre, accessoirement (mais fort opportunément), tout ce qu'une bonne enquête journalistique peut mettre au jour de l'opacité réalité environnante. Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer livrent, en un gros volume, Dix ans d'histoires secrètes de la télévision française. Un feuilleton parfois rocambolesque, disent les auteurs : ils sont au-dessous de la vérité! On croirait une de ces séries américaines consacrées aux déshonorements que, sous les dehors de l'honorabilité, les conflits d'intérêt et le choc des passions infligent à une grande famille. Récit passionnant tant la matière est riche, les rebondissements fréquents et l'action bien menée.

L'avènement incertain puis triomphant de Canal Plus, la privatisation-western de TF1, la folle navigation de La Cinq, les aléas du secteur public, les déconvenues de la CLT, les déboires du câble, les incertitudes du satellite, les métamorphoses de l'instance arbitrale de l'audiovisuel, la guerre des groupes sur le marché de la communication, les interventions incohérentes du pouvoir politique, le ballet des vedettes médiatiques : sur tous ces thèmes le défilage est complet et offre le spectacle d'un « modèle de non-politique audiovisuelle » qui, disent les auteurs, sombre, malgré quelques bonnes idées, dans « la déconfiture ».

La gauche, qui a pourtant tenté de préserver un reste d'identité à travers son action culturelle, parfois avec bonheur, toujours avec un grand sens médiatique, a raté la superbe occasion que lui offrait la réflexion sur l'audiovisuel. Les autres n'ont pas fait mieux. D'une manière générale, la rationalité des projets politiques, industriels et financiers en matière de communication, la compétence des dirigeants et des gestionnaires, n'apparaissent pas si évidentes. Qu'en conclure, sinon que la télévision semble dégrader les meilleurs esprits et que la transparence révèle comment elle a été brouillée à la source.

André Laurens

EDUARDO MANET.
L'ILE DU LEZARD VERT.
A CARACTERES
LE 30 OCTOBRE.



"Le récit flamboyant et sensuel d'une éducation adolescente dans une île vécue comme un piège."
Jean-Noël Pancrazi.
Le Monde

"Un roman drôle, douloureux et enchanteur qui est l'un des bonheurs de cette rentrée."
Jean-François Josselin.
Le Nouvel Observateur

Flammarion

L'ordre vert

LE NOUVEAU ORDRE ÉCOLOGIQUE
L'arbre, l'animal et l'homme
de Luc Ferry.
Grasset, 275 p., 115 F.

Depuis son irruption fracassante dans le champ politique, l'écologie a suscité les plus grandes réflexions. Certes, comme l'économiste Gérard Brémont, y décollant carrément une nouvelle « peste brune ». D'autres, comme les scientifiques signataires de l'appel de Heidelberg, regrettent l'asservissement des politiques à une idéologie « irrationnelle », qui mène à la régression. Et voici aujourd'hui le philosophe Luc Ferry qui s'en prend aux fondements idéologiques de ce qu'il appelle « le nouveau ordre écologique ». La boucle est bouclée : après les milieux économiques et scientifiques, les philosophes...

L'amour des petits oiseaux, lorsqu'il devient un dogme, conduit-il au totalitarisme? Luc Ferry, bien sûr, ne prend pas ce raccourci simpliste. Mais il explique comment la démarche philosophique de l'écologie, qui place la biosphère au sommet de la pyramide, parfois avant l'homme, peut déboucher sur un anti-humanisme viscéral, comme chez les adeptes américains de la *deep ecology*.

Aldo Leopold, le père américain (mort en 1948) de cette écologie que l'on peut qualifier de radicale, ou fondamentaliste, a fait école en Europe : en Norvège avec Arne Ness, en Allemagne avec Hans Jonas et enfin en France avec Michel Serres, philosophe très français mais imprégné de culture californienne, et donc, assure Luc Ferry, vecteur avec son Contrat naturel de la *deep ecology*. Cette

filiation serait elle-même l'héritage des penseurs ennemis de la technique, comme Martin Heidegger et Jacques Ellul. Autant dire une pensée « réactionnaire », dressée contre son temps et « l'humanisme laïque » cher à Luc Ferry.

Car les écologistes radicaux auraient le front de vouloir remplacer les droits de l'homme de notre glorieuse Révolution française par les droits de la nature. Or, écrit Luc Ferry, « l'homme est, par excellence, être d'anthropos ». Son honneur a toujours été de s'arracher à sa condition naturelle (l'ingérence) pour gagner sa liberté. L'homme, être de culture et d'histoire, s'oppose à la nature, état brut.

Poussant encore sa démonstration, Luc Ferry montre les liens qui existent entre l'écologie d'aujourd'hui et une tradition allant de Spinoza au romantisme allemand, qui débouche sur le « vitalisme nietzschéen » et même, la législation allemande de protection de la nature en fait foi, sur l'idéologie nazie. On assisterait donc à un retour de la barbarie contre « l'humanisme républicain ». Retour à la peste brune.

Luc Ferry ne peut s'empêcher d'exprimer sa méfiance envers l'écologie érigée en dogme religieux. « L'écologie profonde offre un visage antipathique au démocrate », écrit-il. Quant à l'écologie politique, il le juge aussi non démocratique. Est-ce à dire qu'il condamne toute forme d'écologie? Que reste-t-il à faire au philosophe qui ne veut pas jeter l'écologie avec l'eau du bain fondamentaliste? « Élaborer une théorie des devoirs envers la nature. » On attend le philosophe au pied de ce nouveau mur.

Roger Cans

JEAN DELUMEAU



Un Delumeau est toujours un événement. Celui-ci ouvre la route du ciel via l'étape du paradis. Après la peur, place donc au bonheur... Immense, sans faille, parfaitement maîtrisée, la science, bien sûr, et une écriture toujours finement accordée au propos juste et mesuré... Le message me bouleverse, le ce que je crois distret, en acte, d'un homme de cœur et d'un chrétien soucieux de mettre sa culture au service de sa compréhension du christianisme, je serais tenté d'écrire d'un christianisme qui sait compréhensible pour ceux qui sont en droit de nous demander de leur en rendre compte.

Pierre Chaunu, Le Figaro

C'est un jardin extraordinaire... Le péché, la peur, la culpabilisation, les grands malheurs et fléaux, le besoin d'être rassuré, le pardon ont sous la plume de Jean Delumeau trouvé leur historien qui, à l'aide de textes de première main, retrace, entre XIV^e et XVIII^e siècles, les façons dant en Occident les hommes ont vécu avec le drame, la peur et l'Église. Le voici parvenu aux images des rêves heureux et des grands bonheurs, de la joie céleste et de l'éternité radieuse; images et représentations qui ont une longue histoire faite de désirs, d'utopies, de nostalgie et d'espérances.

Arlette Forge, Libération

FAYARD

Dumézil innocenté

Le savant n'eut jamais aucune sympathie pour l'Allemagne nazie.
Didier Eribon le démontre et analyse les conceptions politiques du philologue

Georges Dumézil a-t-il eu de la sympathie pour l'Allemagne nazie? Spécialiste de la mythologie indo-européenne, a-t-il été attiré par le mythe aryen du nazisme? En relisant à leur manière *Mythes et dieux des Germains*, publié par Dumézil en 1939, quelques historiens, et non des moindres, ont cru pouvoir répondre par l'affirmative à ces questions. D'où une rumeur naissante : entre l'œuvre du savant et des préférences idéologiques douteuses existeraient des liens. Une enquête que publie Didier Eribon, sous le titre *Faut-il brûler Dumézil?*, fait justice de ces calomnies. Si Dumézil fut effectivement de droite, et même éditorialiste de politique étrangère du *Jour*, il s'opposa à la montée du nazisme, ne fut jamais raciste ni collaborateur. Son travail scientifique n'est pas entaché, et encore moins gouverné, par de telles prises de position. Mais alors, d'où vient la rumeur? C'est ce que Roger Chartier met en lumière.

FAUT-IL BRÛLER DUMÉZIL?
de Didier Eribon.
Flammarion, 345 p., 130 F.

Le Dumézil d'Eribon ne peut laisser aucun historien indifférent. Son premier mérite tient à la virtuosité avec laquelle, pour laver Dumézil de toute connivence avec l'idéologie nazie, il retourne contre l'accusateur – en l'occurrence Carlo Ginzburg – le « paradigme indiciaire » forgé par celui-ci. On se souvient comment Ginzburg, voulant libérer l'histoire de la tyrannie du chiffre, de la série et de la quantification, lui trouvait trois maîtres inattendus : Morelli, le connaisseur expert dans l'attribution des tableaux non signés, Sherlock Holmes et Freud (1). Au terme d'une enquête exemplaire par sa rigueur, fondée sur la lecture d'archives inédites, Eribon peut conclure au non-lieu – et au dommage causé. Pour rester avec Morelli, on peut dire que pour le livre incriminé, *Mythes et dieux des Germains*, publié en 1939, il y a erreur d'attribution : loin d'être philo-nazi, il traduit plutôt, si on veut absolument lui donner une signification politique, un sentiment inverse, porté par les préférences d'un Dumézil resté

proche de l'Action française, favorable au fascisme italien mais farouchement antiallemand. Sherlock Holmes-Eribon ne trouve pas de coupable parce qu'il n'y a pas eu de crime et s'il fait allusion à Freud, c'est pour imputer le délire de l'interprétation, non à l'analyse, mais à l'analyse.

N'était la blessure infligée à Dumézil, qui l'a beaucoup tourmenté, on pourrait prendre la chose avec légèreté et faire l'hypothèse que le véritable objet de l'article de Ginzburg était... Ginzburg lui-même. Il n'a toujours semblé qu'une des raisons de la violence de ce texte tenait à la proximité entre les deux savants. L'un et l'autre déplaient avec extrême dextérité et jussance les beautés de l'érudition philologique. L'un et l'autre sont obsédés par la même question : comment comprendre que des sociétés furtives éloignées les unes des autres partagent des traits culturels fondamentaux, qu'ils soient rituels, mythiques ou institutionnels? Faut-il les assigner à un socle commun, à une communauté d'origine? Ou faut-il postuler que les humalogies ne supposent ni matrice unique, ni contacts, ni emprunts, et du coup, doivent être référées à des invariants universels?

Déterminations multiples

Malgré toutes les précautions prises par Dumézil, qui soulignait que le terme indo-européen n'était qu'un « signe conventionnel » et que la communauté qu'il désignait était caractérisée par une « indistinction ethnique », la lecture biaisée de son œuvre a pu nourrir les fantasmes mauvais des zélotes d'un indo-européisme pur et dur. Pour exorciser le risque, on peut, comme Ginzburg, inscrire dans une anthropologie primordiale les analogies constatées entre des mythes, ou des rites, dispersés dans le temps et l'espace. Comme je le dirai bientôt ici même en rendant compte de son dernier livre, *Le Sabbat des sorcières*, l'entreprise n'est pas non plus sans risques même si elle est fascinante.

En centrant son attention sur l'utilisation d'une accusation crûment politique lancée contre une œuvre scientifique, le livre d'Eribon plaide avec force et pertinence contre la disqualification des œuvres de savoir par le manquement polémique de critères extérieurs au domaine de la

connaissance. En France, déplacé des marxistes aux libéraux (mais les seconds sont souvent les mêmes que les premiers, vingt ans après), le procédé a connu de belles heures. Mais vouloir restaurer l'autonomie du jugement scientifique n'est pas supposer pour autant que la science n'est pas dépendante de déterminations multiples, institutionnelles, sociales ou nationales.

C'est ce que montre, par exemple, le monumental travail de Jean Bollack sur la tradition philologique : dans une discipline qui paraît la plus « neutre » de toutes, les choix apparemment les plus techniques (la préférence donnée à un choix d'une variante, la restitution d'un mot ou d'un passage manquant, l'interprétation d'un terme) sont toujours commandés par les positions et les « intérêts » de ceux qui s'affrontent avec leurs armes propres – qui, par chance, ne frappent que symboliquement. À oublier ces compétitions, on peut, à son tour, être injuste comme l'est Eribon lorsque, dans le seul paragraphe vraiment contestable du livre, il entend saper le travail d'historien de Ginzburg en invoquant l'autorité des « historiens de l'art », adversaire de son *Piero della Francesca*, et celle des « anthropologues et des historiens des religions », éfarouchés par son *Sabbat*.

Faut-il brûler Dumézil? est doublement précieux, même si



Georges Dumézil en novembre 1985 : erreur d'attribution.

son titre est inutilement dramatique. Parce qu'il répare le tort fait à Dumézil en montrant que son œuvre est toujours demeurée imperméable « aux idéologies, aux questions politiques ou aux événements extérieurs », ce qui reconnaît tous ses contemporains, y compris ses adversaires, et, doit-on l'ajouter, y compris tous les savants juifs qui l'ont aidé dans sa carrière. Mais aussi parce qu'il fournit les repères biographiques permettant de comprendre la logique qui a commandé les choix scientifiques et institutionnels de Dumézil, en

dejà des hasards de l'existence ou des motivations qu'il leur a lui-même données.

Il ne faut pas croire que les savants disent de leur œuvre (dont ils entendent toujours fixer et entretenir le sens) et de leurs raisons : comme tout un chacun, ils produisent les représentations d'eux-mêmes les plus conformes aux modèles acceptés. Didier Eribon a interrogé et écouté Dumézil – ce qui nous a valu, en 1987, un passionnant volume d'entretiens (2). Mais il a su aussi retrouver ce que le vieil homme avait vu ou oublié et reconstituer

les tensions, les alliances et les fractures qui traversaient le milieu intellectuel qui avait été le sien. L'avocat passionné s'est ainsi mué en historien.

Roger Chartier

(1) Ces deux articles de Carlo Ginzburg, « Traces » et « Mythologie germanique », sont repris dans son recueil *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Flammarion, 1989.

(2) Georges Dumézil, *Entretiens avec Didier Eribon*, Gallimard, « Folio-Essais », 1987.

La divine traduction

Avec tant d'autres Pères de l'Eglise, il élabore les fondements théologiques utiles à la compréhension du Vieux Testament qui, pris à la « lettre », demeure « muet », obscur. Pour Origène, l'écriture « est comme l'agneau pascal, dont il ne faut, en aucun cas, « manger la chair crue ». Il ne faut pas bouillir « la chair crue de l'écriture » : « On doit prendre garde de ne pas transformer le texte en quelque chose de plus ou moins flasque, aqueux, mou... » Comme pour l'agneau sacrifié, dont « il faut faire rôtir la chair », on ne peut expliquer et comprendre l'écriture qu'en la passant au feu de l'esprit chrétien qui en dégage le sens ultime.

Marguerite Harl écrit : « *Œuvre juive, la Septante est devenue ce qu'elle n'était évidemment pas :*

une bible « chrétienne ». Traduit de l'hébreu, ce Texte d'adoption n'a cessé d'intensifier, au fil des générations, des questions de filiation, de fidélité et de trahison. La pétition incandescente d'Origène n'est-elle pas à la dimension de la puissance interprétative d'une foi nouvelle qui se bat à la fois pour et contre la vieille Loi juive ?

Inspirée par le silence des soixante-douze maisonsnettes un résultat de bruyants colloques alexandrins, la Septante, une traduction qui a pour vocation d'être un original divin, non une copie de seconde main, fut oubliée, rejetée à la fois par les juifs et les chrétiens. Les rabbins ne reconnaissant plus « leur Bible » grecque, truffée de « déformations » dues aux lectures apologétiques chrétiennes, condamnant la Septante.

Marguerite Harl écrit à ce propos que « les juifs eurent le sentiment qu'après avoir donné au monde grec ce qu'ils avaient de meilleur – leurs livres sacrés traduits en grec – ils avaient reçu en réponse... les persécutions ! »

Quant aux chrétiens, après quelques traductions latines du grec, ces « Vieilles latines » dont se sert saint Augustin, ils abandonnent définitivement la Septante lorsqu'à la fin du quatrième siècle saint Jérôme fait son « retour à l'hébreu » pour donner à l'Eglise la Vulgate. Aujourd'hui, cette Bible juive d'Alexandrie, qui est aux sources de la civilisation chrétienne d'Orient, catholiques et orthodoxes de rite byzantin, la psalmodient encore.

Maurice Olender

BOURSE GONCOURT DE LA POÉSIE

pour l'ensemble de son œuvre

Georges-Emmanuel
Clancier



UNE VOIX
PEUT-ÊTRE UNE DÉMEURE
OSCILLANTE PAROLE
LE POÈME HANTÉ
LE PAYSAN CÉLESTE
PASSAGERS DU TEMPS

nrf

GALLIMARD

Pour bien montrer ces manières d'appropriation du Texte ancien destinées à servir de nouvelles croyances, les éditeurs de la *Bible d'Alexandrie* donnent d'innombrables illustrations. Ainsi, « l'arbre de vie », au milieu du jardin d'Eden, devient – comme d'ailleurs toute autre mention d'un bois – la préfiguration du « bois » de la croix, « bois de la vie ». Et à l'image de Noé, sauvé du Déluge par le bois de l'Arche, le Christ incarne pour Justin « le principe d'une nouvelle génération, celle qui renait grâce à l'eau (figure du baptême), à la foi et au bois qui contient le sens secret de la croix ».

Comme ceux qui déchiffraient jadis les poèmes homériques, comme les rabbins de leur temps, les Pères de l'Eglise eurent une pratique intensive de l'interprétation allégorique visant à décoder sous la littéralité d'un texte une autre signification, cachée, plus profonde. Avec un sens aigu de la remise des textes dans leurs contextes littéraires et historiques, Marguerite Harl dissèque un grand nombre d'épisodes et de formules en constatant que « la moindre parcelle du texte », tout, dans les Écritures anciennes, se met soudain à parler « du Christ et des mystères chrétiens ». Ces exégèses sont d'autant plus efficaces qu'elles s'appliquent à éclairer des « paraboles », des « paroles obscures » et d'autres énigmes de la Septante.

L'un de ceux qui participent, au troisième siècle, à la clôture du canon chrétien en expulsant ces « paroles » de Jésus reléguées depuis dans les écrits noirs et solitaires de l'Eglise – les apocryphes – Origène, achève « la » bonne interprétation de la Bible juive en la christianisant.

A lire aussi

• *La Bible. Écrits intertestamentaires*, sous la direction d'A. Dupont-Sommer et M. Pilonenko, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1987, 1905 p., 380 F.

• *La Bible grecque des Septante. Du judaïsme hellénistique au christianisme ancien*, de M. Harl, G. Dorival, O. Murauchi, Cerf/CNRS, 1988, 370 p., 194 F.

• *Lettre d'Aristée à Philocrate*, introduction et traduction de A. Pailletier, Cerf, 1982, 326 p.

• *Les juifs d'Égypte, de Ramsès II à Hadrien*, de J. Mélitz-Modrzejewski, Armand Colin, 1981, 216 p., 170 F.

• *Sagesse barbares*, de A. Montfaucon, La Découverte, 1979, 168 p., 85 F, réédité en Folio-Gallimard.

• *Naissance de la méthode critique*, colloque du centenaire de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, préface d'A. Caquot, Cerf, 350 p., 200 F.

• *Introduction à la littérature gnostique*, de M. Tardieu et J.-D. Dubois, Cerf/CNRS, 1988, 152 p., 130 F.

• *Targum du Pentateuque*, traduit de l'araméen par R. Le Déaut et J. Robert, 5 vol., Cerf, 1978-1981. Environ 1500 p. Chaque volume, de 249 F à 340 F.

On lira également avec profit « La traduction de l'écriture », une réflexion d'Emmanuel Levinas dans son recueil *A l'heure des nations*, Minuit, 1988, p. 43-65.

"A glacer d'effroi..."

Macha Sery - L'Evenement du Jeudi

Ramsey
Campbell

Soleil
de Minuit

avec son étonnant "Soleil de minuit", Ramsey Campbell distille à merveille une angoisse sourde.

Jacques Baudou - Le Monde

PRESSES DE LA CITÉ

Elizabeth Bishop

... enfin ce port...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

... d'Esra P...

par Nicole Zand

Pour une Internationale du patrimoine européen



L'art de Jan Potocki réside-t-il dans la boule d'argent de sa théâtralité ?

blir un bilan du passé, de recenser des valeurs admirables mais défuntes, écrit-il, que de montrer les éléments vivants dont s'est nourrie la civilisation de langue française et de l'inviter à s'y ressourcer. » On trouvera là un prodigieux inventaire non seulement de la littérature au sens moderne, mais de tout ce qui, dans l'écrit, a pu contribuer à l'inscription d'une mémoire.

Le choix d'une anthologie de textes présentés dans un ordre chronologique n'exclut pas de proposer une projection dans les époques postérieures et une idée des perspectives, notamment à cause d'un choix représentatif, exigeant des différents aspects de ce qu'on ne nomme pas forcément littérature. Dans une perspective d'échanges, de contamination des patrimoines, il est tout à fait passionnant de considérer l'importance donnée aux traducteurs puisqu'une des originalités de l'ouvrage, et non la moindre, a été de donner à lire les auteurs étrangers dans des traductions choisies tout au long de l'histoire de la langue, afin de faire sentir les modes successifs de l'intégration en français de la littérature européenne. Ainsi le premier tome s'ouvre-t-il, de façon significative, avec le *Jardin d'Éden* de la Genèse dans deux traductions de 1707 et 1709 de David Martin, un pasteur protestant de la région de Montauban, et celle de 1774 du sénégalais Aurélien Chouraqui... Citons encore, parmi les traducteurs, Clément Renan en 1561 pour les *Psalmes* de la Bible hébraïque, Ernest Renan en 1881 pour l'*Écclésiaste* (*«Vanité des vanités...»*), Léon Blum pour Fla-

vius Joseph, Adolphe Elsalin-Sartre pour le Talmud. Et aussi Marguerite Yourcenar pour Grégoire de Nazianze ou pour Archéarque, Boileau pour Sappho, José-Maria de Hérédia pour Hésiode, Léonotte de Lisle pour Anacréon ou Théocrite, mais aussi pour le *Chant de Gudrun* des *Eddas* islandaises, Jean de La Fontaine pour Esop... Énumération fabuleuse, qui vous fait tourner la tête, mais dont il me faudrait pas non plus exclure les traductions contemporaines.

UNE oeuvre universelle qui s'inscrit dans l'Histoire, les histoires des différentes cultures, et qui s'adresse à tous ceux pour qui la littérature n'est pas seulement un passe-temps purement esthétique. A celui qui veut prendre conscience de cet agrégat complexe qu'est l'Europe, à celui qu'occupe l'histoire d'un monde d'hommes, cette anthologie remarquablement présentée, avec un choix judicieux de bons textes replacés dans leur contexte chronologique et géographique, dans leur enracinement national, sera un embryon de bibliothèque. Aux auteurs d'explorer, s'il le veut, les chemins de la littérature, les lecteurs aux compléments bibliographiques clairement indiqués. Un ouvrage de base.

Chez Hachette, on a choisi de présenter les lettres européennes dans une histoire. S'insurgeant contre l'obsession qui tend à enfermer un auteur dans une aire géographique ou linguistique, quelque deux cents universitaires ont travaillé à montrer que toute œuvre littéraire s'inscrit dans une unité culturelle plus internationale. Ao

lieu de juxtaposer les histoires littéraires de chaque pays, on a voulu replacer la production littéraire de toute l'Europe dans une perspective synthétique. Quatorze chapitres, qui partent également de l'héritage judéo-chrétien et gréco-latin, passent en revue les convergences et les diversités littéraires d'une période donnée.

Louable intention qui secoue les idées reçues en donnant une place aux littératures moins traduites, moins connues, avec parfois des juxtapositions surprenantes qui auront le mérite de faire réfléchir le lecteur bousculé dans ses habitudes et de faire passer un courant d'air salubre. Avec parfois, hélas, des auteurs surévalués par souci de justice ou d'internationalisme mal compris. L'index monumental ne rend pourtant pas plus facile la consultation d'un ouvrage qui montre les limites du comparatisme et qui répartit étrangement ses informations (dix-neuf mentions pour Lessing, quatre pour Remarque et Rosa Liksom, sept pour Marivaux, huit pour Marx, trois pour Günter Wallraf, etc.), avec des notices scolaires, fades, mal écrites, parsemées de trop d'inexactitudes et d'erreurs. On d'étranges rebuts, comme l'article consacré à la théorie de Jan Potocki dont « les passions bizarres, proches du mysticisme, voire du satanisme, séduiront le grand public du siècle suivant, amettit de romane note ».

Il aurait été charitable de passer sous silence cette entreprise si elle ne reflétait pas le trouble qui s'empare des esprits à la pensée qu'il y a nous falloir tel, européens, abattre non seulement les frontières et les donanés, mais surtout les ignorances que nous avons des autres — à cause de l'Histoire et de ses conflits, à cause de notre méconnaissance des langues, à cause de l'abandon géofraliste de la culture classique, à cause, tout simplement, de la « différence ». Et de l'indifférence. La conscience nous vient qu'il faut apprendre la culture des autres, ce que nous appelons jusqu'à présent la littérature « étrangère » et qu'il y a falloir, dès 1993, rebaptiser autrement. D'un terme « politiquement correct », comme disent les Américains. L'Europe des lettres a encore beaucoup à nous apprendre.

La mort d'Ivar Ivask

Nous avons appris avec tristesse la mort du poète et critique estonien Ivar Ivesk, le Balte d'Olkahoma, un homme de culture irremplaçable, un des rares hommes de ce temps dont l'ampleur de la vision dépassait les frontières et dont la revue *World Literature Today* aura témoigné utilement, loin du tumulte de la mode, des mouvements littéraires et des écrivains contemporains sans limites de langues ou de continents.

Né le 17 décembre 1927, à Riga, capitale de la Lettonie, d'un père estonien et d'une mère lettone, Ivar Ivasik, après des études en estonien à Wiestbaden et un diplôme d'histoire de l'art et de littérature comparée à l'université de Marburg, avait émigré aux États-Unis en 1949 avec sa femme Astrid, originaire de Lettonie. Il commence par enseigner la langue et la littérature allemandes dans le Minnesota, voyage fréquemment en Europe.

puis, à partir de 1967, se fixe à l'université d'Oklahoma, à Norman, où il dirige la revue internationale de littérature *Books Abroad*, qui devient, en 1977, *World Literature Today*, dont il avait consacré les derniers numéros à Edouard Glissant et à Manuel Puig.

Il avait fondé, en 1970, le prix Neustadt de littérature, décerné tous les deux ans à l'université d'Oklahoma par un jury international; et qui, plusieurs fois, s'engouffrait d'un palmarès prestigieux et aussi d'avoir distingué, avant l'Académie suédoise, de futurs Prix Nobel. Et d'autres qui l'auraient mérité : Giuseppe Ungaretti (1970), Gabriel García Márquez (1972), Francis Ponge (1974), Elizabeth Bishop (1976), Czesław Miłosz (1978), Josef Škvrleček (1980), Octavio Paz (1982), Pavlo Haavikko (1984), Max Frisch (1986), Raja Rao (1988), Tomas Tranströmer (1990).

Poète lui-même, Ivar Ivasik avait publié huit recueils en estonien, des ouvrages de critique, notamment sur Jorge Guillen, Octavio Paz, Cortazar, la poésie de l'Europe de l'Est. Il avait pris sa retraite l'an dernier et s'était établi en Irlande, où il est mort le 23 septembre. Dis-
crètement.

N. Z.

À "CARACTÈRES" LE 30 OCTOBRE

JOYCE CAROL OATES



CETTE
SAVEUR
AMÈRE DE
L'AMOUR

Du même auteur aux Éditions Stock

FAITES DE MOI CE QUE VOUS VOLEZ.

DES GENS CHICS

CORPS
10-3-1994ALFRED K. PROFFANES
MILFORD CORBAM

HAUTE ENFANCE

LA LEGENDE DE BLOODSMOOR

MARYA LARDY DRY'S DEED

MARIAGES ET INFIDÉLITÉS

PAYS DES MERVEILLES

USE EDUCATION SENTIMENTALE DELL'EFELVED

INDEX

COMME QUE LES FEMMES ADORMI

STERES DE WINTER

DE LA ROYE

SCIENCE

En signature de Rosamond Smi

REFERENCES

Stock

 **Stock**
